

15 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/15/438761-larnaque-des-energies-renouvelables>

ÉNERGIE ET MATIÈRES PREMIÈRES

15 septembre 2022

L'arnaque des énergies renouvelables

[Michel Gay](#)

L'énergie est le cœur du développement des sociétés. Elle est le moteur de l'économie comme le montre l'accroissement du PIB en parallèle de la consommation d'énergie.



La centrale nucléaire de Cattenom By: [Gilles FRANCOIS](#) - [CC BY 2.0](#)

Par Michel Lebrun et Michel Gay.

Une désastreuse arnaque scientifique a eu lieu dans l'ex-URSS quand l'agronome Lyssenko a réussi à convaincre le Comité central du parti communiste, [Staline](#) en tête, que ses méthodes permettraient de multiplier par trois, voire quatre la production agricole. Les scientifiques soviétiques qui osèrent critiquer Lyssenko eurent le choix entre se rétracter ou aller au goulag !

Bilan : des famines abominables eurent lieu en URSS et [Lyssenko](#) mourût de sa belle mort en 1964 !

Aujourd'hui, la société française s'est engagée sur la voie des énergies dites renouvelables, mais surtout [fatales et intermittentes](#) (EnRI), notamment éoliennes et panneaux photovoltaïques, conduisant à des scandales encore plus monstrueux.

Le soutien inconditionnel des dirigeants politiques à ces « nouvelles énergies » (en réalité anciennes et déjà abandonnées) relève du type de fraude scientifique à la Lyssenko qui cache une spoliation des peuples.

Certes, il n'y a plus de goulag mais l'effacement médiatique et la suppression des crédits de recherche freinent les critiques et étouffent la contestation des scientifiques s'opposant à la nouvelle religion écologiste.

Une abondante littérature sur ce sujet (Marc Halévy dans [Énergie et écologie](#), Fabien Bouglé [La face noire de la transition écologique](#), Michel Gay [Au diable les énergies renouvelables](#),...) met en évidence cette fraude monstrueuse trop peu soulignée par les grands médias.

L'énergie et l'écologie

L'énergie est le cœur du développement des sociétés. Elle est le moteur de l'économie comme le montre l'accroissement du PIB en parallèle de la consommation d'énergie.

L'énergie ne se crée pas (elle ne se décrète pas non plus), elle se transforme.

Mais sa présence dans la nature est rarement sous une forme directement utile. Il faut donc trouver des techniques pour assurer ces transformations elles-mêmes consommatrices d'énergie.

Il existe un ratio intitulé *Taux de Retour Énergétique* (TRE) ou *Energy Returned On Energy Invested* (EROI) qui exprime simplement l'idée : « *Combien vais-je récupérer d'énergie utile par rapport à l'énergie que je vais dépenser pour l'obtenir ?* »

Le TRE (toujours supérieur à un, sinon ce n'est pas une source d'énergie, mais un puits) tient compte de toute l'énergie dépensée lors du cycle de vie d'un produit (production, extraction, transformation de fabrication, transport, mise en œuvre, recyclage etc.).

Un TRE égale à un exprime que la quantité d'énergie utile au cours de la durée de vie d'une installation sera égale à la quantité d'énergie dépensée pour construire exploiter et démanteler cette installation.

En réalité le TRE ne tient compte que d'une partie de l'énergie dépensée car il est trop difficile d'établir tout le bilan énergétique nécessaire à l'élaboration de l'énergie grise.

Ainsi, l'Agence Internationale de l'Énergie considère qu'une transformation énergétique n'est rentable que si son TRE est supérieur à 6, ce qui n'est pas le cas ni de l'éolien, ni du photovoltaïque comme le montre le tableau ci-dessous extrait de l'ouvrage de Marc Halévy :

1.3	Biodiesel
1.3	Éthanol de maïs
1.6	Concentrateur solaire
1.9	Capteur solaire plat
3.0	Sables bitumineux
5.0	Éthanol de sucre de canne
5.0	Schiste bitumineux
5.2	Éolien
5.8	Photovoltaïque
10.0	Gaz naturel
18.0	Pétrole
32.4	Géothermique (avec eau chaude)
50-75	Nucléaire
80.0	Charbon
100.0	Hydroélectricité

Transformer des énergies peu denses, comme le vent, nécessite des installations colossales elles-mêmes consommatrices d'énergie, réduisant drastiquement leur TRE. Il y a certes plus de vent en altitude ou en mer, mais aller chercher ce vent nécessite encore plus d'énergie, rendant le système global inacceptable.

Le vent est « *gratuit* » (comme d'ailleurs le pétrole qui jaillit de terre...), mais pas sa transformation en électricité !

La désinformation d'une population mal préparée à comprendre la vaste problématique de l'énergie ouvre une autoroute pour imposer l'idée que le vent et le soleil sont gratuits.

Les technologies aléatoirement variables et mêmes intermittentes du vent et du soleil sont rédhibitoires, surtout en y ajoutant en parallèle les moyens de stockage (batteries, hydrogène...) et de production (gaz, charbon...) pour s'accommoder de leurs productions ne correspondant pas nécessairement au besoin. Vouloir imposer cette technologie est fondamentalement anti-écologique car trop énergivore par rapport à sa production sur son cycle de vie.

Comment un tel sophisme a-t-il pu s'imposer ?

Dans l'histoire de l'humanité, l'Homme a évolué vers l'utilisation d'énergies de plus en plus denses : l'énergie animale, l'utilisation du vent pour les moulins ou les bateaux, la puissance motrice de l'eau puis de la chaleur (machines thermiques), ensuite l'utilisation de l'énergie de l'atome.

Ce retour en arrière vers le vent et le soleil que constituent les EnRI interroge sur les réelles motivations.

Les écologistes se sont engagés dans [une nouvelle religion](#) niant les lois de la physique. Beaucoup d'entre eux portent une haine du monde décrite par la philosophe Chantal Delsol ([La haine du monde](#)). Pour cette catégorie d'individus, l'homme est mauvais pour la nature. Il doit se présenter devant le rédempteur (Mère nature ?) que ces « écologistes » radicaux pensent représenter.

Par ailleurs, des opportunistes politiques et financiers ont deviné tout le bénéfice qu'ils pourraient tirer de cette nouvelle religion imposée aux peuples par la peur, l'effroi et la terreur.

Enfin, la conquête du pouvoir mondial est toujours d'actualité. Le mouvement pour la paix et la mondialisation sert de prétexte à l'élimination des nations, considérées par certains idéalistes comme une source de conflit.

Même à l'intérieur de l'Europe, la conquête du pouvoir fait apparaître des conflits que nos politiciens nationaux ont sous-estimés.

L'imposition des éoliennes [par l'Allemagne](#) et la destruction du parc nucléaire français s'inscrit dans le cadre d'une guerre économique qui sera perdue par la France sans un sursaut rapide.

Une éolienne est une technologie pour l'essentiel importée d'Allemagne, du Danemark et d'Espagne. Elle ne constitue pas seulement une perte de souveraineté, elle nuit aussi à l'excellence française dans l'énergie nucléaire dépassant encore toutes les nations européennes dans ce domaine.

Quand la France perd un point, nos « amis », et néanmoins adversaires commerciaux, en gagnent un !

15 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/15/438779-le-controle-des-prix-echoue-depuis-4-000-ans>

HISTOIRE DE L'ÉCONOMIE

15 septembre 2022

Le contrôle des prix échoue depuis 4000 ans

[Foundation for Economic Education](#)

On peut pardonner aux habitants de l'ancienne Eshnunna de ne pas comprendre pourquoi le contrôle des prix est nuisible. Les décideurs d'aujourd'hui, qui bénéficient de l'histoire et de l'économie, n'ont aucune excuse.

Par Jon Miltimore.

En 1892, l'archéologue français [Henri Pognon](#) a fait une découverte historique à quelques dizaines de kilomètres au nord-est de Bagdad : un énorme *tell* qui contenait les ruines de l'ancienne cité-État d'Eshnunna.

Bien qu'il n'ait été fouillé que des décennies plus tard par une autre équipe d'archéologues dirigée par l'égyptologue néerlandais Henri Frankfort, le *tell* a été l'une des grandes découvertes du siècle, révélant les secrets d'une ville mésopotamienne qui avait été cachée pendant des millénaires.

Parmi les secrets découverts sur les tablettes cunéiformes figure le fait qu'Eshnunna utilisait le [contrôle des prix](#), une découverte remarquable dans la mesure où elle semble être la plus ancienne trace historique d'humains fixant les prix. (J'ai tenté de vérifier ce fait auprès d'historiens de l'économie, et je vous ferai savoir si j'obtiens une réponse).

- kor d'orge [she'um] est (évalué) à [ana] 1 shekel d'argent ;
- 3 qa de « meilleure huile » sont (évalués) à 1 sicle d'argent ;
- 1 seah (et) 2 qa d'huile de sésame sont (évalués) à 1 sicle d'argent...
- La location d'une charrette avec ses bœufs et son conducteur est de 1 massiktum (et) 4 seah d'orge. S'il est (payé) en argent, le loyer est d'un tiers de sicle. Il devra le conduire toute la journée.

Les [contrôles de prix](#) d'Eshnunna devanent de quelques siècles le code d'Hammurabi (1755-1750 avant J.-C.), le document le plus célèbre de l'ancienne Babylone qui était un « *labyrinthe de réglementations sur le contrôle des prix* », [selon l'historien](#) Thomas DiLorenzo.

Cela pourrait expliquer pourquoi [le premier empire babylonien](#) s'est effondré près de mille ans avant que le poète grec Homère ne raconte l'histoire de la guerre de Troie. Le contrôle des prix ne fonctionne pas, et l'histoire (ainsi que l'économie de base) le prouve abondamment.

Une brève histoire du contrôle des prix

Les Grecs anciens nous ont peut-être donné Homère et ses merveilleuses histoires, mais ils souffraient de la même ignorance économique que les dirigeants d'Eshnunna en matière de fixation des prix.

En 388 avant J.-C., les prix des céréales à Athènes étaient hors de contrôle, en grande partie parce que les dirigeants athéniens avaient mis en place un ensemble [incroyablement complexe](#) de réglementations sur la production agricole et le commerce, qui [comprenait](#) « *une armée d'inspecteurs des céréales nommés dans le but de fixer le prix des céréales à un niveau que le gouvernement athénien jugeait juste* ». La peine encourue pour avoir échappé à ces contrôles des prix était la mort, et de nombreux négociants en grains se sont rapidement retrouvés en procès pour avoir subi cette peine lorsqu'il a été découvert qu'ils thésaurisaient des grains pendant une pénurie (provoquée par l'homme).

L'empire athénien était de l'histoire ancienne lorsque Rome a tenté, 700 ans plus tard, de mettre en place son propre système de contrôle des prix à une échelle beaucoup plus grande. En 301 après J.-C., l'empereur Dioclétien a adopté son [édit sur les prix maximum](#), qui fixait un taux fixe pour tout, des œufs aux céréales, en passant par la viande de bœuf et les vêtements, ainsi que les salaires des ouvriers qui produisaient ces articles. La peine encourue par quiconque était pris en train de violer ces édits était – vous l'aurez deviné – la mort. Les commerçants ont réagi exactement comme on pouvait s'y attendre à ces règlements.

Selon un historien :

« Les gens n'apportaient plus de provisions au marché, car ils ne pouvaient en tirer un prix raisonnable. »

Ce n'est pas une coïncidence si l'empire de Rome [a bientôt suivi](#) le même chemin que celui des Athéniens (bien que la moitié orientale a survécu un millier d'années de plus).

Et puis il y a la colonie britannique du Bengale, située dans le nord-est de l'Inde. Peu de gens se souviennent aujourd'hui de la [famine de 1770 au Bengale](#), ce qui est étonnant si l'on considère que 10 millions de personnes sont mortes, soit environ un tiers de la population. Ce qui est encore plus étonnant, c'est le peu d'attention que cet événement a suscité à l'époque, du moins dans la presse londonienne. Alors que beaucoup attribuent la famine aux moussons et à la sécheresse ayant sévi dans la région en 1768 et 1769, [Adam Smith](#), dans *La richesse des nations*, [a observé à juste titre](#) que c'est le contrôle des prix qui a suivi qui a probablement transformé une pénurie de nourriture en une véritable famine.

« La sécheresse qui a sévi au Bengale, il y a quelques années, aurait probablement pu provoquer une très grande disette. Certains règlements inappropriés, certaines restrictions injustes, imposés par les serviteurs de la Compagnie des Indes orientales au commerce du riz, ont peut-être contribué à transformer cette disette en famine. »

Lorsque le gouvernement, pour remédier aux inconvénients d'une disette, ordonne à tous les marchands de vendre leur maïs à ce qu'il suppose être un prix raisonnable, ou bien il les empêche de l'apporter au marché, ce qui peut parfois produire une famine même au début de la saison ; ou bien, s'ils l'y apportent, il permet au peuple, et par là l'encourage, de le consommer si rapidement qu'il doit nécessairement produire une famine avant la fin de la saison. »

Et n'oublions pas la Révolution française, où, en 1793, les dirigeants ont interrompu leurs activités de coupeurs de têtes pour adopter la [loi du maximum général](#), un ensemble de contrôles des prix destinés à limiter les « prix abusifs ». (Henry Hazlitt [avait raison](#) lorsqu'il a qualifié la loi de « tentative désespérée de compenser les conséquences de la surémission inconsidérée de papier-monnaie par [les dirigeants] eux-mêmes »).

L'historien américain Andrew Dickson White (1832-1918), cofondateur de l'université Cornell, a expliqué les conséquences de cette politique :

« Le premier résultat de la loi sur le prix maximum a été que tous les moyens ont été pris pour échapper au prix fixe imposé, et les agriculteurs ont apporté le moins de produits possible [...] Cela augmenta la pénurie, et les habitants des grandes villes furent mis à contribution. »

Signaux importants du marché

Heureusement, nous avons aujourd'hui l'avantage, non seulement de l'histoire, mais aussi de la science économique, qui nous montrent que le contrôle des prix ne fonctionne pas.

L'économie de base enseigne que les prix sont des signaux importants du marché. Des prix élevés peuvent être une source d'irritation pour les consommateurs, mais ils signalent aux producteurs la possibilité de réaliser des bénéfices, ce qui entraîne une augmentation de la production et des investissements. Ils signalent également aux consommateurs que le bien est rare, ce qui les encourage à en consommer moins.

Prenons l'exemple de l'essence. Lorsque le gallon coûte 7,50 dollars, les gens conduisent moins que si le prix du gallon était de 1, 3 ou 5 dollars. Pendant ce temps, le prix élevé signale également aux producteurs une opportunité de profit, ce qui encourage l'investissement et la production, lesquels conduisent finalement à une baisse des prix de l'essence. Comme le disent parfois les économistes, la solution aux prix élevés, ce sont les prix élevés.

Fixer un prix artificiellement bas pour l'essence envoie de mauvais signaux aux consommateurs et aux producteurs. Le prix bas décourage les producteurs de mettre du carburant sur le marché et encourage les consommateurs à utiliser davantage de carburant parce qu'il est artificiellement bon marché, ce qui est une recette pour une pénurie d'essence.

C'est précisément ce qui s'est passé dans les années 1970 après que le président Nixon a annoncé un contrôle des prix de l'essence, ce qui a entraîné une pénurie nationale durable et des files d'attente massives. Pour ce que cela vaut, Nixon [savait](#) que son contrôle des prix serait un désastre, mais il l'a quand même fait passer parce qu'il voulait signaler aux électeurs qu'il était « sérieux ».

Le contrôle des prix est de retour

Aujourd'hui, la quasi-totalité des économistes s'accordent à dire que le contrôle des prix est néfaste, ce qui n'a pas empêché le spectre de se lever à nouveau pendant la crise économique mondiale actuelle.

Comme l'[a récemment rapporté](#) Axios, le contrôle des prix est de retour et n'est plus une relique des années 1970. Confrontés à une crise énergétique, les pays du G7 cherchent à former un cartel d'acheteurs qui plafonnerait effectivement le prix du pétrole brut russe.

Ce système, comme tous les systèmes de contrôle des prix, risque de se retourner contre lui. De nombreux éléments montrent que la fixation des prix ne produit guère plus que la pénurie, le marché noir et, dans le pire des cas, la mort et la famine.

On peut pardonner aux habitants de l'ancienne Eshnounna de ne pas comprendre pourquoi fixer le prix d'un kor d'orge à un shekel d'argent était une politique néfaste.

Les décideurs d'aujourd'hui, qui bénéficient de l'histoire et de l'économie, n'ont aucune excuse.

Traduction Contrepoints.

15 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/15/438804-roussel-travail-communisme>

15 septembre 2022

Roussel, Travail & Communisme

[Nathalie MP Meyer](#)

Le Secrétaire national du Parti communiste français (PCF) Fabien Roussel se déclare ouvertement pour une gauche du travail et des salaires par opposition à une gauche du chômage et du RSA !



Presidentielle2022 Roussel (credits FMas)

Le Secrétaire national du [Parti communiste](#) français (PCF) Fabien Roussel a clairement décidé de jouer les trublions au sein de la toute nouvelle toute fragile [union de la gauche](#). On savait déjà qu'il n'hésitait pas à se moquer des [obsessions écoféministes](#) hallucinées de Sandrine Rousseau, [s'affichant](#) volontiers en train de savourer un splendide steak grillé ou lui [rétorquant](#) récemment à propos de la polémique sur le virilisme coupable du barbecue qu'il n'avait que faire des discours sur « *le sexe des escalopes* » !

Comme si une telle hérésie ne suffisait pas, voilà maintenant qu'il se [déclare](#) ouvertement pour une gauche du travail et des salaires par opposition à une gauche du chômage et du RSA !

Je souhaite que nous puissions garantir aux français, aux générations futures une vie avec un travail et un salaire digne. Pas une vie de chômage. #JT13H #fetedelhuma pic.twitter.com/N2ayfnPczq

— Fabien Roussel (@Fabien_Roussel) [September 10, 2022](#)

Vous voyez l'abominable outrage ! Et vous imaginez sans peine les [éructions étranglées](#) d'un Jean-Luc Mélenchon, grande conscience de la coalition Nupes formée à son instigation par le PS, le PCF et EELV autour de SON mouvement, la France insoumise (LFI) :

Je demande qu'on arrête les jérémiades au lieu de battre sa coulpe, nous avons avancé et marqué des points. Certes, il faut toujours faire plus, mais nous sommes devenus le premier parti des chômeurs et des précaires.

Est-ce à dire qu'il faudrait encourager le chômage et la précarité pour devenir le premier parti de France ? Argumentation clairement malheureuse ; ou douloureusement révélatrice du fait que la gauche, depuis toujours, se nourrit de la misère du peuple...

Mais peu importe aux Corbière (LFI), Panot (LFI), Coquerel (LFI), Tondelier (EELV), etc., tout engourdis qu'ils sont dans l'écosocialisme mélenchonien. « *Discours quasiment réactionnaire* », « *vocabulaire de l'extrême droite* », « *justification* » abominable des projets macroniens pour le RSA et l'assurance chômage – les autres composantes de la Nupes n'ont pas lésiné sur les [critiques](#) lourdement indignées. Vite, il y a urgence, il faut immédiatement corriger cette désolante déviation idéologique :

Les allocs, magnifique conquête sociale, n'ont rien d'indignes, elles sont notre fierté !! » (Alexis Corbière, LFI, [Twitter](#))

Même [François Ruffin](#), qui, quoique insoumis, est assez souvent en délicatesse avec Mélenchon, y a été de son petit couplet réprobateur, au prix d'une pirouette sur les « *assistés* » qu'il préfère aller chercher du côté des riches « *gavés de milliards par Macron* » :

Opposer « la France qui bosse » à « la France des allocs », ce n'est pas le combat de la gauche, ce ne sont pas mes mots. Les assistés sont là-haut, gavés de milliards par Macron : c'est notre travail politique quotidien que d'unir le bas contre le haut. <https://t.co/eM4aewfypF>

— François Ruffin (@Francois_Ruffin) [September 10, 2022](#)

Pourtant, lui aussi a beaucoup [communiqué](#) sur la nécessité de réhabiliter la valeur travail ; lui aussi a [constaté](#) sur le terrain l'incompréhension voire l'exaspération croissante des classes populaires face à une gauche accusée de défendre de moins en moins les travailleurs, et observé, impuissant, leur fuite inexorable vers le Rassemblement national – il en a même fait un [livre](#) :

Un refrain revenait : 'Je ne peux pas être de gauche parce que je suis pour le travail.' Ce fut un choc pour moi, qui estime que

la gauche, c'est [...] la défense des travailleurs. Et avec des variantes : 'Moi, je travaille et j'ai droit à rien. » Les remarques sur les assistés et les cassos sont les principaux obstacles que j'ai rencontrés, avec en gros une droite de la valeur travail et une gauche de l'assistanat.

Des propos que Fabien Roussel aurait parfaitement pu tenir puisque lui-même avait [axé](#) toute sa campagne présidentielle 2022 sur l'idée de reconquérir les classes populaires en privilégiant les thématiques économiques et sociales, conformément à ce qui constitue selon lui l'ADN originel du parti communiste :

Certains à gauche se sont focalisés sur les sujets sociétaux. Moi je veux revenir aux racines du PCF, un parti national et populaire. Si je n'étais pas dans cette campagne, qui défendrait ce que je défends : le nucléaire, le revenu du travail plutôt que le revenu de l'assistance, les valeurs universelles plutôt que la segmentation des luttes, le racialisme et tous ces trucs qu'on a même du mal à comprendre ?

Concernant la cohésion doctrinale au sein de la Nupes, on sent tous les jours un peu plus que les divergences de fond entre les divers participants sont toutes prêtes à resurgir et que tout l'édifice hâtivement bricolé pour quelques postes de députés de plus et la gloire de M. Mélenchon, ex-futur Premier ministre de la République, pourrait s'effondrer à tout moment. (Sauf que les sièges de députés, il ne faudrait quand même pas les bazarder comme ça, bêtement, juste pour des idées.)

Mais plus fondamentalement, on devine que Roussel comme Ruffin ont compris à quel point la [stratégie](#) mise au point par [le think tank socialiste Terra Nova](#) en 2011 pour aider la gauche à trouver une nouvelle majorité électorale face au déclin de la classe ouvrière, c'est-à-dire, concrètement, se tourner vers les diplômés, les jeunes, les femmes, les urbains, les minorités et les habitants des « quartiers » – comment cette stratégie, en donnant la priorité au sociétal, à la lutte antiraciste, à la lutte climatique et à la défense des minorités, avait en réalité poussé les classes populaires dans les bras du Rassemblement national.

Aussi, plus qu'un authentique ralliement à la valeur travail, je vois dans leurs déclarations présentes tous les artifices d'une nouvelle stratégie de reconquête de l'électorat populaire.

Car si le parti communiste a effectivement toujours voulu défendre les travailleurs face aux oppressions du grand capital, il n'a jamais été question de promouvoir le travail lui-même en tant que valeur de développement humain. Loin d'être vu comme un facteur essentiel d'autonomie et, pourquoi pas, de progrès et d'épanouissement des individus, le travail est en fait uniquement considéré comme une aliénation des travailleurs.

Oh, bien sûr, on voit régulièrement les syndicats monter au créneau « pour sauver les emplois » chaque fois qu'une entreprise est en passe de fermer faute d'avoir su ou pu s'adapter aux évolutions de son marché. Mais en réalité, derrière le combat des « Goodyear » ou des « Whirlpool » pour éviter les licenciements, se tient toujours la demande pour un maintien factice de l'activité via le soutien de l'État.

Pas étonnant dès lors que la question de la réduction du temps de travail soit au cœur de la vision économique qui prévaut à gauche depuis que le gendre de Marx, l'écrivain et journaliste communiste [Paul Lafargue](#), a donné ses lettres de noblesse aux loisirs dans son essai *Droit à la paresse*. Mais attention, dans son idée, il ne s'agit nullement de se livrer à la paresse à ses propres frais – ce qui ne poserait aucun problème dans la mesure où cela relèverait d'un choix de vie personnel financièrement assumé – mais d'obtenir une répartition socialiste du travail et de la paresse dans toute la société.

C'est ainsi par exemple qu'on a vu apparaître un [ministère du Temps libre](#) en 1981, alors que François Mitterrand et son programme commun de la gauche accédaient au pouvoir. Un intitulé qui en dit long sur le peu de latitude individuelle que nos socialistes étaient prêts à laisser aux citoyens... C'est ainsi que le passage aux 35 heures, malgré son absence totale d'effet sur le chômage, a été vécu à gauche comme un grand moment d'émancipation citoyenne et c'est ainsi que [Gérard Filoche](#) ne connaîtra pas de repos tant que le temps de travail ne sera pas descendu à 32 heures hebdomadaires.

Autrement dit, dans l'esprit socialiste, le seul système économique qui serait synonyme de solidarité et de justice sociale consisterait à revenir à une économie planifiée de bout en bout et le seul travail qui serait susceptible d'émanciper les travailleurs serait celui qui prévaut dans la fonction publique, avec son emploi à vie et ses salaires décidés administrativement.

Ce n'est certainement pas Fabien Roussel (ni [Jean-Luc Mélenchon](#), du reste) qui y trouverait à redire, lui qui prévoyait dans son [programme présidentiel](#) de renationaliser la SNCF, EDF, Engie, La Poste et Orange, de passer aux 32 heures par semaine et à la retraite à 60 ans, tout en remontant le salaire minimum à 1500 euros nets et la pension minimum à 1200 euros et tout en recrutant par centaines de milliers dans la fonction publique. Et n'oublions pas, il comptait aussi ouvrir le RSA aux moins de 25 ans.

Avec un tel programme, calqué avec quelques modernisations sur le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, les pays qui devaient enfin bénéficier de la douce lumière du socialisme ont vite été rattrapés par la réalité. Tous sans exception – l'URSS, la [France de 1981](#), la [Grèce](#), [Cuba](#), le [Venezuela](#), et même le [Royaume-Uni](#) dans les années 1970 – se sont enfoncés dans la crise et la pauvreté à mesure que l'État élargissait son emprise sur les activités humaines, la fonction publique devenant une variable d'ajustement du chômage – et un réservoir de votes pour le parti au pouvoir.

À cet égard, [l'exemple](#) véritablement soviétique de la British Steel Corporation britannique est absolument édifiant : à la fin des années 1970, alors qu'elle était nationalisée depuis 1967 et soumise aux pouvoirs exorbitants des syndicats d'extrême gauche, elle ne produisait pas plus d'acier avec 270000 salariés que l'Allemand Thyssen avec 90 000 !

Vous avez dit valeur travail ?

Ce n'est rien d'aimer la viande ou le nucléaire. Encore faut-il comprendre que l'emploi n'est qu'une fausse valeur lorsqu'il résulte d'une dégradation organisée de la productivité. Or c'est précisément ce que nous promettent les programmes de M. Roussel et de ses prétendus adversaires de la Nupes.

15 septembre (Atlantico)

https://atlantico.fr/article/decryptage/il-faut-apprendre-aux-petits-garcons-a-devenir-des-petites-filles-education-nationale-genre-classes-cours-eleves-enseignants-pap-ndiaye-benoit-rayski?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Cette_gigantesque%20lchet%C3%A9%20politique%20que%20masque%20la%20volont%C3%A9%20de%20r%C3%A9formes%20affich%C3%A9%20par%20le%20gouvernement&utm_medium=email

PAP NDIAYE Y TRAVAILLE

Il faut apprendre aux petits garçons à devenir des petites filles

Le salut est à ce prix.

[Benoît Rayski](#)



Pap Ndiaye et ses conseillers se sont aperçus qu'ils ont découvert un phénomène inacceptable. Et une commission a été nommée pour y remédier. Selon elle, en primaire, "on apprend aux petits garçons à être forts et virils". Ce qui fera d'eux de futures brutes masculines. Quant aux petites filles, on leur enseigne la "douceur et la tendresse". Ce qui fera d'elle plus tard des proies soumises aux appétits brutaux des petits garçons devenus adultes.

Le sujet est délicat reconnaît la commission qui, pour cette raison, s'est donnée jusqu'à octobre pour peaufiner son projet. En attendant des idées nous viennent pour que les petits garçons apprennent la douceur et la tendresse et pour que les petites filles accèdent à la force et la virilité.

En premier lieu, il faut faire appel au Planning Familial qui a décrété que les petits garçons, une fois grands, pouvaient être enceints. Il ne faut pas non plus négliger les connaissances de Sandrine Rousseau qui considère que la consommation de la viande était un symbole de masculinité. En conséquence de quoi dans les cantines scolaires la viande sera réservée aux petites filles. Les petits garçons seront, eux, nourris aux pâtes à l'eau.

Une autre idée géniale : elle est de nous. Les petits garçons viendront en classe en robe rose. Les petites filles porteront des pantalons bleus. Nous comptons sur Atlantico pour faire part de notre trouvaille à Pap Ndiaye.

15 septembre (Le Monde)

Crise énergétique : l'exécutif débloque 45 milliards d'euros pour prolonger le bouclier tarifaire

Face à la flambée des prix de l'énergie, le gouvernement a choisi d'ouvrir de nouveau les vannes budgétaires pour soutenir les ménages et les entreprises en 2023.

Par [Elsa Conesa](#) et [Audrey Tonnelier](#)

Publié hier à 22h52, mis à jour à 04h24



Elisabeth Borne lors d'une conférence de presse sur la situation énergétique en France, à Paris, le 14 septembre 2022. POOL / REUTERS

La crise énergétique finira-t-elle par coûter aussi cher aux finances publiques que celle du Covid-19 ? Anticipant une poursuite de la flambée des prix de l'énergie, le gouvernement, désireux de montrer sa capacité à « protéger » le portefeuille des Français, a choisi d'ouvrir de nouveau les vannes budgétaires pour soutenir les ménages et les entreprises en 2023.

Mercredi 14 septembre, Elisabeth Borne a annoncé une enveloppe de 45 milliards d'euros, quasiment équivalente à l'argent dépensé depuis l'automne 2021 pour l'ensemble des mesures de soutien au pouvoir d'achat – gaz, électricité, essence, revalorisation des minima sociaux...

« Aujourd'hui, sans action du gouvernement, les tarifs du gaz et de l'électricité pour les ménages seraient multipliés par 2,2 au début de l'année prochaine, a justifié la première ministre à l'occasion d'une conférence de presse. Pour éviter ces augmentations qui ne seraient pas soutenables, nous allons prolonger, en 2023, le mécanisme du bouclier tarifaire pour tous les ménages, pour les copropriétés, les logements sociaux, les petites entreprises et les plus petites communes. »

Un nouvel « en même temps »

L'exécutif, qui espérait encore cet été [parvenir à cibler ses aides](#) vers les plus modestes pour en réduire drastiquement le coût, se trouve à nouveau contraint d'y renoncer pour 2023. A défaut, il a revu le calibrage du bouclier tarifaire, qui, depuis un an, limite à 4 % la hausse des prix de l'électricité pour les ménages et bloque complètement ceux du gaz, l'Etat compensant la différence.

Ce dispositif sera donc prolongé l'an prochain, mais dans des conditions moins favorables aux ménages. Objectif : « continuer à répondre aux inquiétudes », tout en « veillant à ne pas creuser » la dette, et à « cibler au mieux nos dispositifs », a résumé la locataire de Matignon. Un nouvel « en même temps », aussi complexe à formuler qu'à concrétiser.

« On doit trouver un équilibre, admet Aurore Bergé, la présidente du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale, car on a beaucoup protégé les Français depuis deux ans. Dès qu'il y a un problème, c'est vers

L'Etat qu'on se tourne. La première ministre a d'ailleurs plaidé pour que les stabilisateurs soient davantage au niveau européen. »

Avec le bouclier tarifaire, la hausse des prix du gaz et de l'électricité sera limitée à 15 % pour les Français, à partir respectivement de janvier et de février 2023 ; « 15 % au lieu de 120 % », a rappelé Elisabeth Borne. Soit, a-t-elle précisé, une hausse moyenne de l'ordre de 25 euros par mois pour les ménages qui se chauffent au gaz, contre 200 euros par mois sans bouclier tarifaire ; et de 20 euros par mois ceux qui se chauffent à l'électricité, contre 180 euros par mois sinon.

Ces augmentations massives citées en exemple « ne sont pas théoriques, c'est la réalité de ce que vivent des dizaines de millions de ménages en Grande-Bretagne, en Italie ou en Allemagne », a insisté la cheffe du gouvernement, qui répète que face à la crise, la France a protégé ses concitoyens mieux, et plus tôt, que ses voisins européens. Même recalibré pour être moins dispendieux, le dispositif coûtera donc encore 45 milliards d'euros en 2023 d'après les chiffres du gouvernement, contre près de 30 milliards pour celui de cette année.

« Le “quoi qu'il en coûte” est derrière nous »

A ce bouclier destiné « à tous les ménages », s'ajoutera [un nouveau chèque énergie](#) exceptionnel, qui sera versé d'ici à la fin de l'année aux 40 % des Français les plus modestes, de 100 à 200 euros selon les revenus, et qui ciblera douze millions de personnes.

Le coût de cet « accompagnement spécifique » s'élèvera à 1,8 milliard d'euros en 2022, a annoncé le ministre de l'économie Bruno Le Maire, mercredi. Le coup de pouce à la pompe de 30 centimes d'euro par litre pour les automobilistes, en vigueur depuis le printemps, a vocation à s'éteindre à la fin de l'année. Mais il pourrait être réactivé en fonction de l'évolution des prix du brut, a-t-il précisé.

Malgré les sommes mobilisées, pas question de parler de nouveau de « quoi qu'il en coûte », balaie l'exécutif. « Le “quoi qu'il en coûte” est derrière nous, il n'y a aucune raison de le rétablir », a martelé Bruno Le Maire. L'ancien membre du parti Les Républicains met en avant un coût « net » du bouclier tarifaire en 2023, duquel il convient selon lui de retrancher la contribution des producteurs d'énergies renouvelables : ces derniers reversent chaque année à l'Etat la différence entre leur prix de production et le prix de marché, selon un mécanisme ancien et pensé à l'origine plutôt pour les soutenir.

Présenté par Bercy comme une sorte de taxe française sur les « superprofits » des énergéticiens, ce dispositif devrait permettre de ramener le coût « net » du bouclier à 16 milliards d'euros, argue Bercy – même si, dans la mécanique budgétaire, les recettes ne sont jamais affectées à un usage précis. « Ça n'a pas de comparaison avec ce que nous avons dépensé pendant le Covid », justifie Bruno Le Maire.

Selon lui, pas question non plus de ne pas tenir l'objectif de déficit public, fixé à 5 % du produit intérieur brut en 2023, même si l'aggravation de la crise énergétique rend l'équation de plus en plus difficile à tenir. « On est passé du “quoi qu'il en coûte” au “combien ça coûte” », a coutume de répéter le ministre délégué aux comptes publics, Gabriel Attal.

Solutions européennes

La facture globale pour le budget de l'Etat pourrait néanmoins être revue à la baisse si des solutions européennes émergent pour plafonner les prix du gaz et réformer le système de fixation des prix sur le marché européen de l'électricité.

« Notre objectif, aujourd'hui, c'est de stopper l'explosion des cours de l'énergie à l'échelle européenne, et de les ramener à plus de modération », a assuré Elisabeth Borne, qui s'est par ailleurs voulue rassurante sur l'état des stocks de gaz à l'approche de l'hiver, ainsi que sur les mécanismes de solidarité européens pour l'approvisionnement. « Si chacun prend ses responsabilités et fait preuve de la sobriété nécessaire, il n'y

aura pas de coupure », a-t-elle prévenu, plaidant, comme elle le fait depuis plusieurs semaines, pour « *une sobriété choisie plutôt que des coupures subies* ».

Pour cela, un point d'étape sera réalisé début octobre concernant le [plan de sobriété](#) demandé aux entreprises afin de réduire progressivement de 10 % leur consommation d'énergie. Quant aux particuliers, ils seront la cible d'une campagne de communication intitulée « Chaque geste compte », à partir du 10 octobre. Mais de mesures coercitives, il n'est pas question. « *Il ne s'agit pas d'imposer un nouveau protocole Covid* », a prévenu Agnès Pannier-Runacher, la ministre de la transition énergétique.

15 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/luc-ferry-vers-un-francais-non-binaire-20220914>

Luc Ferry: «Vers un français “non-binaire”?»

Par Luc Ferry

Publié hier à 19:48, mis à jour hier à 19:48



Luc Ferry. Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

CHRONIQUE - Florence Ashley, de la prestigieuse université de McGill, vient de publier un manifeste sur la nécessité de modifier la langue française pour tenir compte de toutes les catégories nouvelles de non-binaires.

Au moment où le ministère de l'Éducation relance cette vieille lune qu'est la lutte contre les «stéréotypes», quelques mises au point s'imposent sur le plan linguistique.

On appelle «cisgenre» (du latin «cis» «en deçà de» ou «du même côté que») des personnes qui se sentent du même genre que leur sexe (un garçon ou une fille qui se sentent garçon ou fille en accord avec leur biologie de naissance). Cisgenre s'oppose donc à «transgenre», le terme désignant les personnes dont le genre est différent du sexe (une fille qui est bien fille biologique, mais qui se sent garçon ou l'inverse). Certains vont jusqu'à considérer que le sexe lui-même n'est qu'une construction sociale et qu'il n'existe aucune base biologique certaine de la différence sexuelle (ce qui est pourtant délirant d'un point de vue scientifique). Du coup, ils pensent que les cisgenres, qui représentent 90 % de l'humanité, ont tendance à rejeter les autres par pur conformisme social.

Dans une lutte contre les stéréotypes qui n'a aucune raison de s'arrêter en si bon chemin, les plus radicaux proposent d'aller plus loin encore et de considérer, par-delà les transgenres, le cas des personnes «non-binaires» ou «genderqueer». Il s'agit, pour dire les choses le plus simplement possible, de gens qui ne s'identifient ni comme homme, ni comme femme, mais comme un mélange des deux, voire comme aucun des deux.

C'est par exemple dans ce contexte que des élèves de Science-Po (mais ils sont loin d'être les seuls) ont demandé à leur direction qu'on cesse d'écrire Homme/Femme sur les toilettes ou qu'on installe à tout le moins des «toilettes non-binaires» afin de ne pas stigmatiser les personnes qui se classent dans cette rubrique en leur imposant ces fameux stéréotypes qui formatent déjà selon eux les filles et les garçons dans le cadre scolaire. Le non-binaire se situe donc non seulement au-delà du sexe, mais au-delà du genre (du «sexe social»).

De nombreux pays reconnaissent cette nouvelle catégorie dans les actes administratifs et du reste, notre «parent 1/parent 2» va hélas déjà dans ce sens. Hélas parce que je suis un père, pas une mère, et que j'ai bien moi aussi le droit de revendiquer cette différence.

Ne rions pas, restons vigilants, car ce qui se trame outre-Atlantique finit toujours, à l'exemple du wokisme, par arriver chez nous

Mais allons jusqu'au bout. Au Canada, Florence Ashley, de la prestigieuse université de McGill (d'après son nom je présume qu'il s'agit d'une dame), vient de publier un manifeste sur la nécessité de modifier la langue française pour tenir compte de toutes les catégories nouvelles de non-binaires. Fanatique de la différence, adepte de la «déconstruction» promue par *La Pensée 68*, elle commence son papier par cette phrase qui peut laisser perplexe: *«Les personnes qui ne s'identifient ni au genre masculin, ni au féminin peuvent n'être d'aucun genre (agenre), être de deux genres (bigenre), d'identification partielle (demigenre) ou de genre qui varie dans le temps (genderfluid), pour ne nommer que quelques identités non binaires»* (on frémit quand même à l'idée qu'elle en trouve encore d'autres...).

Du coup, cette dame (?) propose, par-delà l'écriture inclusive, la création d'un «français non-binaire»: «blanche-blanc» devient «blanc.he» en inclusif et «blanxe» en non-binaire ; cousin-cousine devient cousin.e en inclusif, puis cousaine en non-binaire. Autres exemples: ami-ami.e/ami.e/amix ; docteur-docteur/docteur.e/docteurs, quant à père et mère, on les appellera désormais mapa et paman en non-binaire! Bon je vous fais grâce du reste, tous les mots y passent.

Une fois qu'on a bien ri, la question se pose néanmoins face à cette lutte contre les stéréotypes: comment argumenter sérieusement contre ce qui, au nom du «respect de l'autre», tourne à l'absurde? Je vois trois objections qu'il faudra développer: au nom du droit à la différence, on finit par nier des différences essentielles (désolé, mais un père et une mère, ce n'est pas la même chose) ; c'est impraticable pour nos enfants qui ont déjà un mal fou à apprendre le français «ancien» ; enfin et surtout, le but caché de ce grand délire n'est pas tant de protéger les non-binaires que de faire passer toute l'histoire de l'humanité pour discriminatoire. Alors, comme dans le *1984* d'Orwell, il faudra, de Platon à Proust, réécrire toute la littérature en novlangue et faire table rase du passé.

Ne rions pas, restons vigilants, car ce qui se trame outre-Atlantique finit toujours, à l'exemple du wokisme, par arriver chez nous et prenons conscience que sous les bonnes intentions affichées couve souvent un enfer bien réel.

15 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/societes/energie-comment-les-errements-de-l-etat-et-les-deficiences-d-edf-mettent-la-france-a-genoux-20220914>

Énergie: comment les errements de l'État et les déficiences d'EDF mettent la France à genoux

Par [Guillaume Guichard](#)

Publié hier à 19:52, mis à jour il y a 37 minutes



L'EPR de Flamanville, photographié le 14 juin 2022. Celui-ci devrait être démarré en 2023, après d'innombrables retards et revers. *SAMEER AL-DOUMY/AFP*

DÉCRYPTAGE - La comparaison avec l'étranger est cruelle pour l'exploitant français.

La fierté de la France électrique, son parc de centrales nucléaires, à moitié au tapis. Alors que [Vladimir Poutine](#) a presque fermé le robinet du gaz russe pour asphyxier l'économie européenne, les 56 réacteurs auraient pu apporter une énergie dont l'Europe manque cruellement. Las. Plus de la moitié du parc est actuellement à l'arrêt. Cet hiver sera très tendu, car seuls environ 45 gigawatts sur une puissance totale de 63 gigawatts, tourneront.

D'ici décembre, l'exploitant doit remettre en route pas moins de 25 réacteurs. Tiendra-t-il le rythme? Les acteurs du marché de gros ne croient pas à la capacité d'EDF à réaliser cette remontada. En témoigne un prix du mégawattheure (1000 kilowattheures) de 1200 euros pour livraison en décembre. Cela correspond à un scénario plus noir que le plus pessimiste de ceux envisagés par RTE pour cet hiver.

De nombreuses causes d'inefficacités peuvent expliquer en partie le rallongement des arrêts de tranche

Résumé du rapport d'audit sur les arrêts pour maintenance

Le passif d'EDF en termes de retards au redémarrage de ses réacteurs n'incline pas à l'optimisme. Depuis 2016, l'exploitant a systématiquement plusieurs unités de retard sur ses prévisions à 90 jours. *«Le prédicteur est toujours biaisé dans le même sens, et c'est le mauvais, tacle-t-on au sein de l'exécutif. Il faut qu'EDF se concentre sur l'opérationnel et qu'il soit attentif aux compétences.»*

La direction d'EDF ne digère pas ce genre de critiques émanant des cabinets ministériels depuis plusieurs mois pour rejeter la responsabilité de la crise actuelle entièrement sur le groupe. Le sujet a fait l'objet d'un duel à distance entre Emmanuel Macron et Jean-Bernard Lévy. Le premier pointe les responsabilités opérationnelles de l'exploitant du parc ; le second déplore les errements de l'État

stratège et l'absence de commande d'EPR durant la décennie 2010. *«Il y a dix ans, si la filière avait pu lancer des chantiers, on aurait pu avoir plus de salariés que nous aurions pu déplacer vers les urgences à traiter sur le parc actuel, a martelé le PDG d'EDF lors de son audition à l'Assemblée nationale, mercredi matin. Cela explique l'absence de marge de manœuvre de la filière, en particulier sur les métiers les plus pointus.»*

Le président de la République a rappelé son engagement en soutien de la filière nucléaire, avec le sauvetage d'Areva en 2015, le report à 2035 de la réduction à 50 % de la part de l'atome dans le mix électrique, et le discours de Belfort en février dernier annonçant la commande de nouveaux EPR.

En face, l'album souvenir d'EDF est rempli des petits et grands renoncements du politique dans le domaine nucléaire. Le projet d'EPR à Penly, annoncé par Nicolas Sarkozy en 2009, est resté plus d'une décennie en jachère. François Hollande, pour ménager ses alliés écologistes, n'a pas seulement décidé le sacrifice de la centrale de Fessenheim. Son gouvernement a mis trois ans à valider, sous une forme comptable au bilan d'EDF, la perspective d'un allongement de quarante à cinquante ans de la durée de vie du reste du parc, en d'autres termes, l'hypothèse qui fondait le grand carénage. En 2018, Emmanuel Macron a confirmé la fin de Fessenheim et communiqué sur le programme de fermeture de douze autres réacteurs entre 2025 et 2035. Cela en s'appuyant sur les hypothèses très conservatrices d'évolution de la consommation de courant produites, à l'époque, par RTE.

Soudeurs américains

De quoi expliquer les problèmes d'attractivité et de motivation chez EDF? Le groupe a, de son côté, tendu les bâtons pour se faire battre. Les retards de l'EPR Flamanville fournissent depuis dix ans le meilleur des prétextes à la procrastination politique. EDF souffre aussi depuis longtemps d'une faible disponibilité de ses centrales. Pour comprendre la multiplication des retards lors des arrêts pour maintenance, l'ex-ministre de la Transition écologique Barbara Pompili avait demandé à l'électricien qu'il fasse réaliser un audit externe sur le sujet. Un résumé de cette étude, rédigé par EDF, a été publié mardi. Il en ressort que *«de nombreuses causes d'inefficacités peuvent expliquer en partie le rallongement des arrêts de tranche»*. Les auteurs relèvent que *«si beaucoup d'exploitants étrangers ont connu des périodes difficiles de dérive des plannings d'arrêt, la plupart sont parvenus à remettre le processus sous contrôle, ce qui permet d'espérer que le parc EDF saura également réussir ce défi»*. Une façon alambiquée pour EDF de reconnaître une dérive de ses plannings. L'audit recommande donc la mise en place *«d'un plan d'amélioration de la productivité»*.

La comparaison avec l'étranger est cruelle pour l'exploitant français. *«Alors qu'il se vante d'avoir le parc le plus homogène et le plus gros géré par une même entité, ce qui devrait générer des gains d'efficacité, EDF est le plus mauvais élève»*, tacle un professionnel du secteur. Les arrêts classiques durent entre 70 et 119 jours en moyenne en France. C'est plus de deux fois plus long que dans le reste du monde. Les États-Unis, par exemple, font des arrêts de trente jours seulement et fonctionnent parfois en «trois-huit» pour réduire les durées. Le rapport d'audit avance que le *«contexte réglementaire»*, en matière *«du droit du travail»*, *«explique notamment une partie de la différence de disponibilité du parc nucléaire français et de la durée des arrêts de tranche par rapport au benchmark international»*. *«Les retards posent la question de la sous-traitance et des difficultés de trouver des gens compétents et formés»*, pointe pour sa part Virginie Neumayer, déléguée CGT.

«Personne n'est vraiment responsable de l'état du parc aujourd'hui: les centrales ont 40 ans, elles ont vieilli et nécessitent davantage d'attention», observe un ingénieur d'EDF. Un argument battu en brèche par un analyste spécialisé dans le nucléaire: *«Si c'était vrai, alors tous les parcs nucléaires du monde verraient leur disponibilité chuter, ce qui n'est pas le cas.»*

Ce problème de maintenance propre à EDF est aggravé par une conjonction d'événements prévisibles et exceptionnels tombant au pire moment. Le prévisible, d'abord. EDF réalise un gros programme de modernisation de ses 32 plus vieux réacteurs, qui atteignent les 40 ans. Dans le cadre de ce *«grand carénage»*, cela entraîne des arrêts de cinq mois ou plus. Cinq de ces visites des 40 ans devaient débiter cette année, cinq autres en 2023 puis cinq encore en 2024. Il était su depuis plusieurs années que les hivers compris entre 2021 et 2024 seraient tendus sur le plan électrique. En 2014, l'ex-patron d'EDF Henri Proglio, qui espérait son renouvellement alors qu'il était, déjà, interpellé sur la disponibilité du parc, s'engageait devant les députés à ce que *«pendant les travaux du grand carénage, la durée d'indisponibilité des réacteurs ne dépasse pas celle que nous connaissons actuellement, puisque les travaux seront réalisés dans le cadre de la maintenance du parc»*.

S'est ajoutée à ce programme de modernisation à 50 milliards d'euros la pandémie. Or le parc nucléaire a le Covid long. L'arrêt des opérations de maintenance durant un mois au printemps 2020 a provoqué un effet domino dans le planning de maintenance qui ne s'épuisera pas avant 2023-2024.

C'est dans ce contexte qu'est tombée, en décembre dernier, la pire nouvelle possible: un défaut de série inattendu sur ses réacteurs les plus puissants. Les réacteurs auscultés, aujourd'hui au nombre de quinze, voient leurs arrêts allongés de plusieurs mois. Certains ne seront pas au rendez-vous cet hiver. L'ensemble de ces facteurs explique que la production nucléaire d'EDF restera très basse en 2023: entre 315 et 345 térawattheures (TWh) contre 393 TWh en 2018, a annoncé le groupe mardi.

Pour faire face, EDF doit, selon nos informations, faire venir une centaine de soudeurs américains de Westinghouse d'ici la fin de l'année. Le gouvernement s'affaire à faciliter l'obtention de leurs visas.

14 septembre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/09/13/opinion/environment/bill-gates-climate-change-report.html>

OPINION

Bill Gates: ‘We’re in a Worse Place Than I Expected’

Sept. 13, 2022



By David Wallace-Wells

Opinion Writer

You're reading the David Wallace-Wells newsletter, for Times subscribers only. The best-selling science writer and essayist explores climate change, technology, the future of the planet and how we live on it. [Get it in your inbox.](#)

There are not many more contested abstractions in the contemporary world than progress. Are things getting better? Fast enough? For whom?

Those questions are, in a somewhat singular way, tied symbolically to Bill Gates. By objective standards among the most generous philanthropists the world has ever known, Gates is seen more and more by critics, in a time of intensifying income inequality, as a creature of the Pollyannaish plutocracy — with the billions given each year by the Bill & Melinda Gates Foundation perhaps more significant as a symptom of the world's problems than a potential solution. Even a partial one.

In 2015 the United Nations established 17 sustainable development goals — measurable benchmarks of human progress that might guide a path “to end poverty, fight inequality and stop climate change by 2030.” Every year since 2017, the Gates Foundation has released a sort of progress report tracking key data points: poverty, malnutrition, maternal mortality and 15 more. This year, at the halfway point, how do things look? “Seven years in, the world is on track to achieve almost none of the goals,” Gates and his ex-wife, the foundation's co-founder Melinda French Gates, [write](#) in the introduction to the latest report. On poverty, the goal was to eradicate extreme poverty, and since 2015, the percentage of the world living on less than \$1.90 a day has fallen only to about 8 percent from just above 10 percent; on malnutrition, the prevalence of growth stunting in children under 5 is still above 20 percent; maternal mortality is more than twice as high as the standard set by the 2015 goals. “As it stands now, we'd need to speed up the pace of our progress five times faster to meet most of our goals — and even that might be an underestimate, because some of the projections don't yet account for the impact of the pandemic, let alone the war in Ukraine or the food crisis it kicked off in Africa,” the introduction reads.

To me, the severe tone is illuminating. However Bill Gates may seem in caricature — a big believer in the possibility of innovation and progress and of the kind of philanthropy-powered development embodied by the foundation — he nevertheless slips often into pretty stark descriptions of the state of the world and vertiginous assessments of how much more needs to be done to help those with the least. I spoke with him on Sept. 6. Our conversation has been edited for length and clarity.

Let's start with the very big picture. We're about halfway from 2015 to 2030. Obviously, progress has been made on almost all of these measures, but also, we're falling far short of almost every target. Are we in a better or worse place now than you expected to be?

We're in a worse place than I expected. The effects of the pandemic and now the effects of the war in Ukraine are very dramatic, and there are huge setbacks on all these measures. And these measures are super important — even if we missed the goal, we're still talking about millions of lives.

Globally, even if you put aside the challenge of Covid vaccines and look just at routine immunization, things have moved in the wrong direction the past couple of years.

We're at vaccination levels that we were at in 2009. But with the right funding in the next two years, we should get back to where we were prepandemic. And so I remain optimistic about these overall trends because of what we were doing up to the pandemic and because of the pipeline of innovation, which is pretty exciting, both on the health and agricultural fronts, if we orchestrate enough resources.

So if this is a progress report, where do things stand? Do you think of the recent story of sustainable development as a story of success or failure or both? The report's cover page says, "It's time to change our approach."

A changing climate, a changing world

Card 1 of 4

Climate change around the world: In "[Postcards From a World on Fire](#)," 193 stories from individual countries show how climate change is reshaping reality everywhere, from dying coral reefs in Fiji to disappearing oases in Morocco and far, far beyond.

The role of our leaders: Writing at the end of 2020, Al Gore, the 45th vice president of the United States, [found reasons for optimism](#) in the Biden presidency, a feeling perhaps borne out by the passing of [major climate legislation](#). That doesn't mean there haven't been criticisms. For example, Charles Harvey and Kurt House argue that [subsidies for climate capture technology](#) will ultimately be a waste.

The worst climate risks, mapped: In this feature, [select a country](#), and we'll break down the climate hazards it faces. In [the case of America](#), our maps, developed with experts, show where extreme heat is causing the most deaths.

What people can do: Justin Gillis and Hal Harvey describe [the types of local activism](#) that might be needed, while Saul Griffith points to how [Australia shows the way on rooftop solar](#). Meanwhile, small [changes at the office](#) might be one good way to cut significant emissions, writes Carlos Gamarra.

On the health metrics, we have a sense of progress. [GAVI](#) funding vaccines has cut childhood death in half in many developing countries. We know that on H.I.V., we've done well but not nearly as well as we should be. So in health, in general, we're kind of in a learning cycle.

But the scariest thing of all is not that we're behind. We just have to accept that. It's the ongoing distraction of the war in Ukraine from helping poor countries and making progress on both climate adaptation and mitigation. That's a huge thing — whether it's defense costs, electricity costs, refugee costs, fertilizer costs. With the war on top of the pandemic, and now with interest rates going up, with high levels of debt everywhere, but including in Africa, the next five years are going to be challenging just to maintain the world's attention.

Before we move to agriculture and climate, I wanted to ask you about poverty. It has gotten an enormous amount of attention over the past couple of decades, and the progress has been really remarkable. But quite a lot of it reflects [progress in China](#), right? How much do you think we should expect the long-term trend to continue, given that China has sort of finished eradicating real poverty and progress would have to come now from elsewhere?

If you're allowed to say the truth about things in China, they've done a very good job. They're now a middle-income country, in fact, one of the wealthier middle-income countries. But to your point, it's not just China. There's Bangladesh, India less so, Pakistan. In Indonesia there's progress, Vietnam progress. You know, I just named all the high-population countries in Asia.

On Asia, I'm optimistic. I'm optimistic that India, in its own sort of up and down way, will reduce poverty over time. But then we're faced with the mind-blowing challenge of Africa, where population growth is still there. Bad health is still there. And because so much of the continent is near the Equator, the climate change effects are very dramatic.

Let's talk about that. I [wrote](#) a bit about the food crisis this spring, and one thing that every scientist and agricultural economist I spoke to was very careful to say was: However bad this looks, we're not dealing with a global food shortage. We have a calorie abundance. And we're producing more food year on year, every year, often on less land. How do you think about that seeming paradox? Why, in a world of calorie abundance, do we have increasing global hunger?

Well, the increase in hunger really comes with the start of the pandemic. It's gone up a lot and particularly with women, who get even more reduction in the calories available to them, which is pretty tragic.

But we've underinvested in agricultural innovation. The Green Revolution was one of the greatest things that ever happened. But then we lost track. And the funding for public-domain seed systems has gone down. We're trying to get that back up. The world has a goal to get that back up to like a little over \$2 billion. I don't know if we'll get there.

Helping farmers has got to be the very top of the climate adaptation agenda. And within that, you have a lot of things like credit for fertilizer, cheap fertilizer, better seeds that we should be very intent on — funding those things and setting ambitious goals for.

But when I look at what happened with food over the past nine months or so, I also wonder whether [commodity speculation in the markets is playing a role](#). We've had huge spikes in the price of food that were prompted by what were, at the global level, quite small disruptions to food supply. And those price spikes threatened for a time to push tens of millions of people into famine and hunger. Is that something that needs to be addressed? Is the way that our commodity markets are structured leaving the world's poor too exposed to price spikes driven by speculation? As you note in the report, Africa is importing more than 70 percent of its wheat, so as a continent, it is remarkably market dependent.

Well, the thing that distorts the market is where you get export bans. But in general, the market actually works amazingly well. You've seen the prices come off their peaks quite a bit as people anticipate reasonable harvests in the United States. And thank God that when you have bad weather in one country, you don't have bad weather in all countries. The market-based system here is a key thing.

The tragedy is that Africa should be a net exporter. It's insane that the place with the lowest labor cost and the lowest land cost isn't a beneficiary of higher agricultural prices. And that's simply because their productivity is much lower than in rich countries and you just don't have the infrastructure. So the cost to get fertilizer in and the cost to get the output out to world markets is super, super high. And so on behalf of Africa — not just so they don't have malnutrition but so they develop their economies so they can fight climate change — getting their agricultural productivity up, for a ton of reasons, should be a top priority.

In the report, you write that climate change is the biggest challenge that food production has faced since the dawn of agriculture. What is the scale of likely disruption?

Well, it's always fascinating to see that the varieties of maize that you use in the United States, they keep marching north. But eventually you get hot enough that you can't even use maize. Maize is very temperature sensitive. You can reduce that only somewhat.

Unfortunately, there are other crops like sorghum that evolve to be way more heat tolerant, but of course, we haven't done our magic improvement on a lot of those African crops, like sorghum. They call them orphan crops.

They haven't gotten the innovation attention other crops have, you mean.

Maize is No. 1, in terms of improvement, then you have rice, then you have wheat and then soybean, then you drop way down to all of the things that are particularly important to Africa.

Farming is the outdoor-weather-dependent thing that humans do. And if you can't work outdoors, if you're drying up the soils, and sadly, there's this cycle where you dry up the soil, then when you do get lots of rain, the soil's not able to absorb that rain, so you get terrible runoff.

And so it's weird when people say, "What are you talking about? Are you talking about drought or floods?" Sadly, we're talking about high, high variance weather that leads to both drought and floods. I mean, look at that map of [Pakistan](#). It's just crazy. Nobody expected that. The weirdness of the weather induced by climate change over the last five years has been far worse than was predicted.

Given your interest in innovation, it's striking to me that, when you write about possible solutions in this report especially, it seems you're placing less emphasis on new breakthroughs. In a lot of cases, you say, we already have very good seeds, for instance. Instead, you're emphasizing the problems with adoption, which is more of a political, social and economic challenge. In your view, why has that proved so difficult? If we have new crop varieties that can thrive under even punishing conditions, why has it been so hard to really deliver them into the hands of the most vulnerable farmers in the world? And what can we do differently, to make sure that advances in the lab make a difference in mitigating these worst impacts of climate change?

Well, we do have some success stories. We did this flood-tolerant rice or this short-season rice for Punjab. The uptake system in India is quite good. In Africa it varies a lot. Kenya's tended to be among the best because it's market driven and the export costs — they have better infrastructure, so they are able to connect to world markets. They have more of a capitalistic view of how you get increased productivity.

I would also say that if temperature rise stopped today, you could say, "Hey, you know, just take the best seeds we have now and adopt it for Africa." But temperature rise is not stopping. We do need the [leguminous crops](#) that make their own fertilizer. We do need the [photosynthetic improvement](#). Those things are 10 to 15 years away, but we need those because the temperature isn't leveling off.

Far from it.

But you're right. The adoption success, in the last 10 or 15 years, isn't as good as it was when we had the Green Revolution. So Africa has a lot to get right, even ignoring new seeds, just to take full advantage of what there is today. The cost of fertilizer, though, is a gigantic setback, because when the world makes less fertilizer, who uses less fertilizer? Africa's not buying nearly as much fertilizer as they did a few years ago. And so they're the ones who are being priced out of the market. And what that does is, it means a season from now or two seasons from now, three seasons from now,

your productivity is actually down from where we are right now. In the near term, it's a pretty bleak picture for African agriculture.

And will the world pay attention? I say the innovation budget is a good indicator of "Is the talk about climate adaptation serious or not?" It's like saying, "Do you fund diarrhea vaccines, which are cheap and high impact? Do you fund bed nets, which are cheap and high impact?" The world actually gets a very good grade on the global health stuff. The progress since the year 2000 on those interventions, which save lives for less than a thousand dollars per life saved — the world did a great job on that. On the agricultural side, we haven't seen it. Despite all these climate conferences, including this next one that says adaptation is one of the big feature themes, we really haven't seen that shifting of R. & D. priorities and increase that we expected to see. And with the war in Ukraine, it's even tougher than before.

David Wallace-Wells (@dwallacewells), a writer for Opinion and a columnist for The New York Times Magazine, is the author of "The Uninhabitable Earth."

14 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/14/438729-super-profits-commencons-par-revenir-a-un-vrai-marche-libre>

14 septembre 2022

Super-profits : commençons par revenir à un vrai marché libre

[Nathalie MP Meyer](#)

Du côté des extrêmes de gauche comme de droite, l'affaire est entendue : il faut taxer les « superprofits » que les entreprises ont réalisés à la faveur des crises covid et de la guerre en Ukraine.



Elon Musk by Daniel Oberhaus (creative commons CC BY 2.0)

Il fallait s'y attendre. Chaque nouvel épisode de crise relance automatiquement la chasse aux « profiteurs » de crise. « *Amazon se gave !* » [lançait](#) Roselyne Bachelot en novembre 2020, au cœur du débat sur les restrictions d'activité [anti-covid](#). Vite, boycottons Amazon, taxons son [chiffre d'affaires](#), ramenons de la sobriété et de la justice sociale dans ce monde de brutes ! Aujourd'hui même combat : haro sur le transporteur maritime CMA-CGM, haro sur le pétrolier TotalEnergies, haro sur tous les profits trop gigantesques pour être honnêtes.

Du côté des extrêmes de [gauche](#) comme de [droite](#), l'affaire est entendue : il faut taxer les « superprofits » que les entreprises ont réalisés à la faveur des crises liées au covid et à la guerre en Ukraine. Du côté du gouvernement, en revanche, la situation est plus confuse. Emmanuel Macron n'a pas mâché ses mots pour fustiger les « [profiteurs de guerre](#) », mais au sein de son gouvernement, le ministre de l'Économie a commencé par [écarter](#) l'idée d'une taxation spéciale tandis que la Première ministre préférerait « [ne pas fermer la porte](#) » sur une telle mesure. Une confusion plus formelle que fondamentale car au final, tout le monde est d'accord pour taxer les superprofits.

Il faut se rappeler que Bruno Le Maire a passé ces derniers mois et ces dernières semaines à nous expliquer à quel point le gouvernement avait merveilleusement protégé les Français face aux difficultés engendrées par la pandémie, et maintenant face à l'inflation – tout cela sans augmenter les impôts. Mieux, « *non seulement, il n'y aura pas d'augmentation d'impôts, mais nous continuerons de baisser les impôts* », [expliquait-il](#) cet été au moment du vote sur le paquet « pouvoir d'achat ».

Rectifions. Sans augmenter les impôts, peut-être – et encore faut-il remarquer que pour les propriétaires, la suppression pas encore achevée de la taxe d'habitation est en train d'être largement annulée par une taxe foncière [en pleine croissance](#). Mais quand on s'appuie sur la dette au point de l'avoir fait caracoler de 98 % à 114,5 % du PIB entre décembre 2019 et mars 2022, il devient pratiquement mensonger de se féliciter de sa grande sobriété fiscale. Surtout lorsqu'on est déjà le pays champion du monde des [prélèvements obligatoires](#) et des [dépenses publiques](#).

En parlant de dette, justement, il fut une époque où il était de [bon ton](#) d'y recourir pour un oui ou pour un non tant elle ne coûtait rien. Or ce n'est plus du tout le cas. La charge de la dette française s'est remise à [augmenter](#) en 2021 et elle va continuer à [s'alourdir](#) du fait de l'inflation sur laquelle une partie des emprunts publics sont indexés et du fait de la remontée des taux opérée par les banques centrales pour contrecarrer l'inflation.

Nous arrivons donc à ce moment critique (sur lequel des empêcheurs de tourner en rond comme les magistrats de la Cour des comptes avaient pourtant lancé de nombreuses alertes) où l'on commence à se dire qu'il va bien falloir que quelqu'un paye. Problématique bercynoise : comment faire pour amener plus d'agent dans les caisses du Trésor public sans trop se désavouer et sans parler d'impôt ? En s'appuyant sur « [un mécanisme de contribution européenne](#) ». Bref, une taxe. Mais si cela vient de l'Union européenne, on pourra dire que « tout le monde le fait », ce qui prouvera que c'était la « bonne solution ».

À entendre nos subtils politiciens s'exprimer, il y a pourtant largement de quoi en douter. Si l'on en [croit](#) Mme Borne, « *les entreprises qui font des super profits doivent rendre du pouvoir d'achat aux Français* ». Le député Renaissance Sacha Houlié [demande](#) même que les entreprises « *rendent de l'argent* » aux Français. Comme si l'acte de vente des entreprises à un certain prix agréé par l'acheteur était du vol.

Dans les faits, les entreprises ont bel et bien fait des gestes en faveur des consommateurs face à l'inflation. TotalEnergies [s'y est mis](#) en consentant une ristourne de 20 centimes par litre vendu sur ses carburants jusqu'à fin novembre, CMA-CGM [s'y est mis](#), la grande distribution [s'y est mise](#). Mais cela [ne vaut pas](#). Les profits continuent à être perçus comme un gain illégitime, honteux, presque criminel, qu'il convient d'encadrer au maximum via la fiscalité, le blocage administratif des prix et la détermination administrative des salaires.

Il ne faudrait pourtant pas oublier que les superprofits qu'il est aujourd'hui question de taxer davantage ont déjà subi l'impôt sur les sociétés (à 25 %) comme tous les profits. N'oublions pas non plus que s'agissant des ventes de carburants, l'État prélève des [taxes](#) tellement élevées sur la consommation (TICPE et TVA) qu'elles finissent par représenter beaucoup plus que le prix hors taxes des produits. Si certaines entreprises « se gavent » (pour reprendre l'élégante formule de l'ancienne ministre de la Culture), l'État aussi, automatiquement.

Quant aux profits qui restent dans l'entreprise, ils représentent les investissements de demain, donc les emplois et les salaires de demain. Comme disait déjà Vauban aux alentours de 1700, « *l'argent du royaume le mieux employé est celui qui demeure entre les mains des particuliers où il n'est jamais inutile ni oisif*. » Peut-être l'État pourrait-il commencer lui-même à « rendre de l'argent » aux Français. Mais évidemment, il faudrait alors envisager de baisser les dépenses publiques, abolir la politique systématique des chèques « pouvoir d'achat » ou des primes « [remise en selle vélo](#) » – bref, mettre fin à ce petit clientélisme redistributif qui fait toute la carrière d'un politicien.

Du reste, quand peut-on commencer à parler de résultats exceptionnels ? Face à l'inflation, les entreprises spécialisées dans les produits *low cost* [bénéficient](#) actuellement d'un regain d'attention de la part des consommateurs, engrangeant ainsi chiffre d'affaires et marge supplémentaires. Va-t-on considérer qu'elles prospèrent sur la crise ? A contrario, les entreprises de e-commerce qui avaient vu leurs ventes augmenter significativement pendant la période des confinements covid ont enregistré [un recul de 15 %](#) au premier trimestre 2022 par rapport à la même période de 2021.

Enfin, dans ce débat fiscal sur les superprofits, difficile de ne pas repenser au texte de Ludwig Von Mises intitulé « [Sur un marché libre, aucun profit n'est excessif !](#) »

Tandis que chez nous, en France, tout discours consensuel sur les méthodes pour éradiquer la pauvreté, le chômage, les injustices sociales, passe obligatoirement par la condamnation des « profits excessifs » réalisés par les entreprises et celle des dividendes non moins scandaleux qu'elles versent à

leurs actionnaires, Mises nous donne un autre aperçu du profit. Il le replace dans sa réalité économique et lui réattribue toute sa valeur sociale.

Sous un titre clairement polémique, il explique que ce n'est jamais le capital qui génère les profits, mais la bonne utilisation de ce capital. *« C'est de l'intelligence de l'entrepreneur, de son travail de réflexion, que les profits émergent en dernier ressort. »* Il en résulte que *« l'une des fonctions principales du profit consiste à placer le contrôle du capital entre les mains de ceux qui savent comment l'employer au mieux pour la satisfaction du public. »*

Mais voilà, il est bien précisé que tout ceci est vrai sur un marché libre. Les superprofits dont on parle ont-ils été réalisés dans le cadre d'un marché parfaitement libre ? Ceux de CMA-CGM ont été obtenus parce que la brusque reprise de l'activité post-covid a créé des goulots d'étranglement dans les chaînes de production et de transport, avec pour résultat de faire monter les prix face à une offre trop faible par rapport à la demande. Autrement dit, les profits du transporteur dérivent directement des politiques anti-covid imposées par les gouvernements.

Sur le marché de l'énergie, la perturbation vient certes de la rupture des échanges avec la Russie, mais également d'une réglementation tarifaire (sur l'électricité notamment) qui se révèle si insatisfaisante que les ministres de l'énergie des pays de l'Union européenne se sont réunis spécialement vendredi dernier pour l'amender – [sans aboutir](#) à ce jour.

Alors oui, il arrive que des crises surviennent. Il arrive que des chocs externes qui perturbent l'offre ou la demande se produisent, plaçant certains acteurs en position favorable et d'autres en position défavorable. Mais l'on sait, [avec Jacques Rueff](#) par exemple, qu'elles sont souvent favorisées par trop de régulation initiale mal goupillée et que les réponses à ces crises par distorsions volontaristes sur les prix ou les salaires, donc sur les profits, a pour effet systématique de les prolonger par brouillage du signal des prix puis cascade de mauvaises décisions prises en méconnaissance de cause.

La bonne idée, pour les consommateurs comme pour les producteurs, ne serait-elle pas de revenir à un marché aussi libre possible ?

14 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/14/434996-a-lorigine-de-linflation-il-y-a-toujours-laugmentation-de-la-masse-monnaire>

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

14 septembre 2022

À l'origine de l'inflation, il y a toujours l'augmentation de la masse monétaire

[Mises Institute](#)

Contrairement à la croyance populaire, l'inflation ne concerne pas l'augmentation des prix des biens et des services, mais l'augmentation de la masse monétaire.

Dans un article récent du *Wall Street Journal* intitulé « [Inflation Surge Earns Monetarism Another Look](#) », Greg Ip écrit qu'une récente poussée d'inflation n'est pas susceptible d'amener les autorités à réapprendre le [monétarisme](#). Selon Greg Ip, la masse monétaire n'a pas réussi à prédire l'inflation américaine en raison de problèmes conceptuels et de définition qui n'ont pas disparu.

Le chef de file de l'école monétariste, feu [Milton Friedman](#), soutenait que l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire. Friedman et d'autres monétaristes pensaient que le facteur clé de l'augmentation générale des prix était l'augmentation de la masse monétaire.

Ce point de vue a été remis en question depuis le début des années 1980, car la corrélation entre l'inflation et la masse monétaire a disparu. Selon Greg Ip en 2020, Alan Detmeister, économiste chez UBS Group AG et anciennement de la Fed, a constaté que la corrélation de l'inflation avec M2 depuis le début des années 1980 était faible et que sa corrélation avec la base monétaire et M1 était négative. La plupart des économistes ont cessé d'utiliser la masse monétaire comme indicateur de l'inflation depuis le début des années 1980.

De nombreux économistes classiques ont attribué la rupture de la corrélation entre la masse monétaire et l'inflation à l'instabilité de la vitesse de circulation de la monnaie. Qu'est-ce que c'est ? Selon la célèbre équation d'échange, $MV = PT$, où :

M représente la monnaie,

V représente la vitesse de circulation de la monnaie,

P représente le niveau des prix, et

T pour le volume des transactions.

Cette équation stipule que la monnaie multipliée par la vitesse est égale à la valeur des transactions. De nombreux économistes utilisent le PIB (produit intérieur brut) au lieu du PT, ce qui leur permet de conclure que :

$MV = PIB = P$ (PIB réel).

L'équation d'échange semble offrir une foule d'informations sur l'état d'une économie. Par exemple, si l'on suppose que la vitesse est stable, alors pour un stock de monnaie donné, on peut établir la valeur du PIB. De plus, une production réelle donnée et un stock de monnaie donné nous permettent d'établir le niveau des prix.

Pour la plupart des économistes, l'équation d'échange est considérée comme un outil d'analyse très utile. Les débats que mènent les économistes portent principalement sur la stabilité de la vitesse. Si la

vitesse est stable, alors la monnaie est considérée comme un outil très puissant pour suivre l'économie. L'importance de la monnaie en tant qu'indicateur économique diminue cependant lorsque la vitesse devient moins stable et donc moins prévisible.

Cependant, une vélocité instable pourrait se produire en raison d'une demande instable de monnaie. La plupart des experts estiment que depuis le début des années 1980, les innovations sur les marchés financiers ont rendu la vitesse de circulation de la monnaie instable. Cela a fait de la monnaie un indicateur peu fiable de l'inflation.

Nous pensons que l'échec présumé de la monnaie comme indicateur de l'inflation émane d'une définition erronée de l'inflation et de la masse monétaire. Cet échec n'a rien à voir avec une demande instable de monnaie, et le fait que les gens changent leur demande de monnaie n'implique pas l'instabilité. Parce que les objectifs d'un individu peuvent changer, il peut décider qu'il est avantageux pour lui de détenir moins d'argent. À un moment donné dans le futur, il pourrait augmenter sa demande de monnaie. Qu'y a-t-il de mal à cela ? Il en va de même pour tous les autres biens et services, dont la demande évolue en permanence.

Définition de l'inflation

Selon [Murray Rothbard](#) et [Ludwig von Mises](#), l'inflation est définie comme l'augmentation de la masse monétaire à partir de *rien*. En suivant cette définition, on peut constater que l'augmentation de la masse monétaire entraîne un appauvrissement économique en créant un échange de rien contre quelque chose, ce que l'on appelle l'effet de contrefaçon.

Les augmentations générales des prix sont probablement des symptômes d'inflation, mais pas toujours. Notez que les prix sont déterminés à la fois par des facteurs réels et monétaires. Par conséquent, il peut arriver que si les facteurs réels « tirent les choses » dans une direction opposée aux facteurs monétaires, aucun changement visible des prix ne se produira. Si le taux de croissance de la monnaie est de 5 % et que le taux de croissance de l'offre de biens est de 1 %, les prix sont susceptibles d'augmenter de 4 %. Si, toutefois, le taux de croissance de l'offre de biens est également de 5 %, aucune augmentation générale des prix ne devrait avoir lieu.

Si l'on considère que l'inflation concerne l'augmentation des prix, on peut conclure que, malgré l'augmentation de 5 % de la masse monétaire, l'inflation est de 0 %. Cependant, si l'on suit la définition selon laquelle l'inflation concerne l'augmentation de la masse monétaire, on peut conclure que l'inflation est de 5 %, indépendamment de tout mouvement des prix.

Définition de la masse monétaire

Avant 1980, il était courant d'utiliser différentes définitions de la masse monétaire pour évaluer les variations des prix des biens et des services. Le critère de sélection d'une définition particulière était sa corrélation avec le revenu national. Cependant, depuis le début des années 1980, les corrélations entre les différentes définitions de la monnaie et le revenu national se sont effondrées. Certains analystes pensent que cette rupture est due aux changements survenus sur les marchés financiers, qui rendent les anciennes définitions de la monnaie non pertinentes.

Une définition présente l'essence d'une entité particulière, ce qu'aucune corrélation statistique ne pourra jamais fournir. Pour établir la définition de la monnaie, nous devons expliquer les origines de

l'économie monétaire. La monnaie est apparue parce que le troc ne pouvait pas soutenir l'économie de marché. La monnaie est le moyen d'échange général et a évolué à partir de la marchandise la plus commercialisable.

Mises a écrit :

Il y aurait une tendance inévitable à rejeter l'une après l'autre les marchandises les moins commercialisables de la série de marchandises utilisées comme moyen d'échange, jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'une seule marchandise, universellement employée comme moyen d'échange ; en un mot, la monnaie.

Puisque le moyen d'échange général a été choisi parmi un large éventail de marchandises, la monnaie émergée doit être une marchandise.

Rothbard a écrit :

Contrairement aux biens de consommation ou de production à usage direct, la monnaie doit avoir des prix préexistants sur lesquels fonder une demande. Mais la seule façon d'y parvenir est de commencer avec une marchandise utile faisant l'objet d'un troc, puis d'ajouter la demande d'un support à la demande précédente d'utilisation directe (par exemple, pour les ornements, dans le cas de l'or).

Par un processus de sélection continu, les individus ont choisi l'or comme monnaie standard. Dans le système monétaire actuel, le cœur de la masse monétaire n'est plus l'or, mais plutôt les pièces et les billets émis par l'État et la banque centrale, qui sont utilisés dans les transactions lorsque des biens et des services sont échangés contre de l'argent. Ainsi, on échange tous les autres biens et services contre de l'argent.

Une partie du stock d'argent liquide est stockée par le biais de dépôts bancaires. Lorsqu'une personne dépose de l'argent dans le dépôt d'une banque, elle s'engage dans une transaction de créance, ne renonçant jamais à sa propriété de l'argent. Par conséquent, ces dépôts, qui sont qualifiés de dépôts à vue, font partie de la monnaie.

Cette situation est différente de celle d'une opération de crédit, où le prêteur renonce à son droit sur l'argent pendant la durée du prêt. Dans une opération de crédit, l'argent est transféré d'un prêteur à un emprunteur, mais la quantité globale d'argent dans l'économie ne change pas à cause de l'opération de crédit.

L'introduction de la monnaie électronique semble jeter un doute sur la définition de la monnaie. Il semblerait que les marchés financiers déréglementés génèrent diverses formes de nouvelle monnaie. Néanmoins, les diverses formes de monnaie électronique ou e-money, comme la monnaie numérique, n'ont pas une vie propre.

Les diverses innovations financières ne génèrent pas de nouvelles formes de monnaie mais plutôt de nouvelles façons d'utiliser la monnaie existante dans les transactions. Indépendamment de ces

innovations financières, la nature de la monnaie ne change pas. L'argent est ce contre quoi tous les autres biens et services sont échangés. Une fois que l'essence de l'argent est établie en excluant les diverses transactions de crédit, on peut identifier le statut de l'inflation. Les changements de prix ne sont pas pertinents ici.

Conclusion

Contrairement à la croyance populaire, l'inflation ne concerne pas l'augmentation des prix des biens et des services, mais l'augmentation de la masse monétaire. En suivant cette définition, nous pouvons établir que le principal dommage causé par l'inflation est l'appauvrissement économique par l'échange de rien contre quelque chose. Ce qui importe en matière d'inflation, ce n'est pas la corrélation entre la masse monétaire et les prix des biens et services, mais l'augmentation de la masse monétaire.

Contrairement à la croyance populaire, l'essence de l'argent n'a pas changé à cause des diverses innovations financières. La monnaie est une chose qui est employée comme moyen d'échange. De plus, selon le théorème de régression de Mises, le lien historique entre le papier-monnaie et l'or est ce qui maintient le système monétaire actuel.

Traduction Contrepoints.

Article publié initialement le 15 juillet 2022

14 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/13/fabien-roussel-j-assume-defendre-le-parti-du-travail_6141451_3232.html

Fabien Roussel : « J'assume défendre le parti du travail »

TRIBUNE

Fabien Roussel

Secrétaire national du PCF

Le secrétaire national du PCF répond, dans une tribune au « Monde », aux critiques suscitées par ses propos sur « la gauche du travail » face à « la gauche des allocations [et] des minima sociaux ». Et persiste. Selon lui, le défi de la gauche est de « travailler à une société qui garantit à chacun d'avoir un emploi, une formation et un salaire tout au long de sa vie ».

Publié hier à 16h34, mis à jour hier à 16h53

En déclarant préférer le travail au chômage, je n'imaginai pas provoquer pareille polémique. Que n'avais-je dit ? Certains ont pris leurs plus beaux airs indignés et y ont vu une saillie inspirée des pires discours de la droite réactionnaire. D'autres sont allés jusqu'à s'élever contre un racisme à peine larvé. Quel délire !

Quand on parle des autres, on parle d'abord de soi. En s'indignant ainsi, que disent-ils d'eux-mêmes ? Qu'ils ont démissionné. Qu'ils ont renoncé à la grande ambition qui devrait rassembler la gauche : celle d'éradiquer le chômage. Si l'esclavagisme revenait demain, ils négocieraient avec le Medef le poids des chaînes. Pas moi. Car le chômage tue, il bousille des vies. Il fait basculer des familles entières dans la pauvreté. Il instille partout le venin de la division entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont privés. De là où je vous parle, dans ce Nord ouvrier depuis si longtemps fier de ses usines et du savoir-faire de ses travailleurs, on sait la dureté du travail et le coût du chômage. On sait intuitivement que le chômage est « *l'armée de réserve* » du capital, comme le disait si bien Marx.

Remettre en cause la logique libérale du chômage

C'est la menace du chômage qui permet au Medef et aux libéraux d'imposer les bas salaires, les horaires élargis sans supplément de rémunération, le quotidien infernal d'une vie sans pause et sans plaisirs. Et nous devrions accepter le chômage de masse et nous contenter de garantir un revenu d'existence ? Il est temps, au contraire, de remettre en cause les logiques libérales qui ont toujours entretenu le chômage plutôt que de l'éradiquer, qui ont préféré l'accompagner plutôt que d'empêcher le déménagement de pans entiers de notre industrie.

Ouvrons les yeux. L'industrie représentait 24 % de notre PIB en 1980 et seulement 10 % en 2019. Notre flotte de pêche est passée de 11 500 bateaux, en 1983, à 4 500, aujourd'hui. Quant à la saignée paysanne, elle nous a fait passer de 1 263 000 exploitations agricoles, en 1979, à 429 000, en 2017. Résultat : 5 millions de privés d'emplois, 2 millions de bénéficiaires du RSA, 4,5 millions de primes d'activité versées par la CAF. Et 10 millions de Français sous le seuil de pauvreté. Beau succès.

Alors, j'assume. Je me bats pour une société qui se fixe comme horizon de garantir un emploi, une formation, un salaire à chacun de ses concitoyens. Et je m'inscris en faux contre ceux qui théorisent la « *fin du travail* ». Ce discours passe totalement à côté des réalités qui se font jour. Ayons de l'ambition pour notre pays.

Tant de besoins mériteraient d'être satisfaits. De quoi permettre à chacun de trouver sa place dans la société et de retrouver sa dignité par le travail.

Redonner du sens au travail

Regardez ces classes sans professeurs, ces trains qui ne circulent pas faute de conducteurs, ces services d'urgences fermés faute de personnels. Qui peut croire que nous relèverons le service public sans fonctionnaires en plus ? Qui peut imaginer que nous conduirons la transition écologique sans créer d'emplois ? Qui peut penser que nous pourrions reconquérir notre souveraineté énergétique, industrielle, alimentaire sans millions d'emplois supplémentaires ni formations massives ?

Bien sûr, à titre transitoire, les salariés ont besoin de protections, d'accompagnement et je serai à leur côté pour dénoncer toutes les attaques du gouvernement contre eux, avec cette réforme de l'assurance-chômage ou encore le projet de travail obligatoire en échange du RSA.

Mais quel beau défi pour un pays, pour la gauche, que de travailler à une société qui garantit à chacun d'avoir un emploi, une formation et un salaire tout au long de sa vie professionnelle. Un projet révolutionnaire qui va de pair avec l'amélioration des conditions de travail, la hausse des salaires, la réduction du temps de travail et le rétablissement de la retraite à 60 ans et vise à sécuriser tous les âges de la vie. Redonnons du sens au travail en l'émancipant de la puissance aveugle du marché et en se posant partout la question : comment produire et répondre à nos besoins, en respectant autant les êtres humains que la planète ? C'est l'ambition qui m'anime. Ni plus ni moins.

14 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/berenice-levelt-stereotypes-de-genre-la-negation-de-la-difference-naturelle-des-sexes-20220913>

Bérénice Levet: «‘Stéréotypes de genre’, la négation de la différence naturelle des sexes»

Par [Eugénie Boilait](#)

Publié hier à 19:34, mis à jour hier à 19:40



La philosophe et essayiste Bérénice Levet. *Fabien Clairefond*

ENTRETIEN - Légitimer la théorie du genre par un enseignement à l'école qui s'en inspire, et ceci à l'heure où l'orthographe n'est plus maîtrisée par une partie des élèves et où le niveau scolaire diminue, montre la puissance de l'idéologie à l'œuvre derrière le prétexte de la lutte contre les inégalités, souligne la philosophe.

Bérénice Levet est l'auteur de plusieurs ouvrages remarquables, comme Le Musée imaginaire d'Hannah Arendt (Stock, 2011) et La Théorie du genre ou le monde rêvé des anges (Livre de poche, 2016). Dernier livre paru: L'Écologie ou l'ivresse de la table rase (Éditions de L'Observatoire, 2022, 224 p., 19 €).

LE FIGARO. - L'exécutif compte relancer dans les écoles des «actions de lutte contre les stéréotypes de genre». Cela rappelle évidemment les «ABCD de l'égalité» lancés par Najat Vallaud-Belkacem. Le ministre a-t-il raison de faire de cette lutte une priorité?

Bérénice LEVET. - La seule priorité est de rendre l'école à sa mission de transmission, essentielle à la formation des futurs adultes et à la continuité historique de notre pays. Donner à connaître, à comprendre et à aimer la France devrait être déclaré grande cause, et exclusive, de l'Éducation nationale. Et puis, sincèrement, les bras vous en tombent lorsque vous apprenez pareil projet. L'année scolaire s'est achevée sur ce que l'on pourrait appeler l'affaire Sylvie Germain, témoignage éclatant de l'illettrisme de notre jeunesse et le ministre n'a rien de plus pressé que de se vouer à la traque aux prétendus préjugés sexistes. Pour mémoire, en juin dernier, un texte de la romancière est proposé à l'épreuve anticipée de français - un texte qui aurait dû, qui plus est, séduire ces émules sonores de Greta Thunberg puisqu'il y est question de forêt et d'hommes ancrés dans une réalité naturelle, tellurique même - et les futurs bacheliers se répandent en invectives contre la romancière sur les réseaux sociaux pour les avoir confrontés à leur ignorance de mots aussi élémentaires, et beaux, que «scander», «venelles», «clameurs», «saillant», la liste n'est pas exhaustive. Deux jours plus tôt, il

revenait à des candidats du bac professionnel, moins véhéments toutefois, d'avouer leur désarroi en découvrant pour sujet «Le jeu est-il toujours ludique?». Ironie de l'histoire, car c'est précisément pour avoir voulu rendre l'école «ludique» que la pédagogie progressiste a secrété des élèves se demandant bien ce que peut signifier cet adjectif. Étrangers à leur propre langue, se drapant dans les habits de la victime, pourchassant des coupables, «*quels adultes vont-ils devenir?*» demandait, dans vos colonnes, Sylvie Germain (*lefigaro.fr étudiant du 21 juin dernier*). Hélas, la question ne semble guère tourmenter notre ministre. Mais venons-en à la question du jour, vous faites référence aux «ABCD de l'égalité» mais on se garde bien en hauts lieux de les invoquer: «*Les termes du débat restent à définir, la sémantique n'est pas arrêtée*», précise un conseiller. Ce sera la chose sans le mot. Et la chose, c'est, sous couvert de lutte contre les inégalités, la négation de la différence naturelle des sexes. Nos grands pourfendeurs de préjugés sont d'abord eux-mêmes de formidables vecteurs de préjugés: ils regardent en effet toutes significations reçues comme des stéréotypes. Or, la différence des sexes est un mélange de nature et de culture, et dans les deux cas, nous n'en sommes pas, nous autres, hommes du présent, les auteurs. Elle est un *donné* naturel, universel, et sur cette nature, chaque civilisation a composé, au fil du temps, sa propre partition. Le raisonnement de nos *déconstructeurs* est doublement vicié: non seulement, ils nient l'étaillage naturel de la polarité homme-femme mais ils postulent que cette partition n'a été écrite que dans le but de dominer et d'asservir les femmes. C'est une des choses les plus inquiétantes aujourd'hui que notre impuissance à «recevoir», à voir un don dans le donné, naturel comme civilisationnel - sexe, patronyme, «c'est mon choix», je deviens ma propre créature. Est-il chose plus hideuse qu'une humanité incapable de gratitude!

Permettez-moi un dernier point, ne nous leurrions pas, les ABCD de l'égalité ont peut-être été remisés au placard à l'époque mais bon nombre de professeurs n'ont guère besoin de directives ministérielles pour se faire une sorte de devoir d'instituer leur classe en tribunal des flagrants délits de sexisme devant lequel comparaissent nos romanciers, nos poètes, sans compter les grands hommes qui ont fait la France.

Diverses raisons ont été évoquées pour expliquer ces mesures: «*Les garçons sont trop souvent élevés dans un idéal de force, de virilité, quand on a encore tendance à associer les filles à la douceur ou à la soumission*», selon une source officieuse. Qu'est-ce que cela vous inspire?

Cette antienne prêterait à rire si les conséquences n'en étaient pas si désastreuses. Des petites filles élevées dans un idéal de soumission - dans les familles musulmanes peut-être, mais pour le reste redescendons sur terre! Cela fait plus de quarante ans - je suis née dans les années 1970, je le sais d'expérience et la chose est amplement documentée -, que les filles ne sont plus assignées à quelque fonction que ce soit. Si certaines constantes s'observent au fil des siècles, c'est que les aspirations diffèrent selon que l'on naît femme ou homme. Quant à l'idéal de virilité, j'incline à penser que c'est pour ne l'avoir plus cultivé que l'ensauvagement prospère: la virilité n'est pas la force brute, elle est au contraire un fruit de la civilisation, elle est devoir de maîtrise de soi et de ses pulsions, sens de la protection des faibles, et volonté d'affronter et de répliquer à l'adversité. L'exécutif explique que si la lutte contre les «stéréotypes de genre» doit être remise à l'ordre du jour, c'est que «*les résultats ne sont pas bons*». Et si, c'était la nature qui s'obstinait, si, toujours, quelle que soit l'ardeur qu'on mette à la nier et la dompter, elle revenait au galop... Acharnement typique des progressistes! Comment ne pas songer à l'extraordinaire imprécation de Victor Hugo contre ce passé qu'on croit mettre à la tombe et qui toujours en ressort, se dressant «*tout debout, ayant à la main on ne sait quelle hideuse revendication de l'avenir*».

En bannissant le masculin à portée générique, même en tant que professeur, docteur, écrivain ou premier ministre, nous ne sommes plus jamais autorisées à faire le moindre pas de côté. Toujours et partout nous devons exhiber notre sexe

Regardons enfin les choses en face: si assignation à identité sexuée il y a, sans levée d'écrou possible, elle vient des féministes elles-mêmes. C'est bien sous l'empire d'un féminisme identitaire à l'américaine que nous sommes sommées d'exiger partout et toujours d'être «visibles» comme femmes

et promues à ce titre. Un exemple entre mille: en bannissant le masculin à portée générique, même en tant que professeur, docteur, écrivain ou premier ministre, nous ne sommes plus jamais autorisées à faire le moindre pas de côté. Toujours et partout nous devons exhiber notre sexe.

Le 27 juin, le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye a écrit une lettre aux professeurs où il définit les «grandes directions stratégiques». Quelles sont-elles?

Cette lettre mérite en effet qu'on s'y arrête. On passera sur la faute de construction inaugurale («la charge d'un ministère qui a structuré non seulement ma carrière mais façonné ma vie» - «non seulement» eût dû être placé après l'auxiliaire et avant «structuré»). Le ton est d'emblée donné puisque le ministre adresse sa missive à ses «chères professeures» et «chers professeurs», conformément, soit dit en passant, aux instructions de son prédécesseur, Jean-Michel Blanquer, dont les médias avaient quelque peu hâtivement annoncé qu'il boutait l'écriture inclusive hors de l'enceinte de l'Éducation nationale quand en réalité il n'en bannissait que le point médian et exhortait à l'usage de cette double flexion, c'est-à-dire de ce que Alain Finkielkraut appelle le bégaiement.

Cette lettre est un tissu de contradictions. Le ministre promet de rendre au savoir et aux professeurs leur «*autorité*», il s'engage à «*réaffirmer avec force*» le rôle des professeurs dans «*l'élévation de nos élèves*» et l'on saluera ce salvateur rappel: «*élève*» n'est pas un vain titre, telle est bien la mission de l'école que de tirer l'enfant vers le haut, et ce par la fréquentation des grandes œuvres et des grandes actions du passé. Mais le bel édifice s'écroule. Selon un principe très macronien, *dans le même temps*, Pap Ndiaye décrit la classe comme un espace de conversation dont le professeur n'est jamais que le gentil organisateur. L'enseignement qui y est dispensé n'est jamais que «*tourné vers*» - simple orientation, rien de contraignant, rien de disciplinaire - «*tourné vers la connaissance*» certes, mais non moins «*vers l'estime de soi et des autres*», ou encore, «*vers la possibilité pour chacun de tracer son chemin*». Le ministre excelle en effet dans le maniement de ces formules oscillant entre école de management et manuel de développement personnel: ainsi les savoirs fondamentaux dont il fait le deuxième axe de sa politique sont-ils des «*savoirs nécessaires pour aller vers le monde*» et la lecture qu'il entend promouvoir, le «*meilleur moyen pour chacun d'aller au-delà de lui-même, d'aller à son rythme le plus loin possible*! Nullement, et l'on revient à notre point de départ, pour enrichir sa langue et sa perception. Nullement afin d'avoir les mots pour dire, penser, sentir, voir, mettre en forme ses sentiments et son expérience.

Couronnant le tout, après l'école de la bienveillance de son prédécesseur, Pap Ndiaye entend instituer une école «bien-être», la laïcité n'y est guère d'ailleurs invoquée que comme condition de ce «bien-être». Or, je ne suis pas certaine que ce soit la meilleure arme contre le port des abayas et autres kamis car ces jeunes gens considèrent assurément que là est leur «bien-être». Mais il est vrai que le ministre ne voit pour l'heure dans le port de ces vêtements islamistes que l'indice d'une «crise d'adolescents».

Enfin, et comme de juste, Pap Ndiaye fait de l'écologie son cheval de bataille. Il s'agira d'assaisonner toutes les disciplines d'épices vertes. Est-ce réellement nécessaire? La coupe n'est-elle pas déjà pleine? J'invite le ministre à lire, et à méditer, le témoignage d'un jeune lycéen interrogé par l'hebdomadaire L'Obs qui consacrait il y a peu un dossier à l'école: évoquant l'écologie, lui-même parlait de véritable «bourrage de crâne». «Bientôt, - et il ne croyait pas si bien dire -, on l'étudiera dans toutes les matières», s'inquiétait-il. «C'est important, mais à un moment, c'est bon, on a compris. D'autant qu'il y a plein d'autres sujets passionnants qu'on aborde en coup de vent».

On peut lire dans cette lettre: «Dans vos classes, vous créez le rythme et les conditions d'une conversation singulière». Quel est le rôle des professeurs selon cette phrase?

Le professeur, je l'ai dit, est réduit au rang d'animateur, une sorte d'arbitre dans un grand débat perpétuel. Or, contresens majeur, la conversation met les intervenants à égalité, quand l'autorité, cette autorité que le ministre prétend vouloir restaurer, suppose une essentielle asymétrie. Le professeur

n'est légitime que parce qu'il est riche d'un savoir que, par définition, l'élève ne possède pas. Rien de moins égalitaire, n'en déplaise aux démocrates mais en démocratie tout ne doit pas être démocratique, que la relation du maître et de ses élèves.

Dans le même ordre d'idées, le chorégraphe Benjamin Millepied a récemment proposé une nouvelle version de Roméo et Juliette, en affirmant: «C'est ridicule de faire Roméo et Juliette avec seulement un homme et une femme en 2022». Les œuvres doivent-elles être modifiées pour correspondre à une époque?

En aucune façon et la perte est d'abord pour nous. Incarcérés dans la prison du présent, metteurs en scène de théâtre et d'opéra, chorégraphes, directeurs de musée, commissaires d'exposition n'ont plus qu'un souci, mettre les œuvres du passé à l'heure du présent, ôter à ces créations venues d'autres rives temporelles le piquant du fantôme, le mordant du revenant, et les rétrécir à leur étroite mesure. Ces chantres de l'altérité n'exècrent rien tant que l'altérité temporelle. Cela s'appelle «dépoussiérer», autrement dit, ôter aux grandes œuvres toute poussière d'étrangeté.

La vertu des grandes œuvres, et raison pour laquelle nous avons suprêmement besoin de nous y abreuver, est précisément de nous découvrir d'autres modalités de vie et de pensée que les nôtres, d'inquiéter les évidences du présent

Ainsi, et pour donner deux exemples récents, risibles si l'art, l'histoire, notre intelligence et tout simplement le réel n'en faisaient pas les frais, du musée de Cluny consacrant un cycle de conférences à «La part des femmes. Genre et société en Europe à la fin du Moyen Âge» avec, clou de cette vaste croisade, «les Genres fluides. De Jeanne d'Arc aux saintes trans». Ou de l'exposition présentée ce printemps au Musée du Luxembourg «Pionnières. Artistes dans le Paris des Années folles», aux scansions dictées par l'idéologie du Genre et le post ou décolonialisme: «gender fluid», «female gaze» et «diversité» ordonnant le parcours du triste et ennuyé visiteur. Nos élites culturelles semblent bien n'avoir plus rien à prêter aux grandes œuvres que leur propre indigence, pour paraphraser Aragon.

Or, la vertu des grandes œuvres, et raison pour laquelle nous avons suprêmement besoin de nous y abreuver, est précisément de nous découvrir d'autres modalités de vie et de pensée que les nôtres, d'inquiéter les évidences du présent. «Grâce à l'art, il nous arrive d'avoir des révélations», disait Soljenitsyne. C'en est fini lorsque l'on ne demande plus à l'art que de ratifier nos mornes certitudes.

14 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/medien/eu-schraenkt-pressefreiheit-mit-neuem-mediengesetz-ein-18311147.html>

NEUES EU-MEDIENGESETZ:

Ohne freie Presse

VON [MICHAEL HANFELD](#)

-AKTUALISIERT AM 13.09.2022-18:47



Er sagt, wo es für die Pressefreiheit in der EU langgeht: Binnenmarktkommissar Thierry Breton. Bild: EPA

Die EU-Kommission hat ein „Medienfreiheitsgesetz“ ausgeheckt. Mit der Freiheit der Presse hat es leider wenig zu tun. Ganz im Gegenteil.

Die Bemühungen der Europäischen Kommission um die Pressefreiheit in der **EU** sind schon erstaunlich. Sie legt ein Mediengesetz nach dem anderen vor, mit dem Meinungs- und Pressefreiheit geschützt werden sollen, und je mehr es davon gibt, desto weniger bleibt von der Freiheit übrig.

Das galt für den „Digital Services Act“ (DSA), der Digitalplattformen Pflichten auferlegt, wie sie für jeden anderen in der EU längst gelten, ihnen dabei aber Hintertüren so groß wie Scheunentore öffnet. Mehr noch gilt es für das großspurig „Media Freedom Act“ genannte Vorhaben, das, damit die EU kompletten Durchgriff hat, als Verordnung angelegt ist. Die EU-Mitgliedstaaten müssen sie unter der Oberhoheit der Kommission direkt befolgen. Die Befehle kommen aus Brüssel, die Mitgliedsländer geben Souveränität ab, über Wohl und Wehe der **Pressefreiheit** entscheidet eine europäische Medienbehörde. Das schiebt sich als Ganzes vor das Grundgesetz, und in den Feinheiten selbstverständlich auch. Passend dazu kommt das EU-Vorhaben, wie üblich, als Überfallkommando aus dem Hinterzimmer daher. Schon an diesem Dienstag wollte das Kollegium der EU-Kommissare angeblich darüber befinden, ohne dass der Gesetzentwurf groß publik gemacht worden wäre. Er wurde „geleakt“.

Die groben Linien, denen die Verordnung folgt, sehen auf den ersten Blick gut aus: Medien sollen vor dem Zugriff des Staates geschützt werden, „Nutzer“ sollen mehr Rechte erhalten. Da hat die Kommission, allen voran Binnenmarktkommissar Thierry Breton, wohl die Verhältnisse in Ungarn, Polen oder Frankreich vor Augen. In Ungarn und Polen erlauben sich die Regierungen massive Eingriffe in die Medienlandschaft, in Frankreich haben Großindustrielle die Presse aufgekauft und setzen sie als Machtinstrument ein. Das einzuhegen ist ein hehres Unterfangen. Aber schon die Generalbegründung der **EU-Kommission** ist löchrig. Die Verordnung, heißt es, sei nötig, um die Bewegungsfreiheit von Medienunternehmen auf dem Binnenmarkt zu garantieren. Pressefreiheit ist also ein Fall der Marktregulierung. Dazu passt, dass das „Medienfreiheitsgesetz“ die Figur des Verlegers nicht kennt. Hier ist immer die Rede von „Eigentümern“. Deren Rechte werden massiv eingeschränkt, sie müssen die inhaltliche Gestaltung an die Redaktionen abgeben. Aus Sicht der Journalisten ist das erfreulich, für die Verleger im Hauptberuf – und die gibt es in Deutschland

schließlich – bedeutet das aber, dass sie nichts mehr zu sagen haben. Das bringt die Verbände der Zeitschriften- und Zeitungsverleger MVFP und BDZV verständlicherweise auf die Palme. Das Gesetz zerstöre die Pressefreiheit, schreiben die Verbände, weil allein die „Verlegerinnen und Verleger letztlich die ideelle, ökonomische und rechtliche Verantwortung für die gesamte Publikation tragen“. Für eine „Medienunfreiheitsverordnung“ halten die Verbände das EU-Vorhaben aber vor allem auch, weil es die freie Presse der Aufsicht einer europäischen Medienbehörde unterstellt. Ein „Grund für eine weitere Harmonisierung des Medienrechts auf EU-Ebene zugunsten einer stärkeren Kontrolle durch eine Medienbehörde oder mittelbar durch die Kommission“ sei „nicht ersichtlich“. Das geplante „Board“ für Mediendienste nähre vielmehr „Befürchtungen für eine politische Vereinnahmung der Medien“.

Das ist der Knackpunkt. Die Kommission sagt, sie wolle die Medien vor dem Staat schützen, und stellt sie unter die Aufsicht des EU-Superstaats. Der – das kennen wir schon aus den anderen Mediengesetzen – gibt den Digitalplattformen das Recht, auch legale Presse zu unterdrücken, hebt die Bedeutung des öffentlich-rechtlichen Rundfunks und seiner „ausreichenden“ Finanzierung hervor, hat aber nicht verstanden, was freie Presse ist und welche Bedeutung sie für die Demokratie hat.

13 septembre (Blog Bari Weiss)

https://www.commonsense.news/p/is-freedom-good-for-us-a-debate?utm_source=email

Is Freedom Good for Us? A Debate.

New York Times columnist Bret Stephens and Notre Dame professor Patrick Deneen discuss liberalism.

[Bari Weiss](#)

Sep 10



(Bettmann via Getty Images)

If there is a headline to the past half-decade, it's this: liberal democracy is under threat across the West and populist movements are on the march. There's Brexit in the UK. There's Viktor Orbán in Hungary. There's Jair Bolsonaro in Brazil. And in the United States, of course, there's Donald Trump.

So today: a debate. Should we be fighting to preserve liberalism, the system that prizes our individual rights and the very foundation upon which America was built? Or is the system itself the problem?

It's a high-stakes debate—over the future of America and liberal democracy—and we couldn't have two better people for this conversation: University of Notre Dame political science professor Patrick Deneen; and New York Times opinion columnist Bret Stephens.

Both Bret and Patrick are what people would label “conservatives,” but there is likely more disagreement between the two of them than between the average Democrat and Republican. Bret believes the problems we see today are happening because we have lost too much of our individual freedom. Patrick, on the other hand, believes that having so *much* freedom has actually damaged us—that our problems are caused precisely by the system that puts individual liberty on a pedestal.

Patrick Deneen's 2018 book, [*Why Liberalism Failed*](#), grabbed the attention of people across the political spectrum, including Barack Obama, who included it on his "Books I'm Reading" list.

Bret Stephens, who has been [on the show before](#), is a Pulitzer Prize-winning columnist. His speciality is foreign policy and his prescient book is called [*America In Retreat*](#).

13 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/culture/2022/09/08/bradford-delong-reconsiders-the-20th-centurys-economic-history>

Bradford DeLong reconsiders the 20th century's economic history

“Slouching Towards Utopia” is a tale of stunning material progress—and of its limits



Sep 8th 2022

Slouching Towards Utopia. By J. Bradford DeLong. *Basic Books*; 624 pages; \$35 and £30

Between the hot war in Europe and a brewing cold one between America and China, today's world has a very 20th-century feel. Amid these echoes, historians and international-relations buffs have been reappraising the failure of liberal democracy to consolidate its victories over rival political systems. In his new book, [Bradford DeLong](#) of the University of California, Berkeley, places the successes and failures of the 20th century in their economic context. In doing so, he provides insights into how things have gone wrong in more recent years—and what must go right if catastrophe is to be avoided in the current century.

“Slouching Towards Utopia” is an impressive achievement, written with wit and style and a formidable command of detail. Ambitiously, Mr DeLong seeks to redraw the temporal map. Many historians—among them the late British scholar Eric Hobsbawm—have preferred to chop modern history into a long 19th century, stretching from the French revolution to the crisis of 1914, and a short 20th, ending with the fall of communism. Mr DeLong, by contrast, argues that the period from 1870 to 2010 is best seen as a coherent whole: the first era, he argues, in which historical developments were overwhelmingly driven by economic ones.

At its outset, despite the Industrial Revolution, even the most prosperous parts of Europe and North America still had one foot firmly planted in a Malthusian world—in which, for millennia, technological improvements never yielded enough new production to outrun population growth. Incomes had stuck close to subsistence levels. Yet from around 1870, growth found a new gear, and incomes in leading economies rose to unprecedented levels, then kept climbing.

The step-change in growth stemmed from technological advances, specifically three meta-innovations that drove rapid and sustained progress: the modern corporation, the research laboratory and globalisation. Thanks to these, a widening part of humankind hurtled towards “economic El Dorado”, a land of plenty that prior generations could scarcely have imagined.

Mr DeLong—an economist after all—helpfully quantifies the dramatic change in economic fortunes. For roughly 10,000 years before 1500, humankind's productive potential (meaning the stock of useful

knowledge, roughly corresponding to real output) doubled about once every three millennia. Over the following 370 years, that productive power doubled again. Thereafter, it rose at a pace of just over 2% per year, which equates to a roughly 20-fold rise in productive power over 140 years. It was economic magic, which allowed living standards to rocket even as the global population swelled to 7bn.

Had the denizens of the 19th century known how fantastically wealthy their descendants would become, many would have supposed those heirs lived amid peace and contentment. Yet building harmonious societies out of material abundance has proved maddeningly difficult.

Mr DeLong frames this history as a duel between the insights of Friedrich von Hayek, an Austrian economist who extolled the power of the free market, and Karl Polanyi, a Hungarian thinker who warned that the market was there to serve man, not man the market. In the years before the first world war, markets generated rapid growth—but also soaring inequality and jarring disruption. People pushed back, demanding greater political rights, which they used to pursue regulation of the economy and social insurance. After the war, both the Polanyian and Hayekian impulses contributed to disasters: in the totalitarian socialism of the Soviet Union on the one hand, and, on the other, in the Depression, which persisted and deepened until politicians eventually abandoned laissez-faire orthodoxy.

In the aftermath of the second world war, though, the mix of a market economy and a generous safety-net made for a happy marriage of Hayek and Polanyi—“blessed by Keynes” (as Mr DeLong puts it), who provided the insight that governments should act to prevent recessions. The union bore fruit, in the form of a three-decade post-war run of torrid growth never matched before or since. And yet the last third of Mr DeLong’s long 20th century was coloured by disappointments.

When growth sagged and inflation rose in the 1970s, voters supported politicians promising market-friendly, or “neoliberal”, reforms, such as lower taxes and reduced regulation. (During a stint in Bill Clinton’s Treasury department, Mr DeLong was himself a steward of such policies.) Those reforms failed to keep growth high and led to worse inequality—yet rich countries pressed on with them, the author writes, up to the global financial crisis and the end of the long 20th century.

The values gap

Could things have gone better? In Mr DeLong’s version of history, key events are often the product of chance rather than structural forces. He reckons, for instance, that had victory in the Falklands war and the collapse of communism not seemed to validate the records of Margaret Thatcher and Ronald Reagan, voters might have been quicker to see the limitations of their economic outlook. But that analysis underestimates how deeply neoliberal ideas took root across both the left and the right, at least in the Anglosphere. Barack Obama was no Reagan nostalgist; his unwillingness to respond to the financial crisis in a more interventionist way seems to have been grounded in a genuine belief that doing so would have made things worse.

Indeed, if this book has a weakness, it is its occasional reluctance to give credit to people’s beliefs, rather than narrow economic concerns, as a driving force of history. Mr DeLong cites Max Weber’s dictum that though “material interests may drive the trains down the tracks...ideas are the switchmen.” The start of the 21st century suggests that faiths and myths and values are even more consequential than that.

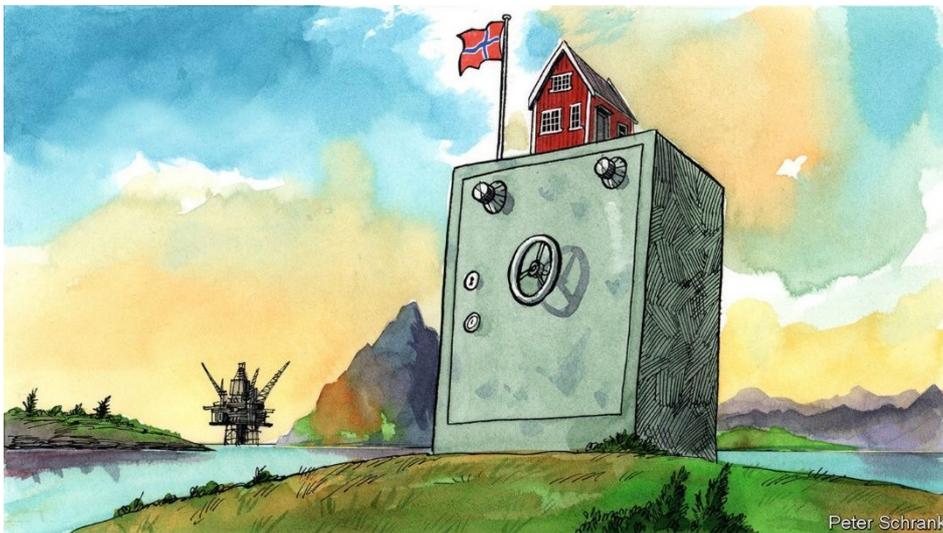
“Slouching Towards Utopia” shows how economic growth can transform the world. It also demonstrates that material prosperity alone cannot transport people to the promised land. The future may well be shaped by fights about what can.

13 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/09/08/norway-is-profiting-embarrassingly-from-war-in-europe>

Norway is profiting embarrassingly from war in Europe

It should think of ways to help the EU through the crisis



Sep 8th 2022

Troubles in Europe have an unexpected way of drifting up to Norway, its northern frontier. The most literal example came in 1870, when two French soldiers sought to elude a months-long Prussian siege of Paris by using a hot-air balloon to deliver battle plans to troops outside the city. It did not go well. What was meant as a brief hop to the countryside became a 19-hour windswept odyssey over land and sea. The duo ultimately crashed into an icy mountain west of modern-day Oslo, some 1,400km from their intended destination. Locals dazzled by the flying contraption rushed the frozen Frenchmen to the capital. Parties were thrown in their honour, poems written, much champagne consumed and a passion for France proclaimed. The thawed soldiers left a week later with 23,800 francs in public donations, a sizeable sum. The incident, according to Paal Frisvold, a political analyst, showed that Norway's people had "a keen desire to show sympathy and support to resolve conflicts in Europe".

Does this passion still stir in Norwegian hearts? For months, as Ukrainians have fought and Europeans shuddered at the prospect of opening their energy bills, the continent's richest country (bar Luxembourg) has been getting conspicuously richer. Supplying energy to Europe was always lucrative for Norway, the world's fourth-largest exporter of natural gas. It has become indecently so since Russia, once its rival in keeping Europe warm, turned pipelines into weapons. As the war and ensuing power crunch drag on, the sums flowing north are proving embarrassing. A place keen on its image as a force for good in the world is having to fend off charges of war profiteering.

Norway would be prosperous even had it not stumbled upon offshore oil five decades ago. The vast quantities of energy it exports nowadays are merely a balloon-sized cherry on the cake. In a normal year sales of oil, gas and electricity bring in over \$50bn, or \$10,000 per Norwegian. That is enough to turbocharge a Scandinavian welfare state and lots of summer cabins on picturesque fjords. Now, thanks to the war, Norway's energy-export revenues have shot up to a run rate of over \$200bn a year. If not for the fact that it sensibly squirrels away such cash in a sovereign wealth fund, at these prices each Norwegian could get an annual cheque worth around \$40,000—roughly the gdp per capita of the eu. Instead, its 5.5m citizens have to make do with a nest egg worth \$1.2trn, despite a recent fall in the value of its investments.

Until recently Europeans, Norway's main customers, did not quibble. Any non-Russian energy source was welcome, and the alternatives were mainly in the Middle East and north Africa. For Western

politicians, pleading for hydrocarbons from a Norwegian minister is less awkward than doing so from an authoritarian petro-potentate. Norway merely demanded that the eu tone down its lectures about the country's need to move away from fossil fuels faster. It boosted gas output as much as was possible, even suppressing trade-union strikes to keep the energy flowing. Norway sent money to support Ukraine and joined sanctions on Russia imposed by the eu, a club to which it does not belong. (It sits within the broader European Economic Area, a form of standoffishness it can afford thanks to its oil wealth.)

Yet the mood has soured as the energy crisis has deepened. Facing bail-outs of utilities and consumers, Europe is no longer keen to feather the Norwegian nest. Poland grumbled first: in May its prime minister denounced the "sick" prices of gas from up north. Others protest more discreetly, suggesting that an enlightened supplier might choose to cap gas prices, at least while the war rages. Norway has long insisted that market pricing works, and that large profits now are needed to fund its green transition.

Politicians in Oslo have their own power problems to contend with. Because of abundant hydroelectricity, Norwegians feel entitled to cheap juice: many consider turning off the lights upon leaving a room a quaint habit. But a drought has depleted reservoirs, sending electricity prices spiking in parts of the country. Even in a rich country, this hurts. Some industries, such as the production of fertiliser or the smelting of metal, only exist by dint of low-cost power. Most Norwegians heat their homes with electricity and buy electric cars—Oslo traffic jams can feel like slow-moving Tesla showrooms. A Facebook group griping about power prices has over 600,000 members, many of whom blame transfers of electricity to Europe for their woes. The government has responded with generous subsidies, but also with hints that it could throttle exports of electricity, ostensibly to protect its depleted reservoirs. That has irked its eu neighbours, who want power markets to stay open so that what little energy there is can be allocated efficiently.

My way or Norway

The longer gas prices stay higher than an out-of-control hot-air balloon, the greater the pressure will be on Norway to donate some of its windfall. Solidarity with Europe is a form of self-interest, argues Georg Riekeles of the European Policy Centre, a think-tank. Good relations with its neighbours matter more to Norway than squeezing out the last drop of profit. Beyond oil and gas, Norway's wealth depends on being part of a Europe that works.

Granting a discount on gas to European customers may be too sensitive for Norwegian politicians. But the prime minister, Jonas Gahr Store, this week suggested its energy firms (the biggest of which, Equinor, is mostly state-owned) might agree to long-term contracts that underprice gas today in exchange for stable profits later. That would be a start. Better yet, Norway should offer to pitch in to whatever relief schemes the eu comes up with, perhaps of the sort that helped alleviate the effects of covid-19. As Ukraine has discovered, Europe is willing to help its neighbours when disaster befalls them. For it to continue to do so, countries that happen upon an unexpected bonanza may need to toss some of it back into the common pot.

13 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/09/08/how-to-deal-with-europes-energy-crisis>

Leaders | Crunch time

How to deal with Europe's energy crisis

Russia is turning off the gas. Power cuts loom. What should governments do?

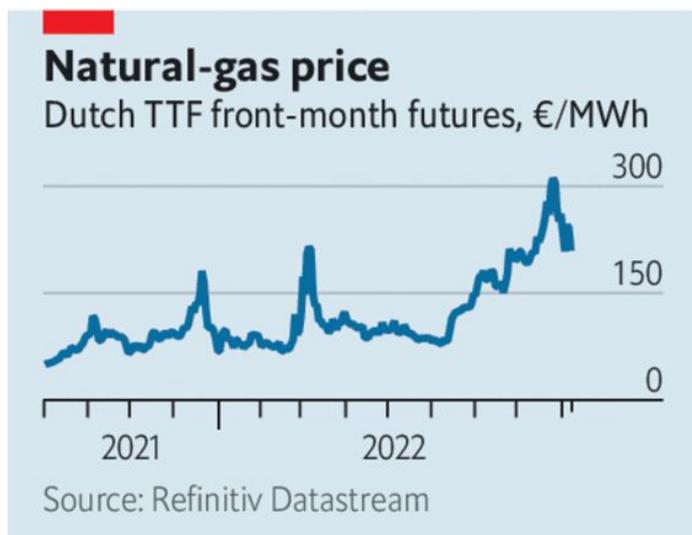


Sep 8th 2022

For a year Europe has lived under the shadow of an energy blockade as Vladimir Putin threatened to turn off the gas taps to the continent. Now the threat has become reality and the prospect of a cold, dark winter is hitting home. On September 5th Russia said it will shut down its Nord Stream pipeline for as long as Western sanctions are in place, sending benchmark gas prices surging by another 30%; they currently stand at the equivalent of around \$400 for a barrel of oil. At today's futures prices, annual spending on electricity and gas by consumers and firms across the European Union could rise to a staggering €1.4trn, up from €200bn in recent years, reckons Morgan Stanley, a bank.

The [energy shock](#) is now a full-blown political and economic crisis. Already 14% of families in Britain are behind on their utility bills. ArcelorMittal, a steelmaker, will shut down a plant in Bremen. As consumers and businesses reel and a recession looms, behind the scenes there is chaos in energy markets. Because Europe's power prices are set by the costs of the marginal producer, which is often gas-fired, the gas surge has become an electricity shock, too. With prices haywire some generators are facing a cash crunch as counterparties demand more collateral: utilities from Düsseldorf to Vienna are seeking bail-outs (see Business section). Meanwhile renewable and nuclear firms with low marginal costs are eyeing hundreds of billions of euros of windfall profits.

Just as when the pandemic struck, governments are reacting with a mad scramble of handouts and interventions. The economics textbooks are being ripped up and the sums are vast. Germany is spending a further €65bn (\$65bn, or 1.8% of gdp) on measures including a price cap for a basic amount of electricity for households and firms. As we went to press Liz Truss, Britain's new prime minister, unveiled a plan to freeze prices for two years, which could cost more than £100bn (\$115bn, or 4.3% of gdp), and will be financed through borrowing. The eu is considering capping power generators' revenues.



The Economist

The scale and intensity of the crisis warrants broad and generous support. But in their haste to act, governments must not throw economic logic and prudence out of the window. The most popular tactic—retail energy-price freezes, like those in France and on Ms Truss's agenda—are superficially tempting. They are easy to understand and bring down measured inflation, which might ease some of the pressure on central banks to raise interest rates. But they have huge drawbacks, too.

If prices are capped, demand for energy will remain too high, delaying the crucial adjustment that needs to take place to a world where gas is no longer as cheap as it was before Mr Putin launched a war. You can already see the evidence for this: higher prices meant that Germans consumed nearly 10% less natural gas in the first half of this year compared with a year earlier. And it may prove politically impossible to end price freezes once they are in place. Already Ms Truss is capping prices not just for one winter, but two.

Instead of fixing prices there is a better approach. Governments should offer households relief through lump-sum cash rebates on bills, possibly disbursed via utilities firms. This would protect living standards while leaving markets to set the incentive to curb energy use. For the poorest, for whom energy bills eat up as much as a sixth of total spending, rebates will need to be supplemented with other benefit payments.

Firms will also need help. In order to avoid a domino effect of collapsing power companies, some may need temporary state credit lines, as banks did during the financial crisis: the cost can be recouped by levies later on. Swathes of other businesses, meanwhile, may find themselves in danger of closing down rather as they were when lockdowns were imposed in 2020. Some may no longer be viable—think of German chemical firms with business models built on abundant Russian gas. That is why government-backed loans can only provide a temporary lifeline. Such support must be time-limited.

Rebates and temporary loans are the way to help the economy, then. But how on earth should governments pay for them? The cost will be enormous and come after huge pandemic bail-outs. Europe, including Britain, is spending at least €450bn fighting the energy shock, even before winter has struck. Italy and Germany have spent 2-3% of gdp; Ms Truss's plan could push Britain's total bill to twice that. The temptation is to finance the spending through even more borrowing. But wider deficits in a time of inflation will force central banks to raise interest rates even higher, making it more expensive for governments to service their debts.

That is why windfall levies on some generators must be considered. Under the intricacies of Europe's electricity markets they are paid today's exorbitant spot prices even if their costs are far lower and unrelated to gas. Retroactive levies on risk-taking firms that compete in free markets are to be avoided because they undermine the very basis of capitalism. This is not one of those cases: the firms are operating in highly regulated markets and may make windfall profits that are multiples of the capital

they have deployed. Our estimates based on research by University College London suggest that generators' excess profits may be around £30bn (\$41bn) in Britain. Much of the spending on top must come from wider tax increases.

Current affairs

It would be madness to make long-term decisions about redesigning power systems in the midst of chaos. Some principles are already obvious, though. Keeping the market mechanism is essential in order to incentivise investment in new capacity and innovation in [energy storage](#) such as batteries. But it makes sense to shift more of the energy system away from spot prices to long-term contracts, especially as cheap wind power is a growing share of production. Finding new sources of energy—from gas in Qatar to renewables—is also imperative. With the right response Europe's citizens can be protected and the transition to a cleaner energy system kept on track. The wrong response could bankrupt governments and trap Europe's power industry in the past.

13 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/09/01/en-2023-un-nouveau-sciences-po-a-fontainebleau_6139826_4401467.html

En 2023, un nouveau « Sciences Po » à Fontainebleau

Un onzième institut d'études politiques, rattaché à l'université Paris-Est Créteil, ouvrira ses portes à la rentrée 2023.

Par [Eric Nunès](#)

Publié le 01 septembre 2022 à 15h00 Mis à jour le 02 septembre 2022 à 09h00



L'actuelle Ecole internationale d'études politiques de l'UPEC, sise à Fontainebleau dans les bâtiments de l'ex-caserne Damesme, se prépare à accueillir le onzième IEP français. ECOLE INTERNATIONALE D'ÉTUDES POLITIQUES DE L'UPEC

C'est l'une des surprises de l'été : un discret [arrêté ministériel](#), publié le 1^{er} août et signé par Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur, annonce la création, au sein de l'université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC), d'un institut d'études politiques (IEP). Un nouveau Sciences Po est né, le onzième depuis la création de l'Ecole libre des sciences politiques, à Paris, en 1871. Cet institut grandira sur les bases de l'école internationale d'études politiques, une unité de formation et de recherche créée en 2019 par l'UPEC, et dont les locaux sont situés à Fontainebleau (Seine-et-Marne).

Si l'existence du nouvel institut sera officielle à compter du jeudi 1^{er} septembre 2022, la première rentrée est programmée pour septembre 2023, avec une petite cohorte de soixante-quinze étudiants de première année.

La création de ce nouvel IEP, qui s'ajoute aux dix existants (Paris, Strasbourg, Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Toulouse, Saint-Germain-en-Laye ainsi que Bordeaux et Grenoble) est une réponse à l'engouement des jeunes pour ces formations interdisciplinaires, devenues très sélectives et suscitant de grosses déceptions chez les recalés. En 2022, plus de 10 000 jeunes se sont présentés au concours commun mis en place par un réseau de sept Sciences Po, pour seulement 1 140 places. Sept ans plus tôt, en 2015, ils étaient 8 868 lycéens à tenter d'intégrer l'un des instituts. L'attractivité de la filière progresse chaque année. « *Nous ne sommes pas un concurrent pour les autres IEP au vu du nombre de candidatures et du peu de places* », souligne Yves Palau, directeur de Sciences Po Fontainebleau.

Ouverture polémique

La création de ce nouvel IEP ne fait pourtant pas l'unanimité. En mai 2022, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), une instance consultative, a émis un avis défavorable sur le projet de création de « Sciences Po Fontainebleau ». Le ministère est passé outre.

« On va déshabiller Pierre pour habiller Paul. Des enseignants-chercheurs et du personnel administratif de l'UPEC seront dirigés vers l'IEP, au détriment de l'université » – Pierre Chantelot, représentant du Snesup-Fsu

Pierre Chantelot, représentant du Snesup-Fsu, a voté contre cette création. Le syndicat dénonce le fait que la formation sera payante pour la majorité de ses étudiants et redoute une forme de « *privatisation* » de l'université. De plus, l'enseignant questionne le manque de moyens humains annoncés pour créer l'établissement : « *On va déshabiller Pierre pour habiller Paul. Des enseignants-chercheurs et du personnel administratif de l'UPEC seront dirigés vers l'IEP, au détriment de l'université. Alors qu'il existe déjà un UFR de sciences politique à UPEC, on crée un établissement qui va surfer sur le prestige du nom IEP pour être plus sélectif, avec un autre modèle économique pour le sortir de l'université publique et ouverte à tous.* » La question des frais d'inscriptions de ce nouvel institut a également refroidi le syndicat étudiant la Fage.

« *Les frais d'inscription vont varier de 0 à 4 000 euros en fonction des revenus des parents, souligne Etienne Matignon, vice-président de la Fage. On estime que tout le monde doit avoir accès à l'institut pour des frais d'inscription modiques et que cette échelle de droit d'inscription va défavoriser les classes moyennes basses.* » Le syndicat n'a pas voté contre la création de l'IEP, mais s'est abstenu.

Yves Palau, directeur de l'Ecole internationale d'études politiques, devenu Sciences Po Fontainebleau, tente de calmer le jeu : des licences et des masters au « *tarif universitaire* » seront conservés parallèlement au cursus IEP, assure-t-il. Lors du déploiement du diplôme, des moyens humains complémentaires de ceux déjà en place « *seront demandés au ministère de l'enseignement supérieur pour atteindre progressivement les ressources en personnel dont disposent les autres IEP de taille comparable* », ajoute-t-il.

Une filière de plus en plus attractive

Dix-huit mois d'échanges avec le ministère ont été nécessaires pour obtenir son aval. « *Il y a eu discussion du fait d'une potentielle concurrence avec l'IEP de Saint-Germain-en-Laye (académie de Versailles)* », estime Jean-Luc Dubois-Randé, président de l'UPEC. Mais pour les auteurs du projet, la création d'un IEP dans l'académie de Créteil serait un facteur d'équilibre en matière d'aménagement du territoire francilien. Interrogés par *Le Monde*, les directrices et directeurs des IEP de province n'ont pas souhaité réagir.

Sciences Po Fontainebleau souhaite trouver son identité pédagogique en intégrant dans ses enseignements sciences humaines et sciences exactes. La crise sanitaire et l'urgence climatique ont fait la démonstration qu'il y a une politisation de ces enjeux. « *Il est nécessaire que les cadres des secteurs privé et public aient des compétences transverses et soient capables de travailler et de comprendre les experts scientifiques* », expose M. Palau. Environ 30 % des cours seront ainsi consacrés à la biologie et à l'informatique, des spécialités de l'UPEC.

Le nouvel IEP ne recrutera pas via la matrice du concours commun des sept IEP. Comme Paris, Bordeaux et Grenoble, il utilisera son propre mode de sélection. Les candidats devront avoir choisi, en terminale, une spécialisation en sciences humaines et sociales, et une autre en sciences. Un premier tri se fera sur dossier via Parcoursup, puis un oral scellera l'admission.

13 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/education/article/2022/09/12/comment-en-cinq-ans-parcoursup-a-scelle-la-selection-a-l-universite_6141193_1473685.html

Comment, en cinq ans, Parcoursup a instauré la sélection à l'université

La « phase complémentaire », pour les candidats pas encore affectés, prend fin le 16 septembre. Opacité, stress... Cette année encore, la plate-forme alimente les critiques. Des améliorations sont promises par le gouvernement.

Par [Soazig Le Nevé](#)

Publié hier à 05h45, mis à jour hier à 18h21



Des étudiants de première année de la faculté de droit de l'université Paris-Est-Créteil sont accueillis dans un amphithéâtre pour un discours de bienvenue du doyen Laurent Gamet, à Créteil, le 1er septembre 2022. BENJAMIN GIRETTE POUR « LE MONDE »

Le 16 septembre s'achèvera la cinquième campagne de Parcoursup. Depuis sa création, en 2018, la plate-forme s'est imposée dans les paysages scolaires et universitaires, mais nourrit toujours les critiques. Elle reste, pour les candidats et leurs parents, largement insaisissable, tout comme pour les professeurs de lycée, incrédules lorsque, entre deux élèves présentant le même profil scolaire, seul l'un a obtenu une place dans la formation convoitée.

L'ancienne ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a tenu bon pendant cinq ans, défendant bec et ongles sa réforme. Au printemps 2018, son cabinet avait produit en moins de six mois cette plate-forme sur laquelle quelque 640 000 lycéens et 200 000 étudiants en réorientation postent leurs candidatures.

Lors de la campagne présidentielle du printemps 2022, [Parcoursup a été brandi comme un épouvantail](#) par l'ensemble des candidats de gauche, qui ont demandé sa suppression. Aucun n'a précisé par quoi la remplacer.

Dans les rangs du gouvernement, pour ce second mandat d'Emmanuel Macron, le ton change. « *Parcoursup va rester mais Parcoursup est perfectible* », scande désormais le nouveau ministre de l'éducation nationale. Pap Ndiaye promet des améliorations en 2023, « *notamment sur des questions de transparence et d'orientation* ». L'engagement est le même de la part de sa collègue de l'enseignement supérieur, Sylvie Retailleau. Ce quinquennat sera-t-il celui des inflexions ? Sur la table de travail, beaucoup de dossiers peuvent être ouverts.

Une sélection qui ne dit pas son nom

La création de Parcoursup s'inscrit dans « *une séquence politique particulière* », rappelle Leïla Frouillou, maîtresse de conférences à l'université Paris-Nanterre, spécialiste de la ségrégation à l'université. En 2017, la plate-forme précédente, Admission post bac (APB), s'était trouvée plus saturée que jamais, avec 110 licences « *en tension* » – soit deux fois plus qu'en 2016 –, obligées de

recourir au tirage au sort pour plus de 35 000 candidats afin de les départager. « *Cette saturation a donné l'opportunité politique de basculer sur une plate-forme généralisant la sélection sur dossier scolaire* », note la chercheuse.

A bas bruit, Parcoursup a instauré une sélection à l'entrée à l'université sans que jamais la ministre Frédérique Vidal assume le terme. A ses yeux, il n'est question que de favoriser la réussite d'étudiants ayant choisi leur voie dès le lycée. Les chiffres lui donneraient-ils raison ? A la session 2020, la réussite en première année de licence a été plus élevée que les années précédentes, selon une [note du service statistique du ministère de l'enseignement supérieur](#), publiée en novembre 2021 : 53,5 % des bacheliers 2019 sont inscrits en deuxième année à la rentrée 2020, soit 8 points de plus que pour les bacheliers 2018. Des résultats liés en partie au « *contexte de la crise sanitaire* » et à la plus grande mansuétude des jurys, et dont la tendance reste à confirmer.

Le point aveugle de la satisfaction des vœux

La plate-forme est devenue la grande affaire d'une génération qui sait qu'avoir le bac ne garantit pas un accès à l'enseignement supérieur. Cette réalité préexistait à Parcoursup mais est apparue plus flagrante. Lors de la première campagne, en 2018, les réponses aux candidatures sont advenues entre le 22 mai et le 26 septembre, soit une période de quatre mois. A la mi-juillet, un tiers des candidats attendaient toujours une place ou une proposition plus conforme à leurs vœux. L'extrême lenteur de l'algorithme, totalement dépendant des désistements de candidats mieux placés, avait créé une immense déception.

Cinq ans plus tard, la phase d'admission a été resserrée sur trois mois, du 2 juin au 16 septembre, et à la mi-juillet, 10 % des néobacheliers et 20 % des étudiants en réorientation n'avaient reçu aucune proposition. Pour réduire encore les délais, cet été, Sylvie Retailleau a décidé de réintroduire, uniquement lors de la phase complémentaire, une hiérarchisation des vœux restés en attente.

Un peu plus rapide à rendre des réponses, Parcoursup ne permet pas de mesurer la satisfaction réelle des candidats au moment où ils acceptent une proposition, tous les vœux étant mis sur le même plan. Assumée au nom de la « *lutte contre l'autocensure* », l'absence de hiérarchisation des choix a rompu avec la pratique d'APB, qui était justement fondée sur ce principe.

Afin de combler en partie ce vide et fournir au grand public des éléments plus qualitatifs, le ministère commande depuis deux ans un [sondage, réalisé par l'Institut Ipsos](#) auprès d'un panel d'un millier de néobacheliers. Publiée le 29 septembre 2021, la dernière étude révélait que 30 % des lycéens (21 % en 2020) [ne sont pas satisfaits des réponses obtenues de la part des formations](#) et 36 % (contre 26 %) du délai avec lequel ils ont reçu ces propositions. Plus largement, 82 % jugeaient la plate-forme « *stressante* » (contre 77 %) et 61 % estiment qu'elle n'est pas « *juste* » et ne traite pas tout le monde de la même manière.

Des candidats qui disparaissent

Chaque année, une part importante de la cohorte s'évapore, en quittant officiellement la plate-forme ou, tout simplement, en cessant d'être comptabilisée dans le tableau de bord ministériel, faute d'avoir reçu une proposition. « *Il faudrait utiliser les bases de données du ministère pour travailler sur la catégorie des "Exit", connaître leur profil, savoir à quel moment ils quittent la plate-forme, quelles sont les propositions qui leur ont été éventuellement faites et qui n'ont pas été acceptées* », avance la sociologue Leïla Frouillou.

Qu'est-ce qui pousse un candidat à quitter Parcoursup ? « *Les raisons sont extrêmement diverses, estime le chef de la plate-forme, Jérôme Teillard, qui supervise l'outil au ministère de l'enseignement supérieur depuis 2018. Certains ont le projet de partir à l'étranger, d'autres en service civique ou en année de césure. Enfin, la situation de l'emploi est telle, dans les filières en tension, que des bacheliers décident de se lancer directement sur le marché du travail. Parcoursup n'est pas hors de la société.* »

Dans son rapport annuel publié en février, le comité éthique et scientifique de Parcoursup s'interroge sur le profil des 109 000 candidats néobacheliers non admis à l'issue de la procédure 2021. Les chiffres « *montrent qu'une moitié des candidats non admis restent actifs sur la plate-forme après le 17 août et n'avaient donc peut-être pas réellement d'autre projet* » que leurs vœux sur Parcoursup, constate le comité.

Une éducation à l'orientation balbutiante

A son actif, la plate-forme peut se prévaloir d'incarner « *une dynamique* », celle du « bac – 3/bac +3 », qui consiste à adoucir le passage du lycée à l'enseignement supérieur, jusqu'ici « *un impensé* », affirme Jérôme Teillard. « *Avec APB, il n'y avait tout simplement rien pour accompagner les candidats. La loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, qui a créé Parcoursup, a fait de cet accompagnement tout au long de la procédure une priorité, poursuit-il. Créer un pont entre l'enseignement scolaire et l'enseignement supérieur est un travail très fin, mobilisant tous les acteurs.* »

A l'aide du moteur de recherche, un lycéen peut accéder aux fiches de présentation de près de 20 000 formations, sélectives, universitaires ou en apprentissage. Il y a cinq ans, seuls figuraient « les attendus », c'est-à-dire les principales connaissances et compétences requises pour postuler dans chacune d'entre elles.

Une pièce manque pourtant au puzzle pour lisser la marche entre lycée et enseignement supérieur : l'accompagnement à l'orientation, décrit par les lycéens comme très variable d'un établissement à l'autre. Une hypocrisie de la réforme du lycée, qui, entrée en vigueur un an après Parcoursup, proclame l'existence de cinquante-quatre heures par an consacrées à l'orientation, alors que les lycées ne reçoivent en réalité aucune dotation horaire correspondante.

Nombre de professeurs principaux en classe de terminale témoignent de leur incapacité à mesurer l'ensemble des paramètres en jeu lorsque leurs élèves participent à un recrutement devenu subitement national. Auparavant, l'algorithme d'APB donnait la priorité aux candidats résidant dans l'académie où se situait la formation placée en premier vœu.

Une opacité qui perdure

Le Conseil constitutionnel, en avril 2020, [a exigé davantage de transparence de la part des formations](#), à travers un affichage clair et informatif des attendus, mais aussi des critères d'examen des vœux, ainsi que la publication de rapports annuels sur les critères de sélection utilisés par les commissions d'examen des vœux. « *Un des axes de travail, grâce à l'écoute des usagers que nous conduisons, est de rapatrier au sein des fiches formation, sur la plate-forme, une partie de ces données. Elles existent déjà en open data, mais ne sont pas forcément visibles et comprises en l'état par les candidats* », reconnaît Jérôme Teillard.

La transparence reste toute relative, car la majorité des formations opèrent, afin de faciliter le travail des commissions, un préclassement des dossiers sur des critères quantitatifs, « *sans que les candidats le sachent toujours ni en connaissent précisément les barèmes* », alerte le comité éthique et scientifique de Parcoursup dans son rapport. « *Nous demandons aux formations d'assumer leurs choix en les rendant publics*, argue Catherine Moisan, statisticienne et membre du comité. *Les licences universitaires font aujourd'hui ce que les classes prépa aux grandes écoles ont fait depuis la nuit des temps en toute opacité et sans que personne leur demande rien. Désormais, il s'agit d'une préoccupation nationale.* »

Des candidats plus anxieux

Auprès des lycéens, prononcer le mot Parcoursup suffit à déclencher un flot de questions, à faire monter le stress. « *Quels vœux d'orientation postbac correspondent à mon dossier scolaire depuis la seconde ?* », « *Le choix de tel enseignement de spécialité en terminale est-il judicieux pour*

intégrer telle formation du supérieur ? », « Ma mauvaise note à une évaluation du premier trimestre de première peut-elle invalider ma candidature ? »

Le résultat de ce flou artistique s'observe dans toutes les classes de terminale quand vient l'heure de valider les candidatures : *« S'ils sont très angoissés par rapport à Parcoursup, c'est parce que les élèves ont le sentiment de ne pas contrôler la situation »*, analyse Emmanuelle Vignoli, maîtresse de conférences en psychologie de l'orientation au Conservatoire national des arts et métiers. Elle mène actuellement une enquête sur un panel de 1 000 lycéens suivis depuis leur préparation à Parcoursup jusqu'à leurs premiers mois dans l'enseignement supérieur.

Les professeurs et les chefs d'établissement, mais aussi parfois les parents, tiennent auprès d'eux *« un discours ambivalent en leur recommandant de ne pas être trop anxieux tout en précisant que s'ils se trompent dans leurs choix, la suite risque d'être dure »*, décrit la chercheuse. S'ajoute l'idée largement véhiculée qu'*« un algorithme va prendre la décision et pas des êtres humains »*, ce qui implique que lorsque les résultats d'admission tombent au mois de juin, des jeunes sont parfois désemparés de se retrouver sur des listes d'attente de plusieurs milliers de noms. *« A cette date, ils ne sont déjà plus vraiment dans le système scolaire et l'accompagnement peut commencer à faire défaut »*, note Emmanuelle Vignoli.

Un lycéen « autoentrepreneur »

Depuis 2018, le coût d'entrée dans les études s'avère plus élevé. La « fiche avenir », comportant CV et lettre de motivation, adossée au dossier scolaire, dont les notes doivent être les plus performantes possible, constitue le faire-valoir du candidat, qui doit se présenter comme conforme aux attentes de la filière convoitée. *« Lorsque vous n'êtes pas sûr de pouvoir, de savoir, d'avoir les compétences pour réussir dans cette formation, un prétri s'effectue en amont »*, souligne Leïla Frouillou, citant notamment le cas de jeunes filles et d'élèves *« dominés scolairement »* qui s'autocensurent.

En promouvant *« l'autoentreprise de soi »*, poursuit la sociologue, *Parcoursup a individualisé les parcours. Intuitivement, on a l'impression que l'individualisation est une dynamique qui va être favorable aux individus alors que ce n'est pas si clair que cela, l'asymétrie d'information et les choix multiples générant des inégalités »*.

Les stratégies des lycéens et de leurs parents sont en train de se remodeler, observe Vincent Tiberj, professeur de sciences politiques à Sciences Po Bordeaux, dans un article publié dans [La Vie des idées](#). *« Avec Parcoursup, on pourrait voir émerger une nouvelle stratégie de "relocalisation" »*, pressent-il. Pour mieux valoriser le dossier scolaire de leurs enfants, *« certains parents pourraient choisir d'en faire un bon élève parmi des élèves supposés moins bons »*, délaissant des lycées réputés, à la notation plus sévère et à la composition sociale homogène. Parcoursup aurait alors un dernier effet surprise : recréer de la mixité scolaire, là où l'assouplissement de la carte scolaire avait abouti à une plus forte polarisation sociale entre établissements.

13 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2022/09/13/la-rentree-litteraire-fait-des-tonnes-d-invendus_6141317_4500055.html

La rentrée littéraire fait des tonnes d'invendus

Quatre cent quatre-vingt-dix nouveaux romans ! L'abondance de sorties littéraires à la rentrée promet aussi la mise au pilon de nombreux ouvrages. De jeunes maisons d'édition tentent de limiter ce gâchis.

Par [Justine Briquet-Moreno](#)

Publié aujourd'hui à 00h14, mis à jour à 10h26



Dans les entrepôts de la Sodis, troisième distributeur français, à Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne), les livres qui ne passent pas au pilon sont stockés avant d'être remis en vente. JULIE BALAGUÉ POUR « M LE MAGAZINE DU MONDE »

L'heure de la rentrée littéraire a sonné. Avec elle, 490 nouveaux romans atterrissent sur les étals des libraires jusqu'en octobre. Dans la commune de Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne), l'immense entrepôt de la Sodis, troisième distributeur français, est en ébullition : hommes et machines s'activent pour livrer à temps le cru 2022. Un bal de palettes et de cartons qui laisse entrevoir des noms d'auteurs méconnus, soudain propulsés sous les lumières du Paris littéraire.

Mais ce lieu fondé par Gallimard en 1971 gère aussi la face sombre du métier : le retour des invendus, qui finissent parfois déchiquetés par une grosse machine électromécanique, bruyante et violente : le pilon. Un sujet que les maisons d'édition n'aiment pas beaucoup aborder.

A l'heure de la sobriété énergétique, les quelque 42 229 tonnes de livres retournés en moyenne chaque année chez le distributeur font tache. « *Nous savons qu'il faut éviter de gâcher trop de papier, car cela revient à gâcher de l'énergie, alors qu'elle est de plus en plus rare* », reconnaît Pascal Lenoir, président de la commission environnement du SNE (Syndicat national de l'édition) et directeur de la production chez Gallimard.

Une logique de surproduction

Dans le bâtiment des retours, les livres qui n'ont pas trouvé preneurs s'agrègent sur un tapis mécanique. Une jeune femme les inspecte avant de les propulser sous un robot. Le sort qui leur est réservé est réglé en quelques secondes, le temps pour la machine de lire un code-barres indiquant si l'ouvrage est impropre ou non à la vente. Selon la réponse, les uns retrouvent les stocks, les autres atterrissent dans des bennes mises à disposition par les « *opérateurs extérieurs* » ou autres « *recycleurs* ».

« Tout est recyclé certes, mais cela représente tout de même une destruction de valeur. Pour fabriquer un livre, on coupe des arbres, on utilise énormément d'eau... » Thomas Bout, directeur des éditions Rue de l'Echiquier

Selon l'enquête d'octobre 2021 du SNE, 5,4 % des invendus sont réintégrés dans les stocks pour du réassort, quand 13,2 % – soit 26 300 tonnes – sont envoyés au pilon pour devenir papier recyclé, carton d'emballage ou, plus surprenant, papier toilette. Un recyclage pas toujours optimal selon l'encre et le papier utilisés, selon Gaëtan Ruffault, directeur de la responsabilité sociale et environnementale d'Hachette Livre, le leader du secteur : « *C'est pour contrer ce phénomène qu'on a mis en place des initiatives pour optimiser la recyclabilité des livres en travaillant sur leur écoconception.* » « *Tout est recyclé certes, mais cela représente tout de même une destruction de valeurs. Pour fabriquer un livre, on coupe des arbres, on utilise énormément d'eau...* », relève Thomas Bout, directeur des éditions Rue de l'Echiquier. Pour fabriquer un kilo de papier, 500 litres d'eau sont nécessaires, selon l'Office international de l'eau.

Chez Gallimard, seuls les livres de poche sont automatiquement pilonnés quand ils sont retournés. « *Ça coûterait plus cher de les stocker que de lancer une nouvelle production* », argumente Pascal Lenoir. Du côté d'Hachette, on estime que 50% des invendus part au pilon. Le monde de l'édition s'est construit sur une logique de surproduction avec deux objectifs : la visibilité et la réduction du coût de fabrication à l'unité.

En 2021, 554 millions de livres ont ainsi été fabriqués. Un chiffre constant au fil du temps. L'année 2020 faisant exception, compte tenu de la crise sanitaire avec près de 100 millions de livres produits en moins. Pour éviter un trop grand nombre de retours, les éditeurs mettent leurs commerciaux au défi de trouver le bon tirage. Un « *travail impressionniste* », reconnaît le directeur commercial de la branche littérature de Gallimard, Jean-Charles Grunstein.

L'opulence n'est plus la règle partout

Pratiquer le pilon avec parcimonie peut s'avérer un bon calcul pour répondre aux succès inattendus. « *Réintégrer les retours évite de réimprimer !* », explique Jean-Charles Grunstein. Chez Gallimard, le scénario s'est produit pour [le prix Goncourt 2020, signé Hervé Le Tellier](#) : *L'Anomalie* avait réalisé un bon démarrage, mais personne n'imaginait qu'il franchirait le million d'exemplaires. Pour faire face à ce « *carton littéraire* », le distributeur s'est vu contraint de réintégrer en urgence les « *retours* » dans le circuit.

Aujourd'hui encore, les préparateurs de commande n'en finissent plus de remplir des cartons entiers de *Le Tellier*, paru en poche en juin dernier. « *Il est toujours notre meilleure sortie !* », s'exclame Valérie Martinuzzi, responsable de la coordination de la Sodis, en pointant les palettes assignées à celui qui pourrait détrôner *L'Amant* de Duras, Goncourt le plus vendu avec 1,6 million d'exemplaires.

L'opulence n'est plus la règle partout : certaines jeunes maisons optent, au contraire, pour des tirages « *raisonnés* ». Pour leur première année d'existence, les éditions Panthera se limitent à huit nouveautés et « *prévoient d'imprimer entre 1 500 et 2 500 exemplaires par titre* », explique la directrice éditoriale Céline Lefeuvre. Passée notamment par le service de diffusion de Flammarion, elle souhaitait, dès les prémices du projet, s'attaquer à l'un des maux les plus puissants de l'édition : la surproduction, à l'origine du pilon. « *On parle autant de surproduction quantitative que qualitative. Combien de titres similaires envahissent les librairies ?* »

Une démarche analogue à celle des éditions Rue de l'Echiquier qui, en plus de limiter leur volume éditorial, s'astreignent à récupérer leurs ouvrages « *défraîchis* » pour en faire don au réseau Emmaüs. Une approche qui se développe, même si, selon Isabelle Le Camus de Lagrevol, déléguée générale d'Adiflor (Association pour la diffusion internationale francophone de livres, ouvrages et revues), donner n'est pas la norme. « *Cela implique de sortir de la chaîne initiale. Pour l'éditeur, il sera toujours plus facile de pilonner* », regrette-t-elle.

13 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/sexuelle-identitaet-wie-aktivisten-die-sprache-umkrempeeln-ld.1701766>

GASTKOMMENTAR

Was bedeutet eigentlich «sexuelle Identität»? Was «misgendern»? – Wie Aktivisten die Sprache umkrempeeln

Sprachliche Eingriffe suggerieren eine harmlose Anpassung an neue Verhältnisse. Tatsächlich steckt eine ideologische Agenda dahinter.

Rieke Hümpel

13.09.2022, 05.03 Uhr



Hat diese Aufmachung jetzt mit sozialem Geschlecht zu tun, oder ist das einfach geschlechtstypisches Rollenverhalten?

nando Llano / AP

Wenn der Vater zum verkaterten Sohn am Frühstückstisch sagt: «Du hast doch eine Birne», dann meint er natürlich nicht das Kernobstgewächs mit dem wissenschaftlichen Namen *Pyrus*, sondern den Brummschädel seines Sprösslings. Die Bedeutung eines Wortes je nach Kontext zu begreifen, ist für unser Gehirn ein Kinderspiel. Das Bild einer Matschbirne veranschaulicht das Kopfgefühl nach zu viel Alkoholkonsum. Im Volksmund hat der alte Begriff eine zweite Bedeutung bekommen.

Einem Begriff eine neue Bedeutung zu geben, kann die Sprache also ungemein bereichern. Doch kann es sie auch zerstören. Aktivisten arbeiten mit Begriffsumdeutungen, allerdings heisst das Ziel nicht Veranschaulichung, sondern Verwirrung. Damit soll eine politische Agenda umgesetzt werden. Der Begriff «rechts» beispielsweise, ursprünglich auf die Sitzordnung im französischen Parlament bezogen, verortet nun plötzlich eine gesellschaftlich zu ächtende, weil angeblich menschenfeindliche Gesinnung. «Rechts» ist dann nicht mehr der Gegenpol von links, sondern von woke und (vermeintlich) gut. Alte und neue Bedeutung stehen im Verdrängungskampf.

Geschlecht ist biologisch definiert

Die Begriffe, denen beispielsweise Gender-Aktivisten eine andere, oft gegenteilige Bedeutung verpassen, sind zahlreich. Ein Beispiel ist das «soziale Geschlecht».

Das Wort «Geschlecht» hat zwar schon seit je mehrere Bedeutungen im Deutschen, vorherrschend ist allerdings jene biologische Definition, die den wesentlichen Unterschied zwischen weiblich und männlich beschreibt. Erwachsene Menschen weiblichen Geschlechts nennen wir Frauen, die des männlichen Geschlechts Männer.

Das Adelsgeschlecht meint die Abstammung, aber auch die primären Geschlechtsorgane können als Geschlecht bezeichnet werden. Ferner gibt es noch das grammatikalische Geschlecht, auch Genus genannt. Dieses stimmt nicht immer mit dem biologischen überein. So ist der Mond nicht männlich, er hat kein Geschlecht.

Ähnlich wie das grammatikalische Geschlecht klingt jedenfalls nun auch das «soziale Geschlecht». Doch was genau soll ein soziales Geschlecht sein? Versuchte ich es für mich selbst abzuleiten, würde ich es mit «von der Gesellschaft wahrgenommenes Geschlecht» übersetzen. So gibt es zum Beispiel transsexuelle Männer, die aufgrund ihres Aussehens und Verhaltens von den meisten Menschen für Frauen gehalten und entsprechend behandelt werden. So verstanden wäre der Begriff «Geschlecht» in der Rede vom «sozialen Geschlecht» treffend.

Teile der Persönlichkeit

Tatsächlich geht es den Sozialwissenschaften beim «sozialen Geschlecht» aber um geschlechtstypisches Rollenverhalten. Und um die Verwirrung komplett zu machen, benutzen Gender-Aktivist*innen es zusätzlich dann auch noch im ganz anderen Sinne einer «weiblichen Seele». Aber «Geschlecht» bezeichnet nicht das individuelle Aussehen, Denken und Fühlen eines Menschen, sondern diese Phänomene betreffen unsere Persönlichkeit. «Persönlichkeit» ist ein schöner Begriff, der alles vereint. Ein Mann kann zum Beispiel eine feminine Persönlichkeit haben. Auch das Gefühl, in einem falschen Körper geboren zu sein, kann Teil einer Persönlichkeit sein.

Was aber, wenn das «soziale Geschlecht» plötzlich keine selbstbestimmte, sondern eine fremdbestimmte Zuordnung wäre? Wenn Beratungsstellen etwa diagnostizieren, dass ein zarter, sich feminin verhaltender Junge eine Mädchenseele im falschen Körper haben müsse? Wie freiwillig und selbstbestimmt ist es, wenn kleinen Mädchen, die gerne mit Baggern spielen, suggeriert wird, ihre Seele wohne im falschen Körper, und weder Eltern noch Ärzte widersprechen dürfen? Man mag das für eine gruselige Utopie halten: Entsprechende Gesetze sind bereits verabschiedet oder sind auf dem Weg dahin.

Irgendwann fiel auch das Attribut «sozial» einfach weg. Die Rede ist nur noch vom Geschlecht, dieses könne man wechseln, zudem gebe es viele Geschlechter. So kommuniziert es beispielsweise der öffentlich-rechtliche Rundfunk (ÖRR) quer durch all seine Social-Media-Angebote für Jugendliche.

So wurde die Definition des Begriffs «Geschlecht» erst vernebelt, dann entkernt und schliesslich ersetzt. Wer auf die Bedeutungsverschiebung hinweist, wird als transphob und rechts gebrandmarkt. Die Methode der Bedeutungsverschiebung und die Unterdrückung von Kritik sind typisch für totalitäre Ideologien.

Es geht um die richtige Gesinnung

Ein anderer Begriff mit einer Agenda ist das Wort «queer». Offiziell sind alle queer, die nicht der «heterosexuellen Norm» entsprechen. Aber diese offizielle Definition ist Unfug. Heterosexualität ist keine Norm, sondern eine sexuelle Orientierung. Und sie ist deswegen so weit verbreitet, weil sie die Fortpflanzung sichert. In der offiziellen Definition kommt aber «queer» ohnehin nicht zum Einsatz. Denn lesbische Frauen, die qua definitionem queer sein müssten und die Zweigeschlechtlichkeit verteidigen, werden nicht als queer bezeichnet, sondern als Terfs (trans-

exclusionary radical feminists). Der Begriff wird aber von Transgender-Ideologen längst als Schimpfwort für alle Frauen gebraucht, die der Biologie nicht abschwören wollen.

In Wahrheit geht es also um die richtige Gesinnung. Mehr als gegen Heterosexuelle grenzt «queer» gegen die Kritiker der Gender-Ideologie ab. Mit dem Ergebnis, dass die bewusst schwammige Umdeutung die alten, klaren Begriffe ersetzt. Was aus der Sprache verschwindet – die Schwulen, die Lesben, ja mittlerweile selbst die Frauen –, lässt sich aber auch nicht mehr schützen.

Was ist «sexuelle Identität»?

Auch die «sexuelle Identität» ist einer dieser Agenda-Begriffe. In meinem Duden von 1967 wird Identität noch als «vollkommene Gleichheit zweier Dinge, Einerleiheit, Wesensgleichheit» beschrieben und auf die Gesetze der Logik verwiesen: «A=A». Ich könnte mir also unter einem Pseudonym eine zweite Identität zulegen.

Doch mittlerweile wird Identität auch als Selbstbild verstanden. Dieses kann – wie wir alle wissen – indes stark von der Wirklichkeit abweichen: So kann sich ein alter Mann selbst als weibliches sechzehnjähriges Lustobjekt erleben.

Aktivisten fordern nun den Schutz der «sexuellen Identität» im Grundgesetz; er soll dort den Schutz der «sexuellen Orientierung» ersetzen. Würde die gleiche Forderung auch mit dem Begriff «sexuelles Selbstbild» funktionieren? Natürlich nicht, denn dann würde ja jeder erkennen, was für eine Gefahr das mit sich brächte. Deshalb wird als Trick eine «A=A»-Logik angewandt, um die neue schwammige Definition ins Grundgesetz zu schummeln.

Als letztes Beispiel sei der Begriff «misgendern» erwähnt. Jemanden zu misgendern, ist ein Tabu. Misgendern soll – wenn es nach Grünen und FDP geht – sogar mit 2500 Euro Strafe gebüßt werden. So steht es in den vergangenen Entwürfen von FDP und Grünen zum Selbstbestimmungsgesetz, und auch das Eckpunktpapier sieht ein sanktionsbewehrtes Offenbarungsverbot vor. Doch wie definiert sich der Begriff?

Das [«Queer-Lexikon» formuliert es so](#): «Misgendern bedeutet, dass eine Person einem falschen Geschlecht zugeordnet und/oder über sie mit dem falschen Pronomen geredet wird.» Benutzt wird der Begriff aber in gegenteiliger Bedeutung. «Misgendern» bedeutet dann, eine Person dem realen Geschlecht zuzuordnen und/oder mit den dazugehörigen Pronomen über sie zu sprechen, obwohl sie das ablehnt.

Im Grunde bedeutet «misgendern» also, das Selbstbild der Person zu enttäuschen. Der Begriff «misgendern» soll also all jene stigmatisieren, die sich nicht dazu zwingen lassen möchten, von der Realität abzuweichen, um das Selbstbild des anderen zu bestätigen: Jemand wird hier zur Lüge gezwungen. Das ist totalitär.

Methoden der Cancel-Culture

Aktivisten fordern also unter Androhung von Strafzahlung die Akzeptanz ihres falschen Selbstbildes ein. Umgekehrt diffamieren sie Kritiker, ohne mit der Wimper zu zucken, als Menschenfeinde, Terfs, Nazis. Das sind die bereits angewandten Methoden der Cancel-Culture,

Andersdenkende werden zum Kuschen gezwungen. Als Methode dient der harmlos wirkende sprachliche Eingriff entsprechend einer ideologischen Agenda, Orwell lässt grüssen.

Was wäre aber hier die beste Verteidigung unserer auf klarer Verständigung und Aufgeklärtheit beruhenden Gesellschaft? Gender-Aktivisten arbeiten mit Verschleierungstaktik. Wir müssen also vermehrt penibel auf die Präzision der Sprache drängen, Definitionen einfordern und die ideologische Agenda als solche kenntlich machen.

Rieke Hümpel ist Biologin, Publizistin und betreibt eine Werbeagentur.

13 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/la-politique-d-immigration-irresponsable-en-suede-a-contribue-au-succes-inedit-des-droites-20220912>

«La politique d'immigration irresponsable en Suède a contribué au succès inédit des droites»

Par [Ronan Planchon](#)

Publié hier à 16:45, mis à jour il y a 26 minutes



«Les Démocrates de Suède, parti historiquement constitué de forces d'extrême droite, est entré dans un processus de normalisation depuis quelques années.» *Jean-Christophe Marmara / Le Figaro*

ENTRETIEN - Selon les premières estimations, la droite populiste, alliée avec la droite conservatrice, devrait l'emporter d'un souffle à l'issue des élections législatives en Suède. Dominique Reynié, directeur général de la Fondapol, analyse ce résultat.

Dominique Reynié est professeur des universités à Sciences Po et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.

LE FIGARO. - En Suède, une coalition de droite réunissant toutes les droites est sur le point remporter de peu les élections législatives. Les résultats définitifs devraient être promulgués mercredi. Comment lire ce résultat dans un pays de tradition sociale-démocrate ?

Dominique REYNIÉ. - C'est indubitablement le prolongement des conséquences d'une politique irresponsable en matière d'immigration. Si la Suède est connue pour être la patrie de la social-démocratie, d'un État-providence très généreux, elle se caractérise surtout par son histoire migratoire.

De la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1990, ce pays accueillait, de façon modérée, une population immigrée venue de pays européens. Par la suite, la Suède a reçu sur son sol un nombre croissant d'immigrés, notamment issus de pays non européens, jusqu'à déstabiliser sa culture nationale. Et les gouvernements successifs, ainsi qu'une certaine classe médiatique, n'ont pas voulu considérer la réalité de ce problème.

Pourtant, la classe politique suédoise a opéré un virage à 180° sur la question migratoire ces dernières années. Cela n'a pas suffi ?

Non, car ce problème a été ignoré pendant trop longtemps. Cette nouvelle population présente sur le territoire qui n'est pas intégrée, ou très mal intégrée fait désormais partie intégrante de la vie du pays. **Ces difficultés d'intégration ne sont pas liées à un processus de ségrégation, de stigmatisation, mais**

elle est liée au faible niveau de diplômes de nombre d'une partie significative de personnes immigrées, principalement originaires de pays pauvres.

En 2005, au moment des émeutes dans diverses banlieues, la Suède ne comprenait pas ce qu'il se passait chez nous. Aujourd'hui, elle doit faire face à des trafics de drogue importants, une délinquance endémique et des guerres entre gangs rivaux. Plus marquant encore, les règlements de compte à coups de grenades sont devenus très courants. **Ce pays a, en quelque sorte, perdu aussi le contrôle de l'ordre public.**

À l'instar d'autres pays européens, la droite modérée suédoise est dépassée par une droite plus radicale.

Dominique Reynié

Conséquence: de nombreux Suédois adoptent un discours, sincère, de tolérance et louent le multiculturalisme, mais dans les faits, ils ne se mêlent pas aux immigrés extra-européens. Ils ne vivent pas ensemble, ne se marient pas entre eux. Ils vivent côte à côte et non ensemble.

La question migratoire est-elle la seule grille de lecture qui vaille pour comprendre le résultat de ce scrutin ?

Non, la question migratoire et l'insécurité ne sont pas les seules explications à ce vote. La guerre en Ukraine, et la crise énergétique qui en découle, sont des éléments à prendre en compte. **Toutefois, la progression des Démocrates de Suède dans les urnes (NDLR, la droite populiste) est intimement liée à l'immigration. Il y a 20 ans, ce parti pesait 1,4% des voix. Dimanche, près de 21% des électeurs ont voté pour ce mouvement.**

Il est d'ailleurs intéressant de noter que, à l'instar d'autres pays européens, **la droite modérée suédoise est dépassée par une droite plus radicale.** Et bien qu'il faille rester prudents, une alliance entre les Démocrates de Suède et la droite modérée n'est pas à exclure.

L'évolution des Démocrates de Suède est intéressante. Ce parti, historiquement constitué de forces d'extrême droite, est entré dans un processus de normalisation depuis quelques années. Désormais, il ne souhaite plus quitter l'Union européenne, il est favorable à l'État-providence, etc. À l'image du Rassemblement national en France.

À l'inverse, la gauche a obtenu un résultat historique à Stockholm, alors que la droite traditionnelle y recule nettement. Dans ce pays, y a-t-il **une fracture entre les centres-villes, davantage acquis aux sociaux-démocrates, et le reste de la population ?**

Effectivement. Il est tout à fait étonnant de constater que cette géographie, cette sociologie électorale se retrouve dans de nombreux pays occidentaux. On l'a vu avec le Brexit, les électeurs de Trump, les populistes autrichiens, l'Italie, les Pays-Bas dans une certaine mesure. D'ailleurs, même la Turquie n'y échappe pas. On le constate en regardant la sociologie du vote Erdoğan. Ce phénomène, ne semble pas près de s'arrêter. Il est en pleine expansion.

13 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/jean-francois-braunstein-le-mouvement-woke-ne-fait-pas-mystere-de-sa-volonte-d-endoctriner-les-enfants-20220912>

Jean-François Braunstein:

«Le mouvement woke ne fait pas mystère de sa volonté d’endoctriner les enfants»

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié hier à 19:56, mis à jour hier à 21:32



Jean-François Braunstein. *Fabien Clairefond*

EXCLUSIF - Dans son nouvel essai dont *Le Figaro* dévoile de larges extraits, le professeur émérite de philosophie à la Sorbonne voit dans le wokisme bien plus qu’une simple vague de «folie passagère» ou un snobisme intellectuel. C’est, pour lui, un authentique fanatisme: ses adeptes, profondément intolérants, déguisent des opinions en science et se croient tenus d’endoctriner.

Phénomène de société, le mouvement woke est critiqué par de nombreux livres qui s’attachent à réfuter cette idéologie née dans les campus américains avant de traverser l’Atlantique. S’appuyant sur une documentation abondante et précise, le nouvel essai du philosophe Jean-François Braunstein, demain en librairie et dont Le Figaro dévoile en exclusivité de larges extraits, se distingue cependant par sa densité et sa rigueur. Le professeur émérite de philosophie à la Sorbonne voit dans le wokisme bien plus qu’une simple vague de «folie passagère» ou un snobisme intellectuel. C’est, pour lui, un authentique fanatisme: ses adeptes, profondément intolérants, déguisent des opinions en science et se croient tenus d’endoctriner.

La nouvelle religion américaine

«Les hommes sont enceints», «les femmes ont des pénis», «les trans femmes sont des femmes», «tous les Blancs sont racistes», «tous les Noirs sont des victimes», «la biologie est viriliste», «les mathématiques sont racistes», «Churchill est raciste», «Schoelcher est esclavagiste», etc. De telles proclamations surprennent par leur côté absurde. Elles constituent pourtant les énoncés de base de la pensée woke, cette pensée «éveillée» qui tend à s’imposer dans l’ensemble des sociétés occidentales. Elle se fonde sur des théories comme la «théorie du genre», la «théorie critique de la race» ou la «théorie intersectionnelle» qui sont devenues paroles d’évangile dans nos universités. Les wokes expliquent que le genre est au choix et que seule compte la conscience que l’on a d’être homme ou femme ou n’importe quoi d’autre. La race redevient un déterminant essentiel de nos existences en société: les Blancs seraient par définition racistes et les «racisés» ne pourraient l’être en

aucun cas. Quant à l'intersectionnalité, elle est un «outil» pour potentialiser toutes les identités victimaires et appeler à la lutte contre le responsable de ces discriminations. Il est tout trouvé, c'est l'homme blanc occidental hétérosexuel, par définition sexiste, raciste et colonialiste, qui est le «bouc émissaire parfait». Ceux qui n'acceptent pas ces théories wokes sont dénoncés sur les réseaux sociaux et, chaque fois que cela est possible, chassés de leur poste, à l'université ou ailleurs.

Les médias et bon nombre de politiques embrassent ces théories avec enthousiasme et ce qui n'était naguère qu'une curiosité américaine est devenu, à une vitesse extraordinaire, le discours officiel de nos élites. On pourrait être tenté de se rassurer en se disant que cela ne touche que les facultés de lettres et de sciences humaines, qui en ont vu d'autres. Mais c'est aujourd'hui dans les facultés de sciences et de médecine que se poursuit l'offensive woke: les sciences dures elles-mêmes sont mises en accusation comme «racistes» et «virilistes».

Mais le wokisme ne se limite pas au monde de l'éducation. Comme l'a très justement noté le journaliste américain Andrew Sullivan, *«nous vivons tous sur les campus maintenant»*. Les élites occidentales, devenues militantes pendant leurs études, diffusent maintenant ces idées sur les réseaux sociaux, dans les médias, l'édition et les industries culturelles. Dans les grandes entreprises se développe un capitalisme woke qui met en place des politiques «diversité, équité, inclusion», c'est-à-dire des politiques de discrimination positive qui vont contre tous les principes méritocratiques. Les Gafam, comme Netflix et les réseaux sociaux, font une promotion massive d'une pensée politiquement correcte (...). Avec le wokisme, nous avons ainsi proprement affaire à une nouvelle religion. Certains auteurs américains sont persuadés qu'il s'agit là de la *«prochaine religion américaine»* qui veut *«effacer toute la mémoire historique de la civilisation»*, comme le christianisme devenu religion d'État au IV^e siècle avait voulu effacer l'ensemble du monde gréco-romain. Le caractère très intolérant de la religion woke et son refus de s'adresser à ceux qui ne partagent pas son point de vue, son absence de transcendance, font qu'elle ressemble plus exactement, pour l'instant, à une secte à dimension politique et sociale.

Le «privilege Blanc» équivalent du péché originel

Le spécialiste de Tocqueville qu'est Joshua Mitchell a fait le rapprochement entre les wokes et le post-protestantisme. Il évoque un Great Awakening, un Grand Réveil woke, qui ferait écho aux Grands Réveils (Great Awakenings) protestants des siècles passés. Mais Mitchell insiste sur deux différences essentielles: avec la religion woke, *«nous vivons au milieu d'un Réveil américain (...) mais sans Dieu et sans pardon»*. Le «privilege blanc» semble alors être l'équivalent d'une sorte de péché originel. Le Blanc est coupable du fait que ses ancêtres ont opprimé, et qu'il continue d'opprimer, les Noirs et toutes les personnes de couleur. Il est responsable de quasiment tout le mal qui existe sur la terre. Mais ce privilege est en un sens plus grave que le péché originel. En effet, à la différence du péché, qui est en général le résultat d'un choix libre, le nôtre ou celui d'Adam, le privilege blanc est un fait biologique, dont il est absolument impossible de se défaire. (...)

La «masculinité toxique», qui affecte tout homme en tant qu'il est du sexe masculin, doit elle aussi être condamnée. Cette «masculinité toxique» serait responsable d'une bonne part de la violence dans le monde, soit à l'égard des femmes, soit pour les hommes eux-mêmes, qui souffrent des tensions que cette masculinité entraîne à l'intérieur d'eux. La très officielle Association américaine des psychologues, l'APA, explique qu'*«il a été démontré que la socialisation pour se conformer à l'idéologie de la masculinité traditionnelle limite le développement psychologique des hommes, contraint leur comportement, entache leur rôle de genre, entraîne un conflit entre les rôles de genre et influence négativement la santé mentale et physique»*. Il y aurait alors peut-être une solution à essayer, si l'homme consent à *«se déconstruire»*. Selon un auteur français bien-pensant, tout prêt à *«se démasculiniser»*, *«il faut être capable de se défaire de l'éducation qu'on a reçue, des réflexes qu'on a acquis, de l'idéologie de genre qu'on s'est forgée, de l'atmosphère de tolérance (envers l'«idéologie de la masculinité traditionnelle», NDLR) qui nous*

entoure, jusqu'à renoncer à être ce que l'on a toujours été». Mais ce n'est qu'un modeste palliatif pour tenter momentanément de pallier le «virilisme», cela ne nous en libérera pas définitivement. On pourrait pourtant aujourd'hui envisager une autre solution plus radicale, qui a un certain succès. Si on ne veut plus être un homme, pourquoi ne pas tout simplement devenir une femme? On peut bien changer de genre et devenir transgenre, ou si l'on veut aller jusqu'au bout de la transformation, devenir transsexuel. Ce type de changement est non seulement assez largement accepté mais il est même encouragé.

Les trans contre les femmes

De plus en plus, comme le note Helen Joyce (*journaliste britannique, NDLR*), «*des hommes qui ont violé et torturé des femmes obtiennent d'être transférés dans des prisons de femmes*» avec des conséquences dramatiques pour la sécurité. Le problème est que l'on préfère mettre en danger la majorité au profit d'une infime minorité de militants convaincus, qui se présentent comme des victimes éternelles. Leurs droits comme trans passent avant la sécurité des femmes emprisonnées. De même, les compétitions sportives féminines sont de plus en plus ouvertes aux hommes trans qui se déclarent femmes, indépendamment de toute considération physiologique. Ainsi, Lia Thomas, nageuse transgenre, a remporté très facilement en mars 2022 le 500 yards nage libre des championnats universitaires féminins américains: quatre ans auparavant, Lia Thomas concourait encore dans les compétitions masculines. Comme l'a très bien montré Linda Blade, ancienne championne et entraîneuse d'athlétisme, ces revendications signifient à terme la fin des compétitions féminines. Soumises à l'activisme trans, les fédérations sportives, les unes après les autres, ouvrent les compétitions féminines aux athlètes hommes qui s'auto-identifient comme femmes, sans aucun critère physiologique. Blade se bat contre cette tendance profondément misogyne: «*Soyons également réalistes: le sport est une chasse gardée basée sur la biologie. La recommandation d'ouvrir le sport féminin à des mâles est sans doute, quelle que soit l'intention, la décision la plus misogyne jamais prise dans l'histoire du sport.*» En effet, statistiquement, les athlètes masculins sont 40 % plus lourds, 15 % plus rapides, 30 % plus puissants, et 25 à 50 % plus forts que leurs homologues féminins, indépendamment de quelque intervention hormonale. L'idée que les trans hommes devenus femmes sont des femmes signe la fin du sport féminin et la revendication trans est devenue un moyen d'évincer définitivement les femmes du sport.

Un antiracisme destructeur pour les Noirs

Dans son dernier livre, *Le Racisme woke. Comment une nouvelle religion a trahi l'Amérique noire*, John McWhorter, professeur de linguistique à Columbia, démontre que les conséquences de ce soi-disant nouvel antiracisme sont particulièrement destructrices pour les Noirs. McWhorter s'en prend en particulier à un manuel de mathématiques qui souhaite «*démanteler le racisme dans les cours de mathématiques*» et qui fait partie du programme de «*mathématiques équitables*» de la fondation Gates. Ce livre se place sous la bannière d'Ibram X. Kendi et Robin DiAngelo (*essayistes et universitaire américains, NDLR*), pour expliquer que «*la culture de la suprématie blanche se manifeste dans les classes de mathématiques lorsque l'accent est mis sur l'obtention de la "bonne" réponse plutôt que sur la compréhension des concepts et du raisonnement*». Le but serait de «*démanteler le racisme dans l'enseignement des mathématiques*» et d'engager plus généralement «*le tournant sociopolitique dans tous les aspects de l'éducation, y compris les mathématiques*». Pour ce faire, plus de cours mais «*l'orchestration de discussions productives de mathématiques*» où les idées viendront spontanément des élèves. On ne devrait pas attendre des enfants noirs qu'ils maîtrisent la précision des mathématiques mais on devrait les féliciter d'en parler autour d'eux (...). Que périssent les mathématiques au nom de la «*lutte antiraciste*»! Il ne serait pas essentiel de «*faire réellement des calculs*», il faudrait plutôt «*savoir de quoi il s'agit avec les mathématiques*». McWhorter constate que «*tout le document est axé sur l'idée qu'il est immoral*

de faire en sorte que les enfants noirs soient précis». Exiger des étudiants qu'ils montrent leur travail ou qu'ils lèvent la main avant de parler serait raciste.

McWhorter conclut deux choses de ce manuel. D'abord, qu'il s'agit en fait de *«racisme présenté comme de l'antiracisme»*. Ensuite, McWhorter conclut que les promoteurs de cet enseignement antiraciste n'enseignent plus une science, mais une religion. *«Les humains peuvent sacrifier un enfant de 9 ans, une vierge, ou une veuve sur le bûcher en l'honneur d'un dieu, les humains peuvent sacrifier les enfants noirs en les privant de la maîtrise des mathématiques, afin de montrer qu'ils sont suffisamment éclairés pour comprendre que leur vie peut être affectée par le racisme et que, par conséquent, elle devrait être protégée de tout ce qui est un véritable défi.»* Cela, *«ce n'est pas de la pédagogie ; c'est prêcher»*. Et, comme le dit McWhorter, les propositions religieuses n'ont rien à faire sur la place publique et en particulier dans les écoles.

Formater les jeunes consciences

La religion woke ne se limite pas au seul monde universitaire, elle vise maintenant l'enseignement primaire et secondaire. Dans la mesure où les wokes sont des croyants convaincus, ils sont aussi des prosélytes. Ils veulent faire triompher leurs idées et former les nouvelles générations, plus malléables. Puisqu'il n'est pas toujours facile de convaincre des adultes que l'identité sexuelle n'a rien à voir avec le corps ou que le racisme est inhérent au fait d'être blanc, les wokes vont s'efforcer d'en persuader les enfants, dès leur plus jeune âge.

Le départ à la retraite des enseignants «boomers» leur laissera bientôt le champ libre. Dans l'ensemble du monde occidental, l'enseignement primaire et secondaire accorde désormais de plus en plus de place à l'enseignement du genre et à la promotion des identités transgenres. Il s'agit de dénoncer, dès la maternelle, les *«stéréotypes sexuels»* et d'encourager les enfants à *«explorer»* ou à *«déconstruire le genre»*. Les enfants doivent apprendre qu'il leur revient de choisir leur genre, qui ne dépend pas nécessairement de leur corps. En France, beaucoup de projets d'établissement scolaires visent à *«détricotier les stéréotypes de genre»*, notamment à l'occasion des «Journées du matrimoine». Ainsi se développe le «phénomène transgenre», qui voit des adolescents et des adolescentes demander à changer de genre ou de sexe .

En France, une circulaire du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a repris sans précaution le langage de l'*«affirmation de genre»* propre aux militants trans, y compris pour les jeunes enfants: *«Le seul indicateur fiable de l'identité de genre d'une personne, quel que soit son âge, est son autodétermination.»* Cette circulaire préconise que toute la communauté éducative accompagne la transition sociale du jeune, en utilisant son *«prénom d'usage»*, en ne discutant pas ses choix d'habillement et en le laissant utiliser les *«espaces d'intimité»* du genre qu'il se choisit. Comme l'ont noté récemment Caroline Eliacheff et Céline Masson (*qui publient La Fabrique de l'enfant-transgenre aux Éditions de L'Observatoire, NDLR*), *«la transition dite sociale met l'enfant sur des rails qui le dirigent tout droit vers la transition médicale»*. Cette volonté d'agir sur les très jeunes enfants se manifeste également autour de la question de la race. L'*«éducation antiraciste»* doit commencer le plus tôt possible puisque les enfants sont censés être racistes dès l'âge de six mois. Ibram X. Kendi a réalisé un bref livre d'images, *Antiracist Baby*, pour commencer cette éducation antiraciste dès le plus jeune âge. Les mêmes pratiques commencent à arriver dans les lycées et collèges français, où elles exacerbent les conflits communautaires. (...)

C'est là que le mouvement woke prend ses aspects les plus inquiétants: il ne fait pas mystère de sa volonté d'endoctriner les enfants. Pour les wokes les plus militants, comme les juristes Richard Delgado et Jean Stefancic (*universitaires américains considérés comme les pères de la théorie critique de la race, NDLR*), cette présence dans les écoles est le vrai signe de leur réussite: *«Voir la théorie critique de la race prendre son essor dans l'éducation a été une source de grande*

satisfaction pour nous deux.» Les années d'école, de collège et de lycée sont désormais des années d'endoctrinement continu par des enseignants qui ont eux-mêmes été convertis au wokisme à l'université. Il y a là une vraie dimension totalitaire et on ne peut que penser à la manière dont communistes et fascistes se sont efforcés d'enrégimenter les jeunes.

Grasset

***La Religion Woke* de Jean-François Braunstein Grasset, 288 p., 20,90€, à paraître le 14 septembre.**

12 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/ein-bisschen-marx-und-viel-geld-thomas-piketkys-schoene-neue-welt-ld.1701319>

Ein bisschen Marx und ganz viel Geld: Thomas Piketty will die Welt wieder einmal besser machen. Mit weniger Privateigentum und einem bedingungslosen Grundvermögen

Ungleichheit ist Thomas Pikettys Lebensthema. Jetzt hat der französische Ökonom ein Buch über Gleichheit geschrieben. Davon möchte er mehr. Und er weiss auch genau, wie das zu machen wäre.

Sergio Aiolfi

09.09.2022, 05.30 Uhr



Solange unter den Menschen nicht Gleichheit herrscht, kann von Gerechtigkeit nicht die Rede sein, sagt der französische Ökonom Thomas Piketty. Strassenszene an der Union Station in Toronto.

Thomas Pikettys Spezialgebiet ist die Ungleichheit. In seinem 2013 erschienenen Werk «Das Kapital im 21. Jahrhundert» beschreibt und analysiert er aufgrund einer Fülle historischer Daten, wie sich das Verhältnis von Arm und Reich vornehmlich in westlichen Gesellschaften entwickelt hat; meist wird die Kluft grösser, selten kleiner.

Dieses Grundmotiv zieht sich als roter Faden durch das ganze publizistische Schaffen des Pariser Ökonomieprofessors. Aufgrund seiner Struktur «erzeugt der Kapitalismus automatisch inakzeptable und willkürliche Ungleichheiten», schrieb er 2013. Wenn er nun ein Buch vorlegt, das von der «Geschichte der Gleichheit» handelt, lässt das aufhorchen.

Ein Wandel vom Saulus zum Paulus ist indessen nicht festzustellen. Piketty bleibt seinem kapitalismuskritischen Credo treu. Zwar räumt er ein, dass die heutigen Gesellschaften egalitärer seien, als es diejenigen um 1950, 1900 und oder gar im Ancien Régime waren. Bessere Gesundheit, allgemeine Bildung, eine höhere Lebenserwartung sind, wie Piketty schreibt, Errungenschaften, die in den kapitalistischen Ländern zum «massiven Abbau der Ungleichheit» beigetragen haben. Das ändert aber nichts an seiner Überzeugung, dass das privatwirtschaftliche Modell eine inhärente Tendenz zu wachsender Ungleichheit hat.

«Revolutionäre Augenblicke»

Wenn sich die Gegensätze in den vergangenen 200 Jahren entschärft haben, dann nur dank den sozialen Kämpfen der Gewerkschaften und linken Bewegungen. Nach Pikettys Auffassung lässt

sich die jüngere Geschichte mit all ihren Kriegen, Revolutionen und Rebellionen (von den Sklavenaufständen und dem Sturm auf die Bastille bis zu den «Gelbwesten» und der Black-Lives-Matter-Bewegung) als fortwährender Kampf um mehr Gleichheit verstehen.

Die Hypothese erinnert an das Marxsche Diktum, dass die Geschichte aller bisherigen Gesellschaften die Geschichte von Klassenkämpfen sei. War es bei Marx der Klassenkampf, der den Fortschritt brachte, sind es bei Piketty die «revolutionären Augenblicke, in denen politische Institutionen neu definiert werden»: die Kampagnen, die den Frauen das Stimmrecht verschafften, oder die Weltkriege, die zur radikalen Umverteilung der Vermögen (von den Reichen zum Mittelstand) führten. Der Wandel zu mehr Gleichheit könne friedlich erfolgen, schreibt Piketty; meist aber sei er das Resultat von Krisen, Konfrontationen und Katastrophen.

Daneben gibt es noch die konventionelleren Wege, die zu mehr Gleichheit führen und die Piketty bereits in früheren Werken dargestellt hat. So etwa die progressive Steuer, die zur Dekonzentration des Eigentums und zu seiner gleichmässigeren Verteilung beigetragen hat. Oder die massive Ausweitung des Sozialstaats, die erlaubt hat, «der herrschenden Klasse» die Kontrolle über die staatlichen Institutionen zu entziehen und die «Herrschaft des Marktes» zu brechen.

Gleicher ist nicht gleich genug

Die Crux besteht allerdings darin, dass trotz den Fortschritten die Gleichheit noch lange nicht so ist, wie sie für Piketty sein sollte. Solange das kapitalistische System Bestand habe, meint er, beruhe der Fortschritt einzig und allein auf der «Überausbeutung» menschlicher und natürlicher Ressourcen. Diese erkläre auch, warum der Süden arm und der Norden reich sei.

In Pikettys Argumentation spiegelt sich die bekannte, marxistisch inspirierte Weltsicht: «Die heutige Wohlstandsverteilung zwischen den Ländern dieser Welt ist zutiefst vom Erbe der Sklaverei und des Kolonialismus geprägt.» Er verweist auf die Not und das Elend, in welche die Kolonien durch die Interessenpolitik der europäischen Mächte gestürzt wurden. Er bleibt aber die Antwort schuldig, warum viele der einstigen Kolonien auch heute, mehr als ein halbes Jahrhundert nach ihrer Unabhängigkeit, der Armut noch immer nicht entronnen sind. Die Verantwortung dafür den Industrieländern zu geben, ist etwas gar platt. Die Möglichkeit, dass Armut auch etwas mit der Wirtschaftspolitik eines Entwicklungslandes zu tun haben könnte, wird vom Autor nicht in Erwägung gezogen.

Für Piketty steht fest, dass der Weg zu mehr Gleichheit «nur über eine tiefgreifende Veränderung des globalen Wirtschaftssystems verlaufen kann». Entsprechend radikal sind seine Vorstellungen, wie der egalitäre Idealzustand zu erreichen wäre. Der Wirtschaftsprofessor und scharfsinnige Analytiker historischer Daten wird dann zum eifernden Politaktivisten, dem die grosse Geste wichtiger zu sein scheint als der ökonomische Sachverstand.

Konfiskatorische Steuern und ein grosszügig ausgestatteter, umverteiler Sozialstaat sind quasi die Grundvoraussetzungen für mehr Gleichheit. Diese Errungenschaften haben in den 1980er Jahren, in der Ära Reagan/Thatcher, eine Schwächung erfahren. Für Piketty gilt es jetzt, sicherzustellen, dass die Bürger die Kontrolle über diese segensreichen Institutionen wieder zurückerobern. «Jedes Land und jeder Bürger sollen Anspruch auf einen Teil der Steuern haben, die den multinationalen Konzernen und Milliardären dieser Welt abverlangt werden müssen»,

schreibt er. Wie realistisch eine solche weltumspannende Umverteilung ist und wie sie vonstattengehen soll, erfährt man nicht.

Vermögen für jedermann

Eine weitere wirklichkeitsfremde Idee, die der Autor bereits 2019 im Buch «Kapital und Ideologie» präsentiert hat, wird im neuen Buch erneut zum Besten gegeben: Im Alter von 25 Jahren soll all jenen, denen keine private Erbschaft zuteilwird (etwa 50 Prozent der Bevölkerung), ein steuerfinanziertes Grundvermögen von 120 000 Euro zur Verfügung gestellt werden. Damit liesse sich die Chancengleichheit der Mittellosen mit Sicherheit verbessern, so ist Piketty überzeugt. Welche sonstigen Auswirkungen und Nebeneffekte ein solches Modell auf das gesamte Wirtschaftssystem hätte – Fragen, die einen Ökonomen eigentlich beschäftigen müssten –, ist für Piketty offenbar nicht von Belang.

Ähnlich salopp verfährt er bei der Behandlung des Privateigentums. Da es die Wurzel allen Übels ist und «der Verewigung von Ungerechtigkeiten und unbegründeten Machtpositionen» dient, muss es in seiner Wirkung eingeschränkt und «vergesellschaftet» werden. Eigentum soll nach Auffassung von Piketty nicht mehr als unantastbar oder als «natürliches Recht» gelten.

Da der Schutz des Eigentums – oder dessen Sakralisierung, wie er es nennt – nichts zur Wirtschaftsentwicklung und zum menschlichen Fortschritt beitrage, ist es aus seiner Sicht nichts als legitim, dass sich der Staat des Privateigentums bemächtigt. Bemerkenswert ist die Formulierung, man müsse sich das Eigentum eher als «Sozialeigentum und Eigentum auf Zeit denn als Privateigentum im strengen Sinne vorstellen».

Alle Macht der Belegschaft

Angesichts eines solchen Statements versteht sich von selbst, dass Piketty wenig Sympathien für die Kapitaleigner von Unternehmen hegt. Er plädiert zwar nicht für ihre Enteignung, aber doch für eine drastische Einschränkung ihres Einflusses. Er schlägt ein einfaches Modell vor: Je mehr Beschäftigte ein Betrieb hat, desto geringer sollen die Stimmrechte der Aktionäre sein.

Konkret: Ab einer Belegschaft von 100 Personen haben die Kapitaleigner nichts mehr zu sagen. Mittel- und Grosskonzerne stünden somit ausschliesslich unter der Befehlsgewalt der Beschäftigten. Der Gedanke scheint selbst dem Autor etwas kühn, weshalb er betont, dass die beschriebenen Parameter nur der Veranschaulichung dienen und «umfassend diskutiert und erprobt werden müssten».

Zu lösen bleibt schliesslich das Problem der Kapitalflucht. Damit die Investoren einem Land, in dem sie konfiskatorisch besteuert und um ihre Aktien-Stimmrechte gebracht werden, nicht einfach den Rücken kehren, muss ihnen der Exodus so schwer wie möglich gemacht werden. Es gilt, dem «Steuerdumping» und der «Besessenheit mit dem freien Kapitalverkehr», die seit den EU-Maastrichter Verträgen von 1992 besteht, ein Ende zu bereiten. Steuerdumping muss mit Sanktionen belegt und der Kapitalverkehr an «explizite fiskalische und soziale Gerechtigkeitsbedingungen» geknüpft werden.

Piketty scheint vom unerschütterlichen Glauben beseelt, dass von staatlichen Interventionen nur Gutes kommen kann und dass dies der Weg zu mehr Gleichheit ist. Die chinesische Sozialismusvariante («eine perfekte digitale Diktatur») lehnt er entschieden ab und verfiert dagegen ein Modell mit vielen schönen Attributen: Für ihn muss Sozialismus demokratisch, partizipativ, föderal, ökologisch, multikulturell, dezentral und universalistisch sein.

Der damit verbundene Sozialstaat soll die Unternehmensmacht neu verteilen sowie Bildungsgleichheit, Beschäftigung und Erbschaften für alle garantieren. Piketty schwebt ein steuerfinanziertes sozialpolitisches Schlaraffenland mit einer «entmarkteten» Wirtschaft vor, ein «alternatives Modell», das den unschlagbaren Vorteil hat, dass man sich über seine Wirtschaftlichkeit keine Gedanken machen muss.

Thomas Piketty: Eine kurze Geschichte der Gleichheit. C. H. Beck, München 2022. 264 S. Fr. 37.90.

12 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/business/2022/09/11/germany-faces-a-looming-threat-of-deindustrialisation>

Business | Morgenthau's revenge

Germany faces a looming threat of deindustrialisation

Crunch time for a business model built on Russian gas and Chinese demand



Sep 11th 2022 | BERLIN

In a book from 1945 entitled “Germany Is Our Problem”, Henry Morgenthau, America’s treasury secretary, presented a proposal to strip post-war Germany of its industry and turn it into an agricultural economy. Though his radical proposal had some influence on Allied plans for the occupation of Germany after Hitler’s defeat, it was never implemented.

Almost 80 years later Vladimir Putin might achieve some of what Morgenthau, whose parents were both born in Germany, had in mind. By [weaponising the natural gas](#) on which Germany’s mighty industrial base relies, the Russian president is eating away at the world’s fourth-biggest economy and its third-biggest exporter of goods. It doesn’t help that at the same time, Germany’s largest trading partner, China, which bought €100bn (\$101bn) of Germany goods last year, including cars, medical equipment and chemicals, is in the midst of a [severe slowdown](#), too. A national business model built in part on cheap energy from one autocracy and abundant demand from another faces a severe test.

The consequences could be dire for [Deutschland ag](#): German blue chips have suffered more amid this year’s market turmoil than counterparts elsewhere, dropping 27% year to date in dollar terms, almost twice the fall in Britain’s ftse 100 or America’s s&p 500 index. “The substance of our industry is under threat,” warned Siegfried Russwurm, boss of the bdi, the association of German industry, last month. The situation was looking “toxic” for many businesses, he said. And through globalised supply chains the poison could spread to the rest of the industrialised world, which relies heavily on German manufacturers.

German industry’s biggest problem is the spiralling cost of energy. The electricity price for next year has already increased 15-fold, and the price of gas ten-fold, says the bdi. In July industry consumed 21% less gas than in the same month last year. That is not because companies used energy more efficiently. Rather, the fall was due to a “dramatic” reduction in output. Since June the Kiel Institute for the World Economy, a think-tank, has revised down its forecast of gdp growth in 2022 by 0.7 percentage points, to 1.4%. It now expects the economy to contract in 2023 and inflation to exceed this year’s with 8.7%.

Smaller firms are hardest hit. According to a survey in July by [fti Andersch](#), a consultancy, of 100 medium-sized “pocket multinationals” of Germany’s Mittelstand, smaller companies are struggling more than bigger ones. Almost a quarter of firms with fewer than 1,000 employees have cancelled or declined orders or are planning to do so, compared with 11% of those with more than 1,000 staff. In the land of

more than 3,000 types of bread, around 10,000 bread producers are struggling as never before in post-war Germany. They need electricity and gas to heat ovens and run kneading machines, even as they contend with the higher costs of flour, butter and sugar, as well as of bakers. A shop assistant at the 127-year-old Wiedemann chain of bakeries in Berlin reports that the firm is desperately short-staffed and trying to save energy by, for instance, keeping outlet ovens cool and baking all the loaves at headquarters.

Another recent survey, by the bdi, of 600 medium-sized companies found that almost one in ten interrupted or reduced output because of high input costs. More than nine in ten said that rocketing prices of energy and raw materials is a big or existential challenge. One in five is thinking about transferring part or all of their production to another country. Two-fifths said investments in greener production methods will have to wait.

Bigger energy-intensive business such as chemicals or steel face a similar predicament, exacerbated by the need to compete with rivals in other countries where the cost of energy is lower. basf, a chemicals giant which uses natural gas for both energy and as an input, has already cut production and may need to slash it further. Thyssenkrupp, another big steelmaker, has lost half its market value since January.

Big multinational companies often have factories in other countries where energy is cheaper. But many, including basf, with its vast city-sized complex in Ludwigshafen, nevertheless continue to produce a lot at home. Even if costs of raw materials moderate, as some have begun to, and the government comes to the rescue with energy-related support, as it has vowed, cost pressures will not disappear. In particular, companies are bracing for a brutal round of annual wage negotiations with Germany's powerful unions. Those between ig Metall, Germany's biggest union, and employers in the mighty car industry, are about to kick off. "The ig metall will not accept anything below an 8% increase," predicts Ferdinand Dudenhöffer of the Centre Automotive Research, a think-tank.

The higher costs are becoming harder to pass on to consumers. Hakle, a big maker of loo paper, has filed for insolvency after being unable to pass onto clients the huge increase of production costs. After several fat years, carmakers' order books are thinning as inflation burns a hole in car buyers' wallets. The next two or three years will be very lean, predicts Mr Dudenhöffer. Car companies cannot easily modify production processes. Instead, they will cut costs by slashing spending on administration, and research and development. As with the Mittelstand, the car industry's belated efforts to reimagine itself for an era of electric and self-driving cars are likely to suffer a setback as a result. Some will probably relocate production to lower-cost countries.

Holger Schmieding, chief economist of Berenberg, a private bank, predicts that, with energy prices likely to remain high for a while, 2-3% of Germany's industrial companies that use energy-intensive production processes will relocate abroad. A higher share of industrial firms will reduce their production this winter and next. ArcelorMittal, another steel behemoth, has announced plans to close down two mills in northern Germany and put employees on furlough. Stickstoffwerke Piesteritz, Germany's largest producer of ammonia and urea, two important chemical inputs, shut down its ammonia factories in Saxony-Anhalt.

In a demonstration of how such moves ripple through supply chains, the shutdown has triggered an shortage of AdBlue, a basf product that is crucial for cleaning the engines of the diesel trucks that help connect Germany to markets abroad. Stefan Kooths of the Kiel institute forewarns that "an economic avalanche is rolling towards Germany". Before long the reverberations will be felt by German companies' global customers.

12 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/12/438635-acceleration-des-energies-renouvelables-une-mauvaise-reponse>

12 septembre 2022

Accélération des énergies renouvelables : une mauvaise réponse

Loic Rousselle

L'implantation massive d'éoliennes et de capacités solaires nouvelles est-elle un atout pour produire de l'énergie propre ?



Le gouvernement souhaite faire adopter à l'automne un projet de loi d'accélération des énergies renouvelables afin d'augmenter significativement la part de l'[éolien](#) et du [solaire](#) dans le mix énergétique français.

Dans l'exposé des motifs du texte de loi, il est énoncé que « *la France accuse un retard* » dans ces domaines par rapport à ses voisins européens.

Mais le texte de loi évite la question qui nous intéresse vraiment : l'implantation massive d'éoliennes et de capacités solaires nouvelles, est-elle un atout pour produire de l'énergie propre ?

Étymologiquement, le mot écologie signifie « *économie de la maison* », ce qui signifie qu'il est ici question de réaliser les meilleurs arbitrages, sans gabegie financière inutile, afin de transmettre à nos enfants un pays le plus intact et prospère possible.

Le paradoxe de l'éolien et du solaire

L'objectif de la transition énergétique est de produire un maximum d'énergie décarbonée afin d'éviter de contribuer au dérèglement climatique. C'est cet unique critère qui doit guider les choix publics.

La situation de départ de notre pays est excellente car en France 86 % de l'électricité est produite sans émission de carbone (énergie propre), essentiellement par les filières nucléaires et hydroélectriques. Nos voisins allemands ont développé massivement l'éolien et le solaire avec [un bilan mitigé](#) car l'intermittence de la production oblige à recourir à des centrales thermiques, au gaz ou au charbon, afin de pallier les baisses de production d'électricité quand le vent et le soleil se font désirer. Finalement, nos voisins allemands ne produisent que 39 % d'électricité propre.

C'est là que se situe le paradoxe du solaire et de l'éolien : ces énergies bénéficient d'un excellent a priori dans l'imaginaire collectif car tirer son énergie de la lumière du Soleil et de la force du vent véhicule une image puissamment romantique. Mais la réalité est malheureusement assez décevante car le corollaire de ces énergies est l'utilisation indispensable d'énergies fossiles pour [compenser les creux de production](#).

Du point de vue de la production électrique française, implanter massivement des éoliennes sans avoir de capacités suffisantes de stockage des pics de production (ce qui est le cas actuellement), fera nécessairement baisser la part d'électricité propre que nous produirons et nous obligera à produire ou à importer de l'électricité provenant de combustibles fossiles pour compenser les creux de production. L'inter-connexion des réseaux électriques européens permet théoriquement de lisser les productions d'énergie solaire et éolienne en pariant sur le fait que les pics ne se produiront pas partout en même temps. Malheureusement, l'expérience montre que les pics sont assez bien synchronisés dans les pays d'Europe de l'ouest.

Ainsi, ces sources d'énergie d'apparence propres externalisent en quelque sorte d'importants rejets de carbone avec un impact sur le climat, bien entendu, mais aussi sur la santé humaine. Un TéraWattheure (TWH) d'électricité produite avec du charbon provoque une pollution atmosphérique qui causera 30 décès en moyenne quand un TWH d'électricité nucléaire ou hydro-électrique n'en cause aucun.

Une autre pollution invisible est externalisée, il s'agit du carbone rejeté dans l'atmosphère lors de la production des éoliennes et des panneaux photovoltaïques, la plupart de ces derniers installés en France sont produits en Chine. Cette production engloutit beaucoup d'énergie issue du charbon ! Le retour carbone (temps nécessaire pour que l'énergie électrique délivrée par le panneau dépasse celle qui a été nécessaire pour le produire) de ce type de panneaux est de trente ans, soit plus que sa durée de vie.

L'impact sur l'environnement des éoliennes et des fermes solaires est considérablement sous-estimé : Les pales des éoliennes [tuent chaque année](#) des centaines de milliers d'oiseaux et des millions de chauves-souris dans le monde. La [production de panneaux solaires](#) nécessite une masse de matériaux 18 fois supérieure et 450 fois plus d'espace que le nucléaire pour la même quantité d'électricité produite.

L'écologie consiste à faire les meilleurs arbitrages en faveur de la protection de la nature

Est ce vraiment là le meilleur des arbitrages ?

Avec une partie seulement de l'argent public qui a été utilisé pour implanter des éoliennes importées en France, il aurait été possible de financer des pompes à chaleur produites localement pour les 15 millions de foyers français, ce qui aurait permis de développer en France une filière d'excellence, de créer 200 000 emplois, de diminuer notre facture d'importation d'hydrocarbures de 10 milliards par ans et surtout de baisser de 20 % nos émissions de carbone.

Vient ensuite la question de l'équilibre financier des productions d'électricité solaire et éolienne.

Le prix de l'électricité est fonction de l'offre et de la demande. Lors des pics de production, l'offre excède la demande et les prix de vente deviennent ridiculement bas. Le cas du Danemark est édifiant à ce titre. Le Danemark, qui a implanté beaucoup d'éoliennes, se retrouve régulièrement avec un excès de production d'électricité lors des pics. Pour pouvoir s'en délester (ce qui est indispensable afin de ne pas endommager le réseau électrique), un accord a été passé avec la Norvège. Celle-ci possède une grande quantité de centrales hydro-électriques qui peuvent être aisément équipées de stations de pompage [\(STEP\)](#).

Les pics de production d'électricité éolienne danoise servent donc à remonter de l'eau dans des réservoirs de centrales hydro-électriques. L'eau pourra ensuite être relâchée afin de produire de l'électricité lors des pics de consommation. Cette solution élégante de stockage de l'énergie électrique possède en outre un excellent rendement (80 %). La situation se gâte lorsque l'on entre dans les considérations financières. Lors des pics de production danois, la valeur de l'électricité est très basse car il y a surproduction, la Norvège achète alors l'électricité danoise au prix marginal de production du Mégawattheure hydro-électrique, c'est-à-dire pour quasiment rien. Par contre, lors des pics de consommation, la Norvège revend l'électricité au Danemark au prix du marché, donc au prix fort ! La fureur des contribuables danois est telle qu'ils ont exigé et obtenu [un moratoire sur l'implantation des éoliennes](#).

Installer de grosses capacités de production d'électricité éolienne ou photovoltaïque sans avoir développé auparavant, et localement, des capacités de stockages suffisantes est une aberration économique.

Ce type d'aberrations économiques se produit inévitablement lorsque la prise de décision est réalisée par des intervenants qui ne subiront pas les conséquences de leurs erreurs, comme ce sera le cas avec la loi d'accélération des énergies renouvelables si elle est adoptée.

Pour remédier à ce problème, le seul système qui a fait la preuve de sa capacité à délivrer les bonnes incitations est le marché libre. Le marché libre nécessite bien évidemment un prix de l'énergie libre, l'absence de subventions et une parfaite interconnexion des réseaux électriques reliant les pays européens.

Les prix libres de l'énergie sont les alliés des écologistes responsables car ils ont la capacité d'inciter spontanément les individus à s'engager dans une démarche d'économie d'énergie, d'isolation de l'habitat ou d'équipement du domicile en pompe à chaleur quand cela leur semble intéressant.

Pour que les comportements vertueux s'installent dans la durée et pour qu'une réponse efficace aux défis environnementaux se mette naturellement en place il est nécessaire que les Français y trouvent leur compte !

12 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/wilhelm-von-humboldt-bleibt-fuer-universitaet-und-bildung-aktuell-ld.1701611>

KOMMENTAR

Mit dem Humboldtschen Bildungsideal gegen den Zeitgeist: Neben dem Naturforscher Alexander von Humboldt wird der Bruder Wilhelm oft ignoriert. Dabei hätte er zur Freiheit von Wissenschaft und Bildung viel zu sagen

Der auf Umweltschutz und sozialen Ausgleich gepolte Zeitgeist blendet den älteren Humboldt-Bruder oft aus. Er wusste noch, wie autonom eine Universität und wie offen Debatten sein sollten.

Sven Titz

12.09.2022, 05.30 Uhr



Wilhelm von Humboldt war Wissenschaftler, Diplomat und Bildungsreformer im preussischen Berlin.

In letzter Zeit ist Alexander von Humboldt, der weitgereiste Naturforscher, weithin gefeiert worden. Vor drei Jahren wurde sein 250. Geburtstag begangen. Die Welle der Verehrung ist seitdem nur wenig abgeebbt.

Die Anbetung, die Alexander heute erfährt, ist allerdings in vielen Fällen ein Symptom des Zeitgeists. Artenvielfalt, Klima, die indigene Bevölkerung Lateinamerikas – alles Themen, die heute weit über Gruppen von Links- und Umweltaktivisten hinaus ungeheuer attraktiv sind, weil sie in die Werbung für eine sozialökologische Umformung der Gesellschaft passen. Eine historische Figur wie Alexander von Humboldt eignet sich da hervorragend als Held und Prophet, und in diesem Sinne interpretieren manche auch all seine Leistungen. Damit werden sie ihm aber kaum gerecht. Und sein Bruder wird beim Blick durch diese Brille nahezu unsichtbar.

Der gleiche Zeitgeist, der Alexander auf ein Podest hebt, sorgt dafür, dass Wilhelm, der ältere Bruder, deutlich weniger bekannt ist. Dabei war er für Wissenschaft und Bildung ebenso bedeutsam. Wie autonom Hochschulen sein sollten, wie Studiengänge aufgebaut und wie tolerant Debatten geführt werden – zu allen drei Aspekten finden sich wertvolle Anregungen bei Wilhelm.

Der jüngere Humboldt wird zum Teil überhöht

Ausstellungen und Medienberichte haben Alexander vor allem als einen kosmopolitischen Naturgelehrten gepriesen. Und gewiss – für die Wissenschaft war der Berliner Gelehrte ein Pionier, denkt man an seine Expeditionen nach Lateinamerika, Sibirien und in andere Weltregionen. Doch zum Teil ist der Enthusiasmus arg übertrieben. So wird Alexander als erster Ökologe und Klimaforscher bezeichnet, obwohl viele grundlegende Einsichten erst Forschern gelangen, die nach ihm lebten.

Durch seine Studienfahrten in ferne Länder hat Alexander von Humboldt den Horizont der Wissenschaft stark erweitert. Er sammelte etliche Belege und erkannte wichtige ökologische Zusammenhänge. Dadurch trug er zu dem Fundament bei, auf dem Disziplinen wie die Umweltwissenschaften und die Klimaforschung entstehen konnten. Aus der Taufe gehoben hat er diese Disziplinen aber nicht. Das wäre zu viel der Ehre. Die moderne Ökologie entwickelte sich Ende des 19. Jahrhunderts, die moderne Klimaforschung sogar noch später.

Der ältere Bruder bleibt im Schatten

Die Wirkung, die Wilhelm von Humboldt ausübte, steht der seines Bruders keineswegs nach. Seine Theorie zur Bildung und sein praktisches Wirken als Bildungsreformer in Preussen waren wegweisend für die Entwicklung der modernen Schulen und Hochschulen des Westens. Eng mit seinem Namen sind ausserdem die Anfänge der vergleichenden Sprachwissenschaften und der Anthropologie verknüpft. Nicht zuletzt gilt Wilhelm, der auch als Diplomat tätig war, als einer der frühen Ideengeber des Liberalismus, auf den sich beispielsweise der britische Philosoph John Stuart Mill bezogen hat.

Dass man heute noch vom «Humboldtschen Bildungsideal» spricht, geht nicht auf Alexander zurück, sondern auf Wilhelm. Dieses Ideal steht ganz im Zeichen der freien Selbstentfaltung des Individuums. Das zugrunde liegende Menschenbild hielt Wilhelm in den «Ideen zu einem Versuch, die Grenzen der Wirksamkeit des Staats zu bestimmen» fest, einer politischen Schrift aus dem Jahr 1792.

Zwei Sätze charakterisieren sein Menschenbild besonders gut: «Der wahre Zweck des Menschen (. . .) ist die höchste und proportionierlichste (gleichmässigste, Anm. der Red.) Bildung seiner Kräfte zu einem Ganzen. Zu dieser Bildung ist Freiheit die erste und unerlässliche Bedingung.»

Gerade in einer Zeit, in der Universitäten vermehrt politischem Druck ausgesetzt sind, ist es lohnend, sich mit Wilhelm von Humboldts Wirken zu beschäftigen und seine Schriften zu lesen. Ihm, der aus adliger Familie stammte, aber gemeinsam mit seinem Bruder von dem fortschrittlichen Pädagogen Joachim Heinrich Campe unterrichtet und früh zu selbständigem Denken erzogen wurde, war die autoritäre Führung von Menschen höchst suspekt.

«Wer oft und viel geleitet wird, kommt leicht dahin, den Ueberrest seiner Selbstthätigkeit gleichsam freiwillig zu opfern», schrieb er einmal. «Er glaubt sich der Sorge überhoben, die er in fremden Händen sieht, und genug zu thun, wenn er ihre Leitung erwartet und folgt.»

Wilhelms Konzept für Hochschulen trug Früchte – in den USA

Insofern ist es folgerichtig, dass die Einheit von Forschung und Lehre eine tragende Rolle in Wilhelms Hochschulkonzept spielt. Die Universität sollte demnach nicht die unkritische Übernahme von Lehrmeinungen fördern, sondern Neugier und selbständiges Denken. Darum sollten die Studenten bereits sehr früh zu forschen beginnen – im ständigen Austausch mit Gleichaltrigen und mit erfahrenen Wissenschaftlern.

Wilhelm war darüber hinaus einer der Ersten, die eine Unabhängigkeit der Hochschulen von staatlichem Einfluss forderten: «Öffentliche Erziehung scheint mir (. . .) ganz ausserhalb der Schranken zu liegen, in welchen der Staat seine Wirksamkeit halten muss.»

Auf seine Initiative geht die Gründung der Friedrich-Wilhelms-Universität im Jahr 1809 in Berlin zurück, der heutigen Humboldt-Universität zu Berlin. In ihr konnte er sein Hochschulkonzept erstmals in Teilen umsetzen. Schon bald hatte die Berliner Universität durchschlagenden Erfolg.



Vor dem Hauptgebäude der Humboldt-Universität zu Berlin befindet sich auch eine Statue von Wilhelm von Humboldt – neben der seines Bruders. Bildagentur-Online / Universal Images

Auf besonders fruchtbaren Boden fiel das liberale Hochschulkonzept von Wilhelm allerdings gar nicht in Europa, sondern in den USA. Gerade die dortigen Eliteuniversitäten haben sich später an dem Humboldtschen Modell orientiert.

Berufsbildung gründete für Wilhelm auf Allgemeinbildung

Das heutige Universitätswesen in Europa mit dem Bologna-Punktesystem würde Wilhelm nur bedingt gefallen. Zwar würde er die Ermunterung zu Gastsemestern im Ausland und zur Mehrsprachigkeit gutheissen. Doch dass bereits die Bachelor-Studiengänge für den Beruf qualifizieren müssen, hätte er nicht gut gefunden. Denn das schränkt den Spielraum für den Erwerb der akademischen Allgemeinbildung ein, was nicht in seinem Sinne gewesen wäre.

«Es gibt schlechterdings gewisse Kenntnisse, die allgemein sein müssen, und noch mehr eine gewisse Bildung der Gesinnung und des Charakters, die keinem fehlen darf», schrieb Wilhelm einmal ganz grundsätzlich. Er hätte die Spezialisierung ans Ende des Studienplans gestellt. Gegen eine Hochschulpolitik, die ständig auf die ökonomische Eignung der Absolventen schießt, hätte er also wahrscheinlich protestiert.

Heute zählt der Name Humboldt zur Allgemeinbildung. Wer der populären Vorstellung anhängt, dass sich der Mensch demütig in die vielfältigen Zusammenhänge der Natur einfügen soll, zitiert heute gerne Alexander. Ob das diesem immer gefallen würde, sei dahingestellt. Doch Wilhelm, der so oft im Schatten seines Bruders steht, ist nicht minder aktuell.

Zu den laufenden Debatten lassen sich auch in dem Werk des liberalen Bildungsreformers eine Menge Anregungen finden. Das betrifft nicht nur die von ihm propagierte Hochschulautonomie, die bis heute von Autokratien wie Russland beschnitten wird, sondern auch die Debattenkultur an Hochschulen der westlichen Demokratien.

Was hätte Wilhelm von Humboldt zum Diversity-Streit gesagt?

In manchen westlichen akademischen Institutionen lösen Meinungen, die dem «progressiven» Zeitgeist widersprechen, zum Teil Reaktionen grösster Empfindlichkeit aus. So löschte zum Beispiel die Deutsche Forschungsgemeinschaft 2020 vorübergehend einen Audiobeitrag des Kabarettisten Dieter Nuhr zum Wert von Wissenschaft von ihrer Website. Der Beitrag hatte Proteste von Wissenschaftlern ausgelöst, die an Nuhrs Auftritten Anstoss nahmen.

Wilhelm hätte für derlei Empfindlichkeiten wenig Verständnis gehabt. Er plädierte dafür, sich mit einer grossen Vielfalt der Charaktere und Meinungen zu konfrontieren, um die Mündigkeit der Urteilsbildung zu fördern. «Auch der freieste und unabhängigste Mensch, in einförmige Lagen versetzt, bildet sich minder aus», hielt er einmal fest.

Wie Wilhelm von Humboldt auf Trendthemen wie die Förderung von Diversity reagiert hätte – darüber kann man nur spekulieren. Die Grundidee hätte er wahrscheinlich begrüsst. Er hätte aber darauf hingewiesen, dass echte Diversity sich nicht auf Herkunft oder Hautfarbe beschränken sollte, sondern auch eine Vielfalt der Weltanschauungen einschliessen müsste. Je mehr der Mensch sich vielfältigen Einflüssen öffne, desto mehr neue Seiten würden in ihm angespielt, fand der Berliner Gelehrte. Dieses Prinzip beschrieb er als anspruchsvoll, aber lohnend.

Es wird Zeit, den älteren der Humboldt-Brüder wieder mehr ins Rampenlicht zu rücken. Seine Grundidee einer Universität, die von staatlicher Einflussnahme frei ist und in der mit grösster Offenheit diskutiert wird – sie könnte heute noch auf so manchen Hochschulmanager eine belebende Wirkung ausüben.

12 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/europa-im-reparaturbetrieb-finanzminister-streiten-um-die-schuldenregeln-18308909.html?premium>

EUROPA IM REPARATURBETRIEB:

Finanzminister streiten um die Schuldenregeln

VON [WERNER MUSSLER](#)

-AKTUALISIERT AM 11.09.2022-20:35



Bild: [\\$image.photoCredit](#)

Die EU-Schuldenregeln sollen einfacher, flexibler, zielgerichteter und realistischer werden. Das wird schwer. Die Finanzminister sind sich nur im Grundsatz einig.

Wer nach der Zukunft der Haushalts- und Finanzpolitik in der [EU](#) oder im Euroraum fragt, hat die Wahl zwischen einer kurzen und einer langen Antwort. Die kurze, etwas zugespitzte lautet: Eine gemeinsame Politik gibt es heute weniger denn je.

Alle Mitgliedstaaten betreiben – trotz anderslautender Bekenntnisse – eine Finanzpolitik nach je eigenem Gusto, ohne größere Koordinierung untereinander oder Aufsicht durch die EU-Kommission. Wenn das zu Schwierigkeiten führt, greift die [Europäische Zentralbank](#) (EZB) ein und bewahrt Staaten mit hohen Schulden vor Solvenzproblemen, indem sie deren Anleihen aufkauft. Ihr neues „Antifragmentierungsinstrument“, mit dem die Zentralbank steigende Risikoaufschläge auf Anleihen einzelner Eurostaaten ausgleichen will, ist das jüngste Beispiel. Derweil versuchen sich die Staaten darin, Einfluss auf die Preise zu nehmen – obwohl die Inflationsbekämpfung Sache der EZB wäre.

Die lange Antwort lautet: Es ist nun einmal schwierig, eine Währungsunion ohne politische Union zu betreiben. Und den Versuch, diesen Mangel über ein für alle Staaten gültiges fiskalpolitisches Rahmenregelwerk – den EU-Stabilitätspakt – zu kompensieren, hat die Eurozone ja unternommen. Aber der Pakt hat seit der Euro-Einführung nur nicht besonders gut funktioniert. Weil er mit der Zeit völlig wirkungslos geworden ist, soll er nun – wieder einmal – überholt und reformiert werden, mit begrenzter Aussicht auf Erfolg.

Dem Pakt liegt die Idee zugrunde, dass sich alle Eurostaaten an gemeinsame haushaltspolitische Regeln halten – und dass sie Sanktionen befürchten müssen, wenn sie das nicht tun. Die Maastrichter

Budgetziele – höchstens 3 Prozent der Wirtschaftsleistung für die jährliche Neuverschuldung und 60 Prozent für die Schuldenquote – waren 1992 willkürlich gegriffen worden, aber gut nachvollziehbar. Die detaillierten Bestimmungen, mit denen der Ablauf von Defizitverfahren bei der Verletzung der Haushaltsziele geregelt wurden, waren schon viel weniger nachvollziehbar – und wurden fast nie angewendet.

Der erste große Sündenfall – der folgenlose Bruch der Regeln durch Deutschland und Frankreich 2003 – zeigte, woran der Pakt seit je krankt: Die Staaten beschließen am Ende selbst, ob sie über einen der ihren Sanktionen – die theoretisch bis zu Geldbußen reichen könnten – verhängen. Potentielle künftige Haushaltssünder richten also über jetzige Sünder. Die Folge dieser Regel war, dass es praktisch nie zu Sanktionen kam.

Geändert wurde der Pakt seither mehrfach: 2005 wurde er flexibilisiert, um mehr Ausnahmen zuzulassen, die ein Überschreiten der Maastrichter Grenzwerte rechtfertigen. Damit wurde das deutsch-französische Gebaren im Nachhinein legitimiert. Im Jahr 2011, als in der Eurokrise die Schuldenstände in die Höhe schossen, kamen die EU-Politiker zu dem Schluss, dass wirksamere Regeln für den Abbau zu hoher Schulden eingeführt werden sollten. Erstmals erkannten sie, dass die Maastrichter Regeln sich nicht nur auf die Neuverschuldung, sondern auch auf den Schuldenstand bezogen.

Beschlossen wurde damals erstmals eine Regel, die ausschließlich den Schuldenabbau zum Ziel hatte: die sogenannte Ein-Zwanzigstel-Regel. Sie legt fest, dass ein Land, dessen Schuldenstand über 60 Prozent der Wirtschaftsleistung liegt, die Schulden jedes Jahr um ein Zwanzigstel des Abstands zu 60 Prozent reduzieren muss. Wendete man die Regel auf Griechenland mit seinem Schuldenstand von über 200 Prozent an, müsste das Land seine Schulden jedes Jahr um 7 Prozentpunkte seiner Wirtschaftsleistung senken – ein Ding der Unmöglichkeit.

Auch diese Bestimmung wurde nie durchgesetzt. Stattdessen führte der damalige Währungskommissar Pierre Moscovici 2015 neue Regeln für sich selbst ein. Es handelte sich formal nur um Durchführungsbestimmungen für Defizitverfahren. Faktisch räumte sich die [EU-Kommission](#) noch einmal erheblich mehr Spielraum für die Beurteilung nationaler Haushaltspolitik ein. Moscovici lobte sich dafür, dass die Flexibilität nun fast grenzenlos war – und sein Chef, Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker, konnte erläutern, dass seine Behörde mit Frankreich besonders milde umging, „weil es Frankreich ist“.

Schon in der Finanz- und Eurokrise und später wieder in der Corona-Pandemie wurde der Pakt ganz außer Kraft gesetzt. Das Regelwerk sieht diese Möglichkeit für den Fall schwerer Wirtschaftskrisen vor, und sie war in den beiden Fällen sicher gerechtfertigt. Ob die kürzlich beschlossene Verlängerung dieses Ausnahmezustandes bis Ende 2023 Sinn ergibt, ist indes nicht so sicher.

Die EU-Finanzminister haben sich immerhin von der Idee verabschiedet, der Staat müsse in den kommenden Monaten seine Ausgaben weiter erhöhen. Auf ihrem informellen Treffen am Wochenende in Prag verpflichteten sie sich vorerst, der Inflationsbekämpfung den Vorrang vor neuen Schulden zu geben. „Wir müssen bei einer mindestens neutralen Finanzpolitik bleiben. In Zeiten mit hoher Inflation lässt sich anders als in der Corona-Pandemie keine allgemeine Wirtschaftsförderung betreiben“, sagte Finanzminister [Christian Lindner](#) (FDP). Auch eine generelle Subvention von Energiepreisen sei nicht möglich.

Das von Lindner beschriebene Dilemma wirft ein Schlaglicht auf die Diskussion über die Reform des Pakts, welche die Minister in Prag fortsetzten. Sie wird in ein neues Stadium treten, wenn die EU-Kommission in der zweiten Oktoberhälfte ihre „Orientierungen“ vorlegt, die vielleicht in leicht veränderte Regeln münden. Zahllose Reformvorschläge sind in den vergangenen Monaten in Brüssel eingegangen, mit großen Unterschieden im Inhalt. Vereinzelt wurde argumentiert, dass die Regeldiskussion nicht ausgerechnet jetzt, in Zeiten großer ökonomischer Unsicherheit, geführt werden sollte.

Lindner sagte zu der Diskussion in Prag, die „Vorstellungen über konkrete Reformen“ gingen noch deutlich auseinander. Der Vizepräsident der EU-Kommission [Valdis Dombrovskis](#) hob dagegen eine grundsätzliche Einigkeit der Minister darüber hervor, was zu ändern sei. Beide haben nicht ganz unrecht – was vermuten lässt, dass der Kompromiss, auf den man sich am Ende einigen könnte, nicht allzu konkret werden dürfte.

Dombrovskis nannte in Prag vier Prinzipien, an denen sich der Kommissionsvorschlag orientieren werde: Erstens müssten die Regeln generell einfacher werden. Zweitens müssten wirksame Instrumente für den Schuldenabbau gefunden werden. Drittens müssten die Regeln besser durchgesetzt werden. Viertens solle es keinen „One Size Fits All“-Ansatz mehr geben – was konkret bedeutet, dass die Kommission die Länder nicht mehr nach einem gemeinsamen Maßstab, sondern nach von ihr jeweils im Einzelfall formulierten Kriterien beurteilen will. Die dahinter stehende Grundidee lautet, dass etwa Griechenland anders behandelt werden müsse als beispielsweise Estland.

Über die ersten drei Prinzipien besteht in der Tat Einigkeit. Sie sind allgemein genug. Auch Lindner ist der Meinung, dass sich etwa die Ein-Zwanzigstel-Regel nicht bewährt hat. Aber speziell gegen das vierte Prinzip hat Deutschland Einwände, weil es der Kommission ermöglichte, die Haushaltspolitik einzelner Staaten nicht mehr nach allgemeinen Regeln, sondern nach Gutdünken zu beurteilen. Die Bundesregierung befürwortete einen „multilateralen Ansatz“, heißt es in einem Papier, das Berlin im August in Brüssel eingereicht hat.

Das bedeutet auch, dass Lindner wenig von der Idee des EU-Wirtschaftskommissars Paolo Gentiloni hält, jeden Mitgliedstaat stärker als bisher selbst definieren zu lassen, wie er seine Schulden abzubauen gedenkt. Gentiloni will Verstöße gegen die von den Staaten vorab selbst aufgestellten Haushaltspläne verstärkt im Nachhinein durch „Reputationssanktionen“ (was das sein soll, sagt der Italiener nicht) bestrafen – sowie durch die Einleitung von Defizitverfahren, die nicht am Staatsdefizit, sondern am Schuldenstand anknüpfen.

Einem Brüsseler Plan kann die Bundesregierung einiges abgewinnen: dass die Schuldenabbaupläne, die sich bisher teilweise an schwer messbaren Größen wie an der Abweichung vom sogenannten Potentialwachstum („Output Gap“) orientieren, sich künftig auf eine mehrjährige Ausgabenregel stützen. Schon größeren Streit gibt es um die Frage, ob staatliche Investitionen speziell zur Bekämpfung des Klimawandels von den Budgetregeln ausgenommen werden sollen. Lindner lehnt das ab, Frankreich und Italien sind sehr dafür.

Er strebe „differenzierte und realistische Regeln“ an, sagt Gentiloni. Wie aber können solche Regeln zugleich simpler als die bisherigen sein? Es gibt noch andere Zielkonflikte: Der neue Pakt soll dafür sorgen, dass sich die Staaten selbst um mehr Haushaltsstabilität kümmern, zugleich soll aber die Kommission allein mit einer Regierung aushandeln, welche Politik dafür richtig ist. Im Dunkeln liegt, welche konkreten Sanktionen falsches Haushaltsgebaren zur Folge haben soll – und das alte Problem, dass Sünder über Sünder richten, ist auch nicht gelöst.

Gentiloni hat absichtlich nur „Orientierungen“ angekündigt, um die Erwartungen nicht zu hoch zu hängen. Genuine Gesetzesänderungen sind praktisch ausgeschlossen. Vieles spricht deshalb dafür, dass die Reformdiskussion sehr überschaubare Ergebnisse bringt. Auch wenn sich die Finanzminister in Prag zu einer zurückhaltenden Haushaltspolitik bekannt haben, bleibt zudem klar: Sollte sich die Wirtschaftslage dramatisch verschlechtern, wären alle Bekenntnisse zum Schuldenabbau schnell vergessen.

Vielleicht täte sich indes dann die Perspektive einer neuen europäischen Haushaltspolitik in ganz anderem Sinne auf. Sollte manchen EU-Staaten wie vor gut zehn Jahren eine Schuldenkrise drohen, stünde die ohnehin nie verstummte Forderung nach einer dauernden Verschuldung der EU selbst sehr viel drängender im Raum als bisher. Lindner hat diese Verstetigung des schuldenfinanzierten Corona-Aufbaus bisher kategorisch ausgeschlossen. Es ist aber ein offenes Geheimnis, dass die anderen Ampelparteien das anders sehen. So oder so: Tiefgreifende Veränderungen gab es in der EU praktisch

ausschließlich in Krisenzeiten. Europäische Dauerschulden werden umso wahrscheinlicher, je tiefer die Energie- und Wirtschaftskrise wird.

12 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/baerbock-bei-goethe-institut-ukraine-sei-wichtiger-als-andere-laender-18308674.html?premium>

KRITIK AN ANNALENA BAERBOCK:

Politik ohne Geländer

VON STEFAN WEIDNER

-AKTUALISIERT AM 12.09.2022-06:24



Annalena Baerbock bei der Verleihung der Goethe-Medaille 2022 Ende August in Weimar Bild: picture alliance/dpa

Mit dem Aus für eine Website zum kritischen Gedankenaustausch mit den muslimisch geprägten Ländern riskiert die Außenministerin ihre Glaubwürdigkeit – für den Preis einer Zwei-Zimmer-Wohnung. Ein Gastbeitrag.

Am Sonntag, dem 28. August, Goethes Geburtstag, hatte [Annalena Baerbock](#) einen typischen Auftritt. Vor den versammelten Granden des Goethe-Instituts (soeben hatten sie aus Berlin eine bittere Pille in Form von Etatkürzungen verabreicht bekommen) wurden in Weimar die diesjährigen Goethe-Medaillen an Kulturschaffende aus Indien, Südafrika und Ägypten verliehen.

Die Rede der Ministerin war bemerkenswert. Fast könnte man glauben, sie sei bei Cato dem Älteren in die Schule gegangen. Doch zweitausend Jahre abendländische Rhetorik und einige klägliche Reste grünen Pazifismus haben ihre Wirkung getan: Das *ceterum censeo*, bei Cato noch am Ende jeder Rede, rückte bei Baerbock gleich an den Anfang und erschien in Gestalt von Versen des ukrainischen Dichters Serhij Zhadan. Notabene: Serhij Zhadan forderte anders als Cato weder, dass Karthago zerstört werden müsse, noch, dass [Russland](#) den Krieg verlieren solle. Nein, es war in seinen Versen nur vom Wert der Dichtung und der leisen Sprache in harten Zeiten die Rede.

Die poetische Geste der Ministerin mit den Versen des diesjährigen Friedenspreisträgers des Deutschen Buchhandels war ein Feigenblatt, das mehr zeigen als verhüllen wollte. Die unüberhörbare Botschaft lautete, dass die [Ukraine](#) und ihr Schicksal, das Baerbock dann in aller Ausgiebigkeit schilderte, am Ende mehr zählt als alles andere. Pech für Südafrika, Indien und Ägypten, dass sie zwar allesamt furchtbare Probleme haben, aber nicht von Russland angegriffen werden.

Sie beginnt zu schielen

Ja, Annalena Baerbock hat das große Verdienst, alle Welt wissen zu lassen, dass die Prioritäten des Westens und inzwischen sogar Deutschlands fortan wieder im Osten liegen. Und wir dürfen davon ausgehen, dass die Welt es inzwischen kapiert hat. Es Gästen, die von weither angereist sind, in Sonntagsreden zu Goethes Geburtstag noch einmal unter die Nase zu reiben ist nicht nur schlechter Stil. Es zeugt von einem Ausmaß an Selbstbezogenheit, das mit dem Auswärtigen Amt nicht vereinbar

ist. Das Problem ist dabei natürlich nicht die rhetorische Unterstützung der Ukraine, die von weiten Teilen der Bevölkerung und der Medien mitgetragen wird. Das Problem ist all das, was jenseits davon liegenbleibt, vernachlässigt und gering geschätzt wird. Baerbocks Außenpolitik ist nicht einfach populär. Sie ist auf einseitige Weise populistisch.

Man fragt sich, warum. Den internen Beliebtheitswettbewerb, der unter der neuen Regierung im Schatten des Ukrainekriegs ausgebrochen ist, gewinnt Annalena Baerbock spielend. Aber statt einfach die Schönste zu sein, verdirbt sie das Bild und beginnt zu schielen — die Vermutung lautet, auf Wählerstimmen, die in diesem Fall, auch ohne zu gendern, vor allem Wählerinnenstimmen sind.

Eine lobenswerte Devise – in der Philosophie

Ein prominentes Beispiel dafür wäre die „feministische Außenpolitik“, von ihrer Vordenkerin Kristina Lunz inzwischen selbst „utopisch“ genannt. Es gibt hervorragende Gründe, das Auswärtige Amt weiblicher werden zu lassen, ja eine Außenpolitik explizit für Frauen zu betreiben, wie es im Koalitionsvertrag festgehalten ist. Aber eine Außenpolitik, die Frauen überall auf der Welt effektiv unterstützen will, wird sich an den realen Gegebenheiten orientieren müssen. Will sie von unseren hehren mitteleuropäischen Maßstäben nicht abrücken, wiederholt sie die Fehler der Vergangenheit. Jeder Werteexport von der Stange wird scheitern, wie Afghanistan brutal gezeigt hat.

Die utopischen Zielvorstellungen der neuen Außenpolitik hat, zweites Beispiel, Baerbock in einem Vortrag an der New School in New York unter ein Motto von [Hannah Arendt](#) gestellt: „Denken ohne Geländer“. In der Philosophie ist das eine lobenswerte Devise. In der Außenpolitik ist es Irrsinn. Wenige Tage später sah man, wohin es führt. Im brodelnden Kielwasser von Pelosis provokanter Taiwanreise deutete Baerbock einen Vergleich von Chinas Taiwanpolitik mit dem russischen Krieg gegen die Ukraine an: „Wir akzeptieren nicht, wenn das internationale Recht gebrochen wird und ein größerer Nachbar völkerrechtswidrig seinen kleineren Nachbarn überfällt – und das gilt natürlich auch für China.“

Im umgekehrten Verhältnis zur Wirkmächtigkeit des Amts

Das war eine unfreiwillige Steilvorlage für die Chinesen, und zwar ausgerechnet mit Bezug auf das Völkerrecht: Nach UN-Resolution 2758 (25. Oktober 1971) vertritt die Volksrepublik China ‚Gesamtchina‘, also auch Taiwan. Man kann das bedauerlich finden, es bedeutet aber, dass China in dieser Frage näher am Völkerrecht liegt als Annalena Baerbock oder [Nancy Pelosi](#). Aus dem „Denken ohne Geländer“ wird schrankenlose westliche Überheblichkeit.

Die starke Frau zu markieren ist das eine. Ein Gefühl für Machbarkeiten das andere. Aber Realismus ist unpopulär. Bejubelt wird, wer Großes verspricht und verkündet. Anders als jene Minister, die konkrete Gesetze in die Wege leiten, vermag eine Außenministerin nichts – oder fast nichts. Das hohe Maß an medialer Aufmerksamkeit, das dem Amt zuteilwird, steht im umgekehrten Verhältnis zu seiner Wirkmächtigkeit. Das ist eine Kränkung und zugleich eine unwiderstehliche Versuchung. Sie verleitet dazu, das Amt als Kanzel zu missbrauchen, also zu predigen!

Ein paar allzu klare, moralisch eindeutige Fälle

Wir sollten es allen Regierungsmitgliedern gönnen, der ersten Außenministerin Deutschlands zumal, das eigene Amt mit Pathos, Überzeugung und Idealen auszufüllen. Machen wir die Außenpolitik schön und begeisterungsfähig, machen wir sie zu unserer Leidenschaft! Stürzen wir uns in die Größe, Unübersichtlichkeit und Wildheit der Welt! Nehmen wir die Menschen dabei mit, Wählerinnen und Wähler ohne Unterschied! Zeigen wir ihnen, was wir können, wenn wir nur es wollen; verhehlen wir ihnen aber nicht, was wir nicht können, auch wenn wir es noch so sehr wollen. Und weil unserem Land nichts so sehr schadet wie Selbstgefälligkeit und Provinzialität, ist alles, was die Menschen für Außenpolitik begeistert, gut und richtig. Wenn Annalena Baerbock in diesem Sinne begeistert, applaudiere ich ihr.

Aber ist es das, was wir erleben? Erscheint die Welt im generalüberholten Außenministerium so groß, weit und unübersichtlich, wie sie nun einmal ist? Oder wird sie auf ein paar allzu klare, moralisch eindeutige Fälle reduziert, während der unpopuläre Rest egal ist, ja vernachlässigt wird? Es will nicht recht passen, dass Baerbock bei jeder Gelegenheit progressivste Ideale verkündet, zugleich aber den Etat des Goethe-Instituts, dem zentralen Organ unserer auswärtigen Kulturpolitik und außerdem der größten Institution zur Vermittlung deutscher Sprache, um effektiv vierundzwanzig Millionen kürzt.

Woran die Glaubwürdigkeit unserer Außenpolitik hängt

Nun wird das Goethe-Institut Annalena Baerbock überleben, wie lang auch immer sie noch amtiert. Andere hingegen, kleiner, aber nicht weniger wichtig, werden das erste Jahr mit ihr nicht überstehen. Das Onlineportal qantara.de ist ein solcher Fall. Gegründet als Antwort auf Bin Ladens Anschläge in New York und Washington am 11.9.2001, hat sich qantara.de mit seiner dreisprachigen, arabisch-deutsch-englischen Website dem kritischen Gedankenaustausch mit den muslimisch geprägten Ländern verschrieben.

Das Portal war damit so erfolgreich, wie es in unserer Welt nur möglich ist. Es wartete mit klaren Meinungen gegen jeglichen Fundamentalismus und die despotischen Regierungen in der Region auf, vermochte es aber auch, zu vermitteln und hier wie dort andere, selten vernommene Perspektiven einzubringen. Unter den Gebildeten und Multiplikatoren in der arabischen Welt ist qantara.de Kult. In Deutschland kennen es alle, die verstanden haben, dass die Probleme im Nahen und Mittleren Osten nicht einfach deswegen verschwinden, weil in der Ukraine ein Krieg tobt. Die verstanden haben, dass wir auf diese Region existenziell angewiesen sind, wenn wir den Ukrainekonflikt erfolgreich durchstehen wollen. Qantara.de hätte es verdient, aufgestockt, angereichert, weiter perfektioniert zu werden. Stattdessen soll es die Arbeit einstellen, bloß um 380.000 Euro im Jahr einzusparen. Mit diesen 380.000 Euro ist nichts gewonnen, aber sehr viel verloren.

So hängt die Glaubwürdigkeit unserer glitzernden Außenpolitik am Preis einer sanierten Zweizimmerwohnung in einer beliebigen deutschen Großstadt. Angesichts all der schönen Reden und Proklamationen Baerbocks gerät man über derartige Sparvorhaben ins Staunen. Aber Damoklesschwerter haben das an sich. Es ist unfassbar, an welchen dünnen Fäden sie hängen und hängen, bevor sie dann doch unweigerlich fallen.

Von Stefan Weidner erschien zuletzt: „Ground Zero. 9/11 und die Geburt der Gegenwart“. Hanser Verlag.

12 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/mehr-wirtschaft/buergergeld-von-zdh-wegen-demotivation-fuer-geringverdiener-kritisiert-18310021.html>

HANDWERK KRITISIERT BÜRGERGELD:

„Für mehr Menschen lohnt sich Nicht-Arbeiten mehr als Arbeiten“

AKTUALISIERT AM 12.09.2022-07:23



Hans Peter Wollseifer, Präsident des Zentralverbands des Deutschen Handwerks (ZDH) Bild: dpa
502 Euro im Monat soll das neue Bürgergeld für alleinstehende Erwachsene betragen. Der Präsident des Zentralverbands des Handwerks hält wenig von den Plänen. So verschwimme zunehmend die Grenze zu „regulärer Arbeit“.

Der Handwerksverband sieht im Bürgergeld-Konzept der Bundesregierung falsche Anreize für Geringverdiener. „Es sorgt für Demotivation bei denjenigen, die mit einem geringen Gehalt regulär arbeiten. Am unteren Ende verschwimmen immer mehr die Grenzen zwischen regulärer Arbeit und dem Bürgergeld“, sagte der Präsident des Zentralverbands des Deutschen Handwerks ([ZDH](#)), Hans Peter Wollseifer, der „Rheinischen Post“.

Viele fragten sich, warum sie morgens um 7 Uhr schon arbeiten sollten, wenn Bürgergeld-Bezieher fast das Gleiche bekämen. „Die Verbesserungen für die Bezieher beim Schonvermögen, der Wegfall von Sanktionen, die deutliche Anhebung des Regelsatzes, die komplette Übernahme der stark gestiegenen Heizkosten – all das wird dazu führen, dass sich für mehr Menschen als bisher das Nicht-Arbeiten mehr lohnt als das Arbeiten.“

Der Gesetzentwurf von Arbeitsminister Hubertus Heil (SPD) zur Einführung des [Bürgergelds](#) in der Hartz-IV-Nachfolge ab 1. Januar 2023 soll an diesem Mittwoch vom Kabinett verabschiedet werden. Der Regelsatz des neuen Bürgergelds soll nach Heils Plänen für alleinstehende Erwachsene monatlich 502 Euro betragen. Damit soll der bisherige Hartz-IV-Satz ab dem 1. Januar 2023 um mehr als 50 Euro erhöht werden.

9 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-nucleaire-revient-en-force-en-europe-20220908>

Le nucléaire revient en force en Europe

Par [Armelle Bohineust](#)

Publié hier à 19:33, mis à jour hier à 20:12



267766324/ERIC - stock.adobe.com

L'Allemagne a opéré un virage à 180° en prolongeant deux réacteurs. La crise actuelle fait souffler un vent favorable sur l'atome.

Berlin a fait volte-face. Lundi, l'Allemagne a annoncé maintenir en activité jusqu'au printemps 2023 deux centrales nucléaires censées fermer d'ici à fin décembre. Un revirement que le chancelier Olaf Scholz a défendu en accusant la coalition menée par Angela Merkel, dont il a pourtant été vice-chancelier, d'avoir décidé de *«sortir du charbon et du nucléaire sans jamais avoir eu la force de s'engager dans quoi que ce soit»*, ni même *«dans les énergies renouvelables»*. Certes, en Europe, près de dix États sont décidés à réduire la part du nucléaire ou fermer leurs centrales. Certains, comme l'Irlande, l'Autriche ou la Norvège, ne possèdent pas de réacteur et n'en veulent pas.

Mais d'autres, comme l'Allemagne et la Belgique, prolongent temporairement leurs réacteurs ou envisagent de revenir sur leur décision de sortir du nucléaire, à l'image de la Suisse. Et certains affichent une politique volontariste. C'est le cas de la Grande-Bretagne et de la France, ou celui de la Finlande, souligne une étude de The Shift Project, le groupe de réflexion créé par Jean-Marc Jancovici.

Assurément, la flambée des prix de l'énergie et le manque possible d'hydrocarbures et d'électricité dans les prochains mois rebattent les cartes dans l'Union européenne et au-delà. Les cours du pétrole et du gaz ont flambé avec la sortie de la pandémie de Covid-19, puis bondi et rebondi depuis l'invasion de l'Ukraine. Et les relations ne cessent de se détériorer entre la Russie, exaspérée par les sanctions européennes, et l'UE. Les livraisons de gaz russe sont réduites à un niveau très faible et menacées de s'éteindre.

L'Asie en pointe

Dans ce contexte, le nucléaire redevient une ressource énergétique indispensable, pour ceux qui ne lui sont pas viscéralement hostiles. La guerre en Ukraine peut aussi *«relancer un cycle au vu des craintes de sécurité d'approvisionnement, comme au Japon»*, pointe Patrice Geoffron, professeur d'économie à Paris Dauphine. Décarbonée (si l'on ne tient pas compte de la construction des centrales

et de l'extraction de l'uranium), l'énergie atomique offre des avantages certains dans la lutte contre le changement climatique par rapport aux hydrocarbures. Elle est en outre plus prévisible et plus stable que l'énergie solaire ou éolienne - quand les réacteurs fonctionnent normalement.

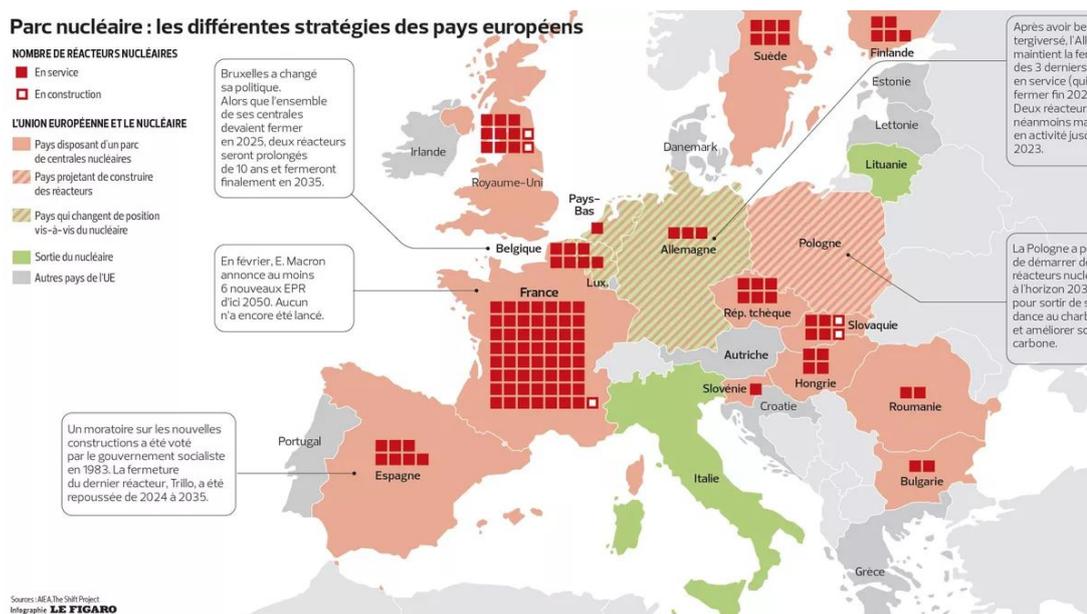
La décision allemande de prolonger la vie de deux de ses trois centrales nucléaires encore actives, qui devaient fermer définitivement le 31 décembre, vise à compenser son insuffisance en gaz, jusqu'ici très largement importé de Russie. Mais, en faisant fonctionner plus longtemps ses réacteurs, Berlin pourra aussi pallier cet hiver en partie le manque de production électrique en France, dû aux problèmes du parc nucléaire géré par EDF. Les trois réacteurs fournissent actuellement 7 % des besoins électriques de l'Allemagne.

En France, Emmanuel Macron a certes fermé la centrale de Fessenheim en 2020, mais il a annoncé en février dernier son souhait de construire au moins six réacteurs nucléaires d'ici à 2050 et de faire émerger une filière de petits réacteurs dits « SMR »

La guerre lancée par Moscou a conduit la Belgique, qui voulait sortir du nucléaire en 2025 et compenser cette énergie par des centrales à gaz, à prolonger la durée de vie de ses centrales de dix ans, jusqu'en 2035.

En France, Emmanuel Macron a certes fermé la centrale de Fessenheim en 2020, mais il a annoncé en février dernier son souhait de construire au moins six réacteurs nucléaires d'ici à 2050 et de faire émerger une filière de petits réacteurs dits «SMR». C'était avant l'invasion de l'Ukraine. De même, les Pays-Bas ont opté fin 2021 pour la construction de deux réacteurs. Et la Pologne a adopté en 2021 un plan qui, espère-t-elle, lui permettra de faire démarrer ses premières centrales atomiques en 2033.

Au-delà du Vieux Continent, les grandes économies militent plutôt en faveur du nucléaire. Aux États-Unis, Joe Biden compte sur cette énergie pour décarboner le secteur électrique. En Asie, la Corée du Sud remet en question leur volonté d'arrêter le nucléaire. Au Japon, le gouvernement avait évoqué l'hypothèse «zéro nucléaire» après la catastrophe de Fukushima en 2011. Mais le pays, devenu alors très dépendant sur le plan énergétique, a revu sa position. En Asie toujours, la Chine, qui compte 55 réacteurs (contre 56 en France), est le premier chantier mondial, avec 18 réacteurs en construction et d'autres en projet. Pékin est également, comme Moscou, très actif pour proposer son savoir-faire à l'export vers les pays - Turquie, Égypte, Bangladesh - qui veulent rejoindre le club des pays nucléaires. Onze ans après la catastrophe de Fukushima, qui semblait sonner le glas mondial de l'énergie atomique, la crise actuelle fait souffler sur cette industrie un vent favorable.



9 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/douglas-murray-les-antiracistes-sont-desormais-autorises-a-etre-racistes-a-l-egard-des-blancs-20220909>

Douglas Murray: «Les antiracistes sont désormais autorisés à être racistes à l'égard des blancs»

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié il y a 50 minutes, mis à jour il y a 1 minute



L'essayiste conservateur anglais Douglas Murray auteur d'*Abattre l'Occident*. *Matt Writtle / Evening Standard / Bureau233*

GRAND ENTRETIEN - L'essayiste conservateur anglais tente de déconstruire l'idéologie des nouveaux antiracistes. Selon lui, derrière le paravent de l'égalité et de l'«inclusivité», ces derniers propagent la haine de l'Occident.

LE FIGARO MAGAZINE. - Votre livre s'intitule *Abattre l'Occident*. Comment l'antiracisme est devenu une arme de destruction massive. Est-ce à dire que vous êtes désormais contre l'antiracisme? Ne faut-il pas distinguer l'antiracisme positif de l'antiracisme malavisé?

Douglas MURRAY. - Bien sûr, c'est ce que nous devons faire. Presque tout le monde dans nos sociétés est opposé au racisme. Le racisme est l'une des attitudes humaines les plus laides. **Mais ce que les Américains appellent aujourd'hui «antiracisme», tel qu'il est décrit par des théoriciens modernes de la race comme Ibram X. Kendi, n'est en fait qu'une nouvelle forme de racisme.** Il dit des choses sur des groupes de personnes en généralisant et diabolisant chaque groupe. **Ces nouveaux antiracistes sont racistes à l'égard des Blancs** et ceci est désormais considéré comme autorisé et même encouragé. Je pense que tout ceci est pernicieux et risque d'être hautement contre-productif. Après tout, si vous dites à un groupe minoritaire qu'il est mauvais, qu'il n'y a rien de bon à dire sur lui et qu'il ne peut rien faire pour expier sa culpabilité innée sauf disparaître, il est peu probable que cette minorité se laisse convaincre. Mais lorsqu'il s'agit de la nouvelle guerre contre les Blancs, c'est une guerre menée contre les populations majoritaires de l'Occident.

La probabilité qu'une majorité continue à accepter qu'on lui parle de cette manière me paraît faible. C'est une des raisons pour lesquelles ce nouvel antiracisme doit être stoppé net. Permettez-moi également d'ajouter que, selon moi, **nous parlons en réalité d'anti-occidentalisme**. Il en existe de nombreuses formes: **l'anti-occidentalisme arabe, l'anti-occidentalisme chinois**. Mais celui qui m'intéresse le plus (et que je cherche à démonter pièce par pièce) est celui que **j'appelle anti-occidentalisme occidental**. **La haine de l'Occident depuis l'intérieur de l'Occident.**

Ce que vous décrivez dans le livre est une guerre contre l'Occident menée par les Occidentaux eux-mêmes. Pourquoi celle-ci commence-t-elle selon vous par «la corruption du vocabulaire»?

Comme nous venons de le voir avec les mots «racisme» et «antiracisme», tout le langage est corrompu. L'antiracisme aujourd'hui est en fait un racisme. Les idées qui sont censées renforcer l'égalité, l'«inclusivité» provoquent en fait la division. Le terme de «discrimination positive» et bien d'autres expressions se sont d'ailleurs infiltrés dans notre vocabulaire, principalement depuis les universités américaines.

Le concept de «race» que combattaient autrefois la plupart des progressistes est ainsi devenu central pour les nouveaux antiracistes...

Oui. Les anciens racistes croyaient que la race était immuable, non transférable et qu'elle impliquait une impossibilité de communiquer au-delà des frontières raciales. Les nouveaux antiracistes croient la même chose. Ils pensent, par exemple, que les frontières culturelles doivent être respectées (mais dans un seul sens). Ainsi, alors que certains racistes de la vieille école voulaient garder leur propre culture pure, les nouveaux racistes pensent que l'appropriation culturelle (ou l'apprentissage mutuel, comme nous l'appelions autrefois) est profondément déplorable. Ils considèrent que la culture occidentale est un vol et que toutes les «cultures indigènes» doivent être conservées dans une sorte de bulle et ne jamais être touchées.

Les Américains qui défendent des idées comme l'« appropriation culturelle » ne s'intéressent pas à la véritable nature de l'art occidental

Douglas Murray

Dans le chapitre de mon livre où je traite de la culture, j'examine les conséquences dévastatrices de cette attitude. Les Américains qui défendent des idées comme l'«appropriation culturelle» ne s'intéressent pas à la véritable nature de l'art occidental. Parce qu'ils ne le peuvent pas. Après tout, comme je le dis dans le livre, **Olivier Messiaen a-t-il volé lorsqu'il s'est inspiré du rythme indien dans ses compositions musicales? Bien sûr que non. Il lui rendait plutôt hommage et apprenait de lui.** Il en va de même pour Benjamin Britten avec la musique balinaise. Ou la plupart des grands peintres et poètes français. **L'idée que notre culture est une culture du vol est une idée profondément régressive présentée sous l'apparence du progrès.**

C'est aussi une réécriture de l'Histoire...

La principale réécriture concerne le passé occidental qui se trouve ainsi tout entier entaché des péchés de l'esclavage, du colonialisme et du racisme. Personne ne nie que ce sont des aspects de notre passé. Mais ils ne constituent pas la somme totale de notre passé, et encore moins le seul prisme à travers lequel regarder tout le reste. Nous ne le ferions pour aucune autre culture, mais grâce aux théoriciens américains de l'antiracisme, ces erreurs sont devenues la seule façon d'appréhender ce qu'ils appellent «l'histoire blanche». Ils parlent par exemple du «péché fondamental» de l'Amérique, l'esclavage. Mais attention, tout le monde peut jouer à ce jeu. Pourquoi seuls les pays occidentaux auraient-ils des péchés fondateurs? Quel est le péché fondamental du Nigeria ou du Gabon, par exemple? Ces pays en ont évidemment un. Après tout, si nous en avons un, pourquoi pas tous les autres pays, toutes les autres civilisations? Pourquoi faut-il que seul l'Occident soit placé sur le banc des accusés et que tous les autres soient considérés comme des innocents édeniques?

C'est une forme de racisme en soi. La plupart des gens font remonter cette attitude à Rousseau, mais comme je le montre, elle est bien antérieure. **L'Occident a toujours cherché à présenter les autres cultures comme meilleures afin d'éclairer d'un jour critique certains aspects de sa propre culture.** Et cela a une certaine vertu, même si elle n'est pas infinie. **Voltaire a fait remarquer que la seule chose pire que ce que les Européens blancs faisaient en vendant les Africains noirs était ce que les Africains noirs faisaient en vendant leurs frères et sœurs ou en les spoliant, comme nous le savons aujourd'hui grâce aux Mémoires de personnes comme Olaudah Equiano.** Est-ce que nous

blâmons les Africains d'aujourd'hui pour cela? Je ne vois pas pourquoi. Dans ce cas, pourquoi devons-nous blâmer les Occidentaux pour des crimes commis il y a des siècles?

Vous rappelez dans votre livre que les détracteurs du racisme ou du sexisme ciblent systématiquement les Occidentaux alors que des pays, comme la Chine, où sont commises les pires atrocités contemporaines, sont au contraire épargnés par les critiques. Comment expliquez-vous ce «deux poids, deux mesures»?

Je crois que notre sens inné de l'autocritique est utilisé contre nous. Et je crois que nos concurrents et rivaux sur la scène mondiale l'utilisent tout particulièrement. Regardez la façon dont le Parti communiste chinois joue sur l'autocritique occidentale. L'un des organes de propagande du PCC a récemment publié une caricature (en anglais) de l'Oncle Sam dans le Bureau ovale, entouré de cadavres. Le texte d'accompagnement parlait de George Floyd et de la séparation des familles à la frontière mexicaine, affirmant que l'Amérique a toujours été raciste. Il n'est pas nécessaire d'être un génie pour savoir ce qui se passe. Mais il faut être fou pour croire que le PCC se soucie le moins du monde du racisme ou de la séparation des familles. Demandez aux habitants de la province du Xinjiang ce qu'ils en pensent, ce million de personnes dans les camps de concentration en Chine. Et bien d'autres...

N'est-ce pas aussi l'une des forces spécifiques de l'Occident que de douter de lui-même et d'être capable de se remettre en question?

En effet, c'est un aspect très important. Mais nous devons être attentifs aux moments où l'autocritique est utilisée contre nous. Nous devons également être conscients du moment où l'autocritique se transforme en abus de soi, en dégoût de soi et en autodestruction. Depuis la sortie de mon livre, un certain nombre de personnes m'ont demandé comment faire la différence entre un bon usage de l'autoexamen et une dérive nocive. Je réponds que nous pouvons tous le faire - et que nous le faisons - dans notre vie personnelle. Par exemple, nous acceptons les conseils qui pourraient nous aider à nous améliorer de la part de personnes dont nous savons qu'elles nous veulent du bien.

Si un ami, un membre de ma famille ou une personne que j'admire me donne des conseils, je les écoute. Mais si quelqu'un me disait qu'il déteste tout ce que j'écris, qu'il déteste ma voix, mes vêtements, mon visage, et bien d'autres choses encore, il est probable que je supposerais que cette personne ne me veut pas du bien. Et je ne suivrais certainement pas ses conseils. **Les anti-Occidentaux d'aujourd'hui détestent tout ce qui concerne l'Occident. Ils ne souhaitent pas l'améliorer, ils souhaitent le détruire, l'abattre. Je suggère fortement que nous réalisons cela, que nous identifions ce qu'ils font et que nous les repoussions.**

Ce qu'on appelle woke est en fait une offensive fondamentale contre tout ce qui concerne notre culture et notre passé

Douglas Murray

De même, ne surestime-t-on pas l'influence réelle du phénomène woke? Vous proposez de le combattre, mais le meilleur moyen de le combattre n'est-il pas de l'ignorer ou de le mépriser?

«Woke» est un terme que je n'aime pas car il fait croire que ces attaques sont frivoles, légères, ce qui n'est vraiment pas le cas. Ce qu'on appelle **woke est en fait une offensive fondamentale contre tout ce qui concerne notre culture et notre passé.** Et nous ne pouvons pas l'ignorer. Ce que je pense, c'est que nous devrions le comprendre, puis essayer de nous en détacher et de le démonter à notre tour. En termes intellectuels, ce qui s'est passé, c'est que la «théorie» déconstructiviste française est arrivée en Amérique il y a quelques décennies, que les académies américaines lui ont donné une tournure raciale américaine et qu'elle nous a ensuite été renvoyée à toute vitesse.

Les pays anglophones sont particulièrement vulnérables à ce phénomène, c'est pourquoi le mouvement woke est si fort dans certaines régions du Canada, ainsi qu'au Royaume-Uni et en

Australie. Mais les Français auraient raison de nous engager à nous éloigner de tout cela. J'avais l'habitude de penser que l'Amérique était un importateur net de mauvaises idées. Ces dernières années, elle est devenue un exportateur net de mauvaises idées. Nous devrions essayer de rejeter ces importations particulières. Nous avons nos propres problèmes, mais nous devons nous assurer que nous ne faisons pas nôtres ceux de l'Amérique.

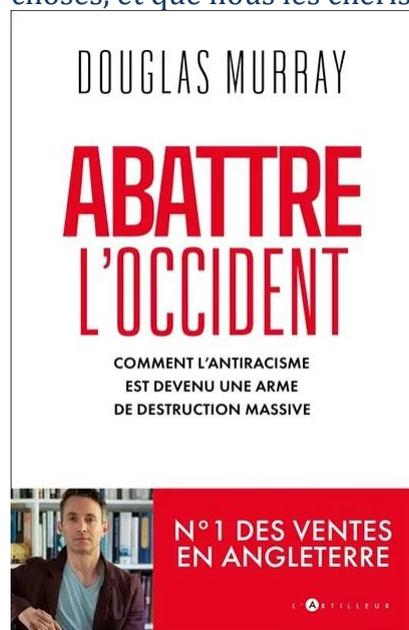
Le wokisme est implanté à l'université, mais aussi à l'école. Le principal risque n'est-il pas de fabriquer une génération d'ignorants?

Pas seulement d'ignorants, mais d'ignorants malveillants et endoctrinés contre leurs propres sociétés. Je cite souvent Nietzsche dans mon livre. Avec précaution, comme il faut toujours le faire avec lui. Mais il y a plusieurs aspects particuliers de la *Généalogie de la morale* qui m'ont paru pertinents pour notre époque. Le premier est que **nous sommes confrontés à une génération de gens qui parlent de justice mais qui veulent se venger.** Le second aspect est que nous avons aussi devant nous une génération de personnes qui encouragent à rouvrir des plaies qui sont depuis longtemps guéries pour pouvoir pleurer ensuite sur leur douleur. C'est une synthèse rapide mais malheureusement très juste de certains côtés de notre condition actuelle.

Pour quelles raisons pensez-vous que les wokistes et les nouveaux antiracistes veulent à tout prix détruire l'Occident ? Est-ce lié à l'absence de sens de nos sociétés?

Il y a des vides, certes, et l'une des grandes tâches de cette génération doit être de les combler ou du moins de viser à les combler. Mais comme je le dis vers la fin de mon livre, la réponse doit venir d'un niveau très profond. Nos sociétés sont poussées à se transformer en sociétés du ressentiment. Je pense qu'il n'y a qu'une seule réponse à cela, c'est d'inverser la tendance. **La seule réponse au ressentiment, celle qui s'adresse aux mêmes profondeurs, c'est la culture de la gratitude. C'est ce qui manque le plus.** Où est cette fichue gratitude pour tout ce que nous avons? **Après tout, naître en France ou en Amérique au XXI^e siècle, c'est encore gagner à la loterie de la vie. Pensez à d'autres endroits où vous pourriez naître.** Et faire partie d'une culture telle que la nôtre, c'est loin d'être négligeable.

Pourtant, qui ose aujourd'hui aborder ce sujet? Lorsque j'ai écrit *L'Étrange Suicide de l'Europe*, j'ai dit que **l'un de nos problèmes en Occident était que nous ne savions pas quoi faire de notre chance.** Mais j'ai changé d'avis à ce sujet. Un sportif américain, Branch Rickey, a dit un jour une très belle chose sur la chance. Il a dit: **«La chance est un fruit de l'existence.» Le fait qu'une si grande partie du monde veuille venir en Occident (et non l'inverse) suggère que quelque chose doit être bon chez nous.** Et je suggère que s'il y a quelque chose de bon aujourd'hui, c'est parce que nous et ceux qui nous ont précédés avons fait des choses qui étaient bonnes dans le passé. Nous avons fait de bons choix. Ou du moins de meilleurs choix que d'autres. J'aimerais que nous réfléchissions à ces bonnes choses, et que nous les chérissions davantage.



«Abattre l'Occident», de Douglas Murray, L'Artilleur, 432 p., 22 €. ,L'Artilleur

9 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/die-ezb-wagt-die-zinserhoehung-18301780.html>

ZINSERHÖHUNG:

Die EZB wagt es

VON [CHRISTIAN SIEDENBIEDEL](#)

-AKTUALISIERT AM 08.09.2022-18:22



EZB-Präsidentin Christine Lagarde am Donnerstag in Frankfurt. Bild: Reuters

Es war Zeit, dass die Europäische Zentralbank die Leitzinsen erhöht. Auch wenn die Inflation dadurch wohl nicht verschwinden wird, ist der größte Zinsschritt der EZB-Geschichte die richtige Entscheidung.

Endlich! Die Europäische Zentralbank hat sich durchgerungen, einen großen **Zinsschritt** zu gehen – den größten in ihrer Geschichte, sieht man von Spezialfällen aus der Anfangszeit ab. Um 0,75 Prozentpunkte steigen die Leitzinsen.

Noch vor Kurzem hatte das als Tabu gegolten: Wenn die Notenbanker von ihrer Septembersitzung gesprochen hatten, so hatten sie mit einem möglichen „großen“ Zinsschritt stets eine Anhebung um 0,5 Prozentpunkte gemeint und mit einem „kleinen“ eine um 0,25 Prozentpunkte.

Richtig überraschend kam die Entscheidung gleichwohl nicht. Gestreute Äußerungen aus dem EZB-Rat hatten zuletzt in Umfragen eine knappe Mehrheit der EZB-Beobachter erwarten lassen, dass dieser Zinsschritt so kommt.

Wird die Inflation damit jetzt verschwinden? Die Erfahrungen etwa aus Großbritannien zeigen, dass im aktuellen Umfeld die Inflationsraten selbst dann weiter deutlich steigen können, wenn die Zinsen angehoben werden. Trotzdem ist die Entscheidung der **EZB** richtig.

Ihre Aufgabe ist es nicht, Wirtschaftspolitik zur Vermeidung einer Rezession im Euroraum zu betreiben oder hoch verschuldeten Eurostaaten unter die Arme zu greifen, um diese vor den Folgen ihrer eigenen Haushaltspolitik in Form steigender Anleihezinsen zu schützen. Ihr Ziel, auf das sie sich jetzt ganz zu konzentrieren hat, ist die Preisniveaustabilität.

Leider hat die Notenbank viel zu lange gewartet, um auf die Inflation zu reagieren, weil sie diese unterschätzt und für nur vorübergehend gehalten hatte. Jetzt kann sie in die ungemütliche Situation geraten, die Zinsen in eine Rezession hinein anzuheben. Das tut stärker weh, darf die Notenbanker aber nicht beeindrucken. **Die Inflation ist eine Geißel, und sie trifft alle Menschen, nicht nur die mit einem großen Vermögen. Je länger man damit wartet, sich ihr entgegenzustemmen, desto schwieriger wird es oftmals.** Die EZB kommt spät – aber hoffentlich noch nicht zu spät, um die Entwicklung des Preisniveaus möglichst bald wieder in den Griff zu bekommen.

8 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/anleihekaeufo-ezb-erliegt-der-von-ihr-aufgebauten-versuchung-18299173.html?premium>

ANLEIHEKÄUFE:

Die EZB erliegt der von ihr aufgebauten Versuchung

VON HANS PETER GRÜNER

-AKTUALISIERT AM 08.09.2022-11:12



EZB-Präsidentin Christine Lagarde steht mit ihrer Geldpolitik in der Kritik. Bild: Reuters Mit ihrem

Anleiheportfolio von rund 5 Billionen Euro ist die Notenbank der mächtigste Spieler am Markt. Der damit verbundenen Versuchung, ist sie erlegen. Die Risiken sind groß. Ein Gastbeitrag

Der Rat der [Europäischen Zentralbank](#) hat im Juli die Einrichtung eines neuen Instruments, des Transmission Protection Instrument (TPI), beschlossen. Damit ertüchtigt er die EZB, Staatsanleihen einzelner Länder der Eurozone zu erwerben oder zu verkaufen, um deren Zinsabstände zu verringern. Da die EZB keine Anreize zu unsolider Fiskalpolitik setzen darf, bindet sie entsprechende Ankäufe an mehrere von ihr selbst gesetzte Kriterien; ein Vorgehen, das mit der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs und des Bundesverfassungsgerichts zum noch fortbestehenden Vorläuferprogramm OMT (Outright Monetary Transactions) grundsätzlich im Einklang steht.

Die aktuell vorgesehene Bindung der EZB ist allerdings im Vergleich zu der im [OMT-Programm](#) äußerst schwach. Im Rahmen des OMT hat die EZB mögliche Interventionen am Markt für Staatsanleihen an zwei Bedingungen geknüpft. Erstens muss für das entsprechende Land schon ein Programm mit dem Europäischen Stabilitätsmechanismus ESM vereinbart worden sein. Zweitens muss das Land die im Rahmen des ESM-Programms ausgehandelten Bedingungen erfüllen. Die Bindung an beide Kriterien war und ist streng.

Ganz anders sieht das beim TPI aus. Die Europäische Zentralbank benennt vier schwache und teils nur lose formulierte Kriterien, die sie bei ihrer Entscheidung lediglich in Betracht ziehen will. Das erste Kriterium – kein laufendes EU-Defizitverfahren – erfüllen trotz verbreitet hoher Defizite augenblicklich alle Mitgliedstaaten außer Rumänien, das kein Mitglied der [Eurozone](#) ist. Auch, dass ein Land keinem EU-Verfahren wegen makroökonomischer „Ungleichgewichte“ unterliegt, ist eine Bedingung ohne Biss, da solche Verfahren selten sind. Mit dem dritten Kriterium bindet sich die EZB daran, Einschätzungen anderer Institutionen wie der Europäischen Union, dem IWF oder dem ESM in Betracht zu ziehen. Das geht aber nur, wenn solche Einschätzungen vorliegen. Wenn ein Land etwa nicht in ein ESM-Programm eintreten will, dann gibt es von dort auch keine passende Bewertung. Schließlich wird Wohlverhalten unter dem Recovery and Resilience Program verlangt – ein Programm, das von der EU-Kommission trotz teils vager nationaler Vorhaben bisher mit beachtlichem Wohlwollen umgesetzt wird.

Zwischen Ermessen und Belieben

Darüber hinaus fühlt sich die EZB nicht einmal an diese recht weichen Kriterien gebunden. In ihrer Pressekonferenz hat EZB-Präsidentin [Christine Lagarde](#) klar zum Ausdruck gebracht, dass diese „volle Souveränität“ in ihrer Entscheidung beansprucht, womit die Erfüllung der vier Bedingungen letztlich nicht notwendig ist. Die EZB ertüchtigt sich mit dem TPI- Beschluss also, nach Ermessen – oder nach Belieben – am Markt für Staatsanleihen einzugreifen.

Mit ihrer Entscheidung für einen erweiterten diskretionären Spielraum begibt sich die EZB in die direkte strategische Interaktion mit einzelnen Mitgliedstaaten. Sie kann dabei nicht auf feste und verifizierbare Maßstäbe oder andere Akteure verweisen. Die fiskalpolitische Selbstbindung der EZB ist an entscheidender Stelle geschwächt. Die ökonomischen Konsequenzen dieses Schrittes sind schwerwiegend, wenn Mitgliedstaaten der Eurozone zu Recht oder zu Unrecht darauf setzen, dass die EZB trotz loser Fiskalpolitik am Sekundärmarkt die Anleihen kauft, die sich nicht zu einem attraktiven Preis am Primärmarkt platzieren können.

Was bewegt die EZB zu diesem verwegenen Schritt? Ihre Argumentation ruht auf zwei Säulen. Die erste ist vom OMT bekannt: Für eine einheitliche Wirkung (Transmission) geldpolitischer Maßnahmen in den Mitgliedstaaten sei es nötig, dass die Finanzierungsbedingungen für Unternehmen und Haushalte überall ähnlich seien. Sofern unterschiedliche Renditen für Staatsanleihen unterschiedliche Renditen für Unternehmensanleihen und unterschiedliche Kreditzinsen mit sich bringen, leidet diese Einheitlichkeit.

TPI als OMT-light

Das erste Argument basiert also auf der Annahme, dass steigende Renditen von Staatsanleihen einzelner Länder die Renditen von Unternehmensanleihen im selben Land mit nach oben ziehen. Genau das passiert, wenn die Währungsunion droht zu zerfallen. Besteht eine hohe Wahrscheinlichkeit, dass ein Land aus der Währungsunion ausscheidet, dabei abwertet und alle Verbindlichkeiten auf die neue Währung umstellt, erfordert das zum Beispiel einen zusätzlichen Risikoaufschlag für Staats- und Unternehmensanleihen.

Aber warum genau hat sich die EZB für TPI als OMT-light entschieden? Hierfür hat die EZB eine zweite Begründung nachgeliefert. Bei TPI gehe es gerade nicht mehr wie bei OMT darum, mit der aus EZB-Sicht ungerechtfertigten Erwartung des Zerfalls der Währungsunion umzugehen. Welche anderen Situationen damit genau gemeint ist, bleibt aber offen.

Dass sich die Begründung des TPI nun ausdrücklich nicht am Zerfallsszenario orientiert, ist misslich, da gerade die Risikoaufschläge Italiens die Möglichkeit eines italienischen Austritts aus der Eurozone messbar einpreisen. Aus Kreditausfallversicherungen italienischer Staatsanleihen, die den Austritt abdecken, und solchen, die es nicht tun, lässt sich eine spezifische Risikoprämie berechnen. Diese erklärt einen großen Teil des jüngsten Anstiegs der gesamten Risikoprämie Italiens. Das Szenario eines Austritts besorgt die Märkte. Damit wirkt die Kernbegründung für die Auflage eines neuen, mit schwächeren Bedingungen versehenen zusätzlichen Programms nicht besonders überzeugend. Möglich ist, dass die EZB befürchtet, OMT sei mit seinen strengen Kriterien in schwieriger politischer Lage nicht einsatzfähig. Eine an Wahrhaftigkeit orientierte Zentralbankkommunikation sollte diesen Punkt auch im Interesse der gesamten geldpolitischen Glaubwürdigkeit thematisieren.

Entscheidende Phase

Eine gerichtliche Beurteilung des neuen Instruments liegt nicht vor. Dass der Rechtsweg wie bei anderen EZB-Instrumenten beschritten wird, erscheint wahrscheinlich. Die rechtliche Lage erscheint heikel. Zwar fordert der Europäische Gerichtshof in seinem OMT-Urteil von 2015 nicht direkt eine Bindung von Anleihekäufen an ein ESM-Programm. Er führt diese Bindung aber als wichtiges Argument dafür an, dass sich die EZB unter OMT nicht in eine strategische Abhängigkeit bringt.

Gänzlich schleierhaft ist daher übrigens, wie bedingungslose Käufe italienischer Anleihen, wie sie die EZB diesen Sommer schon im Rahmen des Pandemie- Programms PEPP durchgeführt hat, mit Europarecht vereinbar sein sollen.

Offen sind auch die wirtschaftlichen Nebenwirkungen selektiver Ankäufe. Aktuell beobachten wir eine Zunahme der Ausschläge der Renditen der Bundesanleihe. Dafür kann es viele Gründe geben – ein möglicher ist, dass die EZB durch unvorhersehbare Käufe und Verkäufe zur Verunsicherung der Anleihemärkte beiträgt. Das liefe dem Ziel einer einheitlichen Transmission entgegen.

Die Europäische Währungsunion tritt in eine entscheidende Phase ein. Nach der Finanz- und der Corona-Krise haben sich die Asymmetrien in der Eurozone vertieft. Das politische Kapital in einigen Ländern scheint aufgebraucht. Mit ihrem stattlichen Eurozonen-Wertpapierportfolio im Volumen von rund 5 Billionen Euro ist die EZB nun der mächtigste Spieler am Markt für europäische Staatsanleihen. Mit dem Portfolio hat sich die EZB selbst eine Versuchung aufgebaut, der sie nun offenbar erlegen ist. Mit den Umschichtungen unter PEPP und TPI kann sich das Portfolio der EZB zunehmend asymmetrisch gestalten, bis hin zu dem Punkt, an dem ein bequemer Forderungsverzicht der Zentralbankbilanz zum Ziel nationaler politischer Bestrebungen wird. Die resultierenden Risiken für die Preisstabilität in Europa sind groß. Ohne Preisstabilität wird es schwer, die Eurozone politisch zusammenzuhalten. Es ist Zeit für die EZB, zur strategischen Selbstbindung des OMT-Programms zurückzukehren.

Hans Peter Grüner ist Professor für Volkswirtschaftslehre an der Universität Mannheim.

8 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/08/438417-polemique-christophe-galtier-je-suis-charlie-cest-fini>

Polémique Christophe Galtier : « Je suis Charlie », c'est fini ?

L'entraîneur du PSG a voulu ironiser sur les transports écologiques et s'est attiré les foudres des politiques. Il a fini par faire son mea culpa. Fini de rigoler.



Galtier Youtube France24 <https://www.youtube.com/watch?v=V9SI7bCltkI>

Publié le 8 septembre 2022

Par Margot Arold.

Interdiction de rigoler ? Sujets désormais interdits ? Il semblerait qu'en haut lieu on ait totalement perdu le sens de l'humour... et qu'on compte bien mettre au pli les Français qui seraient tentés de rire de sujets rendus de plus en plus sensibles.

Christophe Galtier et son trait d'humour

Ainsi, Christophe Galtier, entraîneur du PSG a-t-il répondu de façon ironique à la question de l'utilité d'un déplacement Paris-Nantes en avion :

« Ce matin, on a discuté avec la société avec laquelle on fait nos déplacements pour savoir si on ne pouvait pas se déplacer en char à voile. »

Si les joueurs de foot ne sont certes pas réputés pour leur finesse intellectuelle, force est de reconnaître tout de même que la réponse de Galtier ne manquait pas de piquant. Et que certains ne connaissent plus le sens de l'ironie, où l'on dit le contraire de ce qu'on pense pour mieux faire ressortir l'absurdité d'une situation, par exemple.

Écologie, critique interdite ?

Hélas... l'époque où on était « tous Charlie » est révolue. Il est aujourd'hui de bien mauvais goût de donner dans la critique de tout ce qui concerne (en vrac et non exhaustif) : l'écologie, la viande, le vélo, la voiture, l'avion, l'éolien, la transition énergétique...

Galtier a déchaîné les foudres tant médiatiques que politiques : d'Anne Hidalgo (jamais en reste pour motiver les Parisiens à se déplacer en vélo), à la ministre des Sports elle-même, voilà Galtier sommé de rentrer dans le rang !

Les quadruples points d'interrogation sont là pour faire entendre son indignation, qui est très-très forte.

Elisabeth Borne a indiqué qu'il fallait que les joueurs aient « conscience qu'il y a une crise climatique qui n'est plus une hypothèse pour demain mais qui est une réalité maintenant ». « Il est important qu'ils réalisent dans quel monde on est. » Parce que « réaliser dans quel monde on est » n'était pas une ironie dans la bouche de la ministre... qui vit bien dans le même monde que les Français.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a quant à lui, jugé que « l'ironie de Galtier était déplacée ».

Clémentine Autain y va d'un : « Les ricanements et le mépris face à notre planète qui brûle. Cette déconnexion des urgences et de ce que nous vivons est consternante. »

La députée Renaissance d'Aix-en-Provence, a dénoncé l'humour : « La question de l'urgence climatique peut encore faire rire ? Séquence assez surréaliste, dévastatrice pour le milieu du football et choquante après un été particulièrement alarmant. »

On se croirait revenus à l'Inquisition, avec ces excuses publiques imposées, devenues obligatoires, sans lesquelles il sera persona non grata. Une vraie contrition.

Et il s'exécute.

Galtier fait son mea culpa

« Évidemment que ce n'est pas le moment de tenir ces propos, je le regrette. C'est une blague de mauvaise qualité [...] Le PSG n'est pas hors-sol. »

Un comble : devoir répondre de sa conscience des réalités à des politiciens qui bénéficient de la climatisation tant à l'Assemblée que dans leur voiture avec chauffeur, qui font des soirées en plein confinement pour cause de covid, qui décrètent pour les autres ce qu'ils ne pratiquent pas au quotidien.

Ainsi que le faisait remarquer Christian Godin dans son excellent article de 2011, « Excuses et attritions publiques : une nouvelle mode inquisitoriale » :

« Dès qu'un dérapage verbal provoque une menace de poursuite en justice, le mis en cause présente des excuses. »

Ces excuses publiques sont finalement la preuve, s'il en était besoin, que l'écologie est devenue la nouvelle religion. Mais elle exige une pratique infaillible, austère, et bannit ce qui fait l'humanité de ses adeptes : l'humour.

Car au fait, que risquait Christophe Galtier, puisque ce n'était là qu'un trait d'humour (qu'on apprécie ou pas) ? Rien, au final. On suppose qu'il ne craint pas les peines de l'enfer... mais peut-être « la perte d'un public ou d'un marché », ainsi qu'*ironisait* le même Christian Godin dans l'article précédemment cité.

Il est en effet de mauvais goût de critiquer un *business plan* politique ou une marche forcée vers une Transition écologique belle et souriante... avec l'impôt des Français.

Alors, excuses publiques, attrition, contrition, comme au retour des goulags ou sous la menace d'excommunication. Aurait-on oublié que l'humour fait partie d'une société saine et démocratique ? Il est loin, Charlie...

8 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/debats/a-l-ecole-certains-esprits-sont-verrouilles-par-un-devoiemnt-de-l-islam-07-09-2022-2489057_2.php

« À l'école, certains esprits sont verrouillés par un dévoiement de l'islam »

ENTRETIEN. La journaliste Carine Azzopardi décrit le retour du religieux à l'école et la progressive montée de l'islamisme dans l'espace scolaire.

Propos recueillis par [Kévin Badeau](#)

Publié le 07/09/2022 à 20h00 - Modifié le 08/09/2022 à 08h04

C'était il y a bientôt deux ans. Un professeur d'histoire-géographie, Samuel Paty, est décapité en pleine rue à Éragny-sur-Oise (Val-d'Oise) par un islamiste tchéchène, à proximité de son collège situé à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). Quelques jours auparavant, l'enseignant avait montré à ses élèves des caricatures du prophète musulman Mahomet, dans le cadre d'un cours sur la liberté d'expression. Cet attentat a suscité un vif émoi en France. Dans un livre, *Ces petits renoncements qui tuent* (éditions Plon), un professeur resté anonyme (il se fait appeler Laurent) brise la loi du silence et confie sa voix à la journaliste Carine Azzopardi. Elle décrit pour *Le Point* le retour du religieux à l'école et la progressive montée de l'islamisme dans l'espace scolaire.

Le Point : L'assassinat de Samuel Paty par un islamiste, il y a deux ans, vous a-t-il convaincu d'écrire ce livre ?

Carine Azzopardi : Pour ce qui est de Laurent, mon coauteur, oui. L'attentat contre Samuel Paty l'a profondément bouleversé. Il a cherché, pendant plusieurs semaines, à reconstituer l'enchaînement tragique qui a mené à la mort du professeur. Un de ses amis lui a conseillé d'écrire un livre. Laurent m'en a parlé et nous avons décidé de le faire ensemble. À l'origine, mon but n'était pas d'apparaître, car je souhaitais simplement l'aider à écrire son histoire. Mais il se trouve que mon histoire est aussi celle des attentats du 13 Novembre au cours desquels j'ai perdu mon compagnon la nuit du Bataclan. J'étais donc particulièrement sensible à cette remontée du fait religieux que l'on décrypte dans ce livre.

Pourquoi votre coauteur a-t-il choisi de rester anonyme ?

Il veut continuer d'enseigner sans être parasité par une visibilité médiatique que l'on pourrait lui reprocher ensuite. Il ne voulait pas attirer la lumière sur lui et son établissement, et je pense qu'il a raison, au vu de l'écho suscité par le livre.

De manière concrète, comment se caractérisent « ces petits renoncements », au quotidien, à l'école ?

Plusieurs choses m'ont frappée dans les témoignages de Laurent. Lors de la minute de silence pour Samuel Paty, il a entendu des élèves ricaner dans la classe d'à côté. Normalement, cet événement doit être signalé à la direction, mais cela n'a pas été fait... Voilà un petit renoncement. Autre exemple : cette élève musulmane qui portait des gants en classe. Le proviseur de

l'établissement a considéré qu'il ne s'agit pas d'un signe religieux. Or l'élève avait pourtant assumé ne pas vouloir « montrer ses mains aux *kouffars* [les infidèles qui rejettent Allah, NDLR] ».

S'agissant de cours en tant que tel, nombreux sont les professeurs à prendre toutes les précautions d'usages avant d'enseigner. C'est notamment le cas avec Voltaire, bien connu pour ses critiques envers les religions, le catholicisme en particulier. Or, avec certains élèves, ce discours ne passe pas, même quand les professeurs rappellent le contexte politique du XVIII^e siècle. Il y a toujours des contestations. Les attaques contre tout ce qui est religieux les choquent, islam ou pas. Même les caricatures du pape les choquent ! Le religieux, dans leur esprit, l'emporte sur tout le reste. Ils considèrent que l'apprentissage doit passer par le prisme de la croyance.

Comment les enseignants réagissent-ils ?

Laurent, m'a-t-il raconté, leur répond souvent que la foi n'exclut pas la raison. Hélas, cela ne fonctionne pas toujours. La philosophie, au lycée, est la matière la plus souvent mise hors course. Certains esprits sont verrouillés par un dévoiement de l'islam.

Le rempart de la laïcité a-t-il cédé ?

Je pense que l'Éducation nationale a du mal à appréhender ce retour du religieux. Peut-être a-t-elle pensé que la laïcité à l'école publique était un acquis, après le rude combat que fut la séparation de l'Église et de l'État en 1905. Tout porte à croire que ce n'est plus le cas... Il est difficile de faire comprendre aux élèves que la laïcité n'est pas une bataille contre les religions, mais bel et bien la possibilité d'apaiser l'espace commun qu'est l'école pour que tout le monde ait la liberté de croire, ou de ne pas croire.

Quel portrait-robot pourriez-vous faire de ces élèves ?

Difficile d'en établir un. Il y a plusieurs profils. Preuve en est avec cet élève, Gaëtan, dont on a modifié le prénom, mais dont le véritable prénom n'a rien de musulman. Gaëtan, donc, tient le même discours que certains de ses camarades. Il considère que la liberté d'expression est « bonne pour les juifs, mais pas pour Dieudonné ». Ces discours infusent dans certaines classes de manière inimaginable, aussi bien chez les musulmans que chez les non-musulmans.

La situation que vous décrivez est dramatique. Comment l'école s'est-elle laissée dépasser ?

J'é mets l'hypothèse que l'institution n'a pas traité le problème pendant des années, sûrement pour ne pas faire d'amalgame, pour ne pas stigmatiser, pour ne pas mettre d'huile sur le feu... Pour toutes ces raisons-là et sûrement d'autres. Le problème est que lorsque l'idéologie religieuse met un pied dans la porte, elle finit toujours par vouloir l'ouvrir en entier...

Comment lutter ?

Il existe des dispositifs. Mille professeurs sont en train d'être formés aux questions de laïcité pour, à leur tour, former tous les membres du personnel. Cela ne suffira évidemment pas. Il faudrait que tous les professeurs soient extrêmement bien formés. Et pas seulement les profs de français ou d'histoire-géo. Quand les croyances sont très fortes du côté de certains élèves, il faut un sacré bagage pour savoir y répondre, peu importe la discipline enseignée.

La montée de l'islamisme réduit-elle l'attractivité du métier de prof, qui enregistre en cette rentrée un plus bas ?

Je ne sais pas si c'est un facteur... La crise des vocations est davantage à chercher, je crois, du côté de la rémunération des enseignants, entre autres. Quand vous faites des études de mathématiques ou de chimie, que vous sortez d'une prépa, vous n'avez pas forcément envie d'être payé trois francs six sous à l'Éducation nationale. Ailleurs, vous gagnerez beaucoup plus et vous évoluerez dans une entreprise où les conditions de travail sont toutes autres... Franchement, pour être prof, il faut vraiment avoir la foi !

8 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/economie/jacques-de-larosiere-l-argent-magique-est-une-illusion-08-09-2022-2489082_28.php

Jacques de Larosière : « L'argent magique est une illusion »

ENTRETIEN. Dans un livre, l'ex-gouverneur de la Banque de France s'en prend aux politiques monétaires exceptionnelles, responsables de la baisse de la croissance.



Jacques de Larosière, à son domicile parisien, le 1^{er} septembre. © Jean Nicholas GUILLO/REA / Jean Nicholas GUILLO/REA POUR « LE POINT »

Propos recueillis par Marc Vignaud

Publié le 08/09/2022 à 07h00

À 92 ans, Jacques de Larosière affiche une santé de fer. Cet ancien haut fonctionnaire à la carrière prestigieuse porte encore un regard acéré sur la situation économique. Dans son dernier livre, *En finir avec le règne de l'illusion financière* (Odile Jacob, 17,90 €), celui qui fut directeur général du Fonds monétaire international (FMI) de 1978 à 1987 et gouverneur de la Banque de France de 1987 à 1993 **critique vertement les politiques monétaires exceptionnelles menées par les banques centrales ces dernières décennies. Selon lui, elles sont responsables des excès de la finance et entretiennent des inégalités insupportables, tout en jouant un rôle non négligeable dans le retour de l'inflation.** Entretien décapant.

Le Point : Vous avez analysé ce que vous appelez le « bilan global » de l'économie mondiale ces vingt dernières années. Vous constatez d'abord **l'envolée de la dette à l'échelle planétaire...**

Jacques de Larosière : La dette des ménages, des entreprises et des États atteint des niveaux très élevés, **inconnus en temps de paix.** L'Institut de finance internationale la chiffre à **250 % du PIB mondial, soit 230 000 milliards de dollars.** C'est 2,5 fois plus qu'il y a cinquante ans, une fois l'inflation prise en compte. La réalité est même bien pire lorsqu'on comptabilise cette dette à valeur de marché, puisqu'elle a augmenté sous l'effet des taux d'intérêt très faibles. Dans le même temps, la qualité des emprunteurs s'est dégradée. **Pour arriver à faire augmenter le PIB, c'est-à-dire la production annuelle de l'économie mondiale, il faut beaucoup plus de dette qu'il n'en fallait autrefois. Auparavant, le crédit au sens large augmentait au même rythme que le PIB. Depuis vingt ans, cette parité s'est rompue. Il faut désormais une croissance deux fois supérieure du crédit pour générer 1 euro de production.** C'est totalement nouveau : ce n'est jamais arrivé sur une longue période.

Vous soulignez un paradoxe : la croissance économique mondiale est restée modeste ces vingt dernières années alors que la « richesse globale », elle, a triplé. Expliquez-nous...

Non seulement la croissance est plus consommatrice de crédit qu'avant, mais ce mouvement s'est accompagné d'une augmentation prodigieuse de la valeur des actifs financiers, que ce soient des actions ou des obligations, ainsi que de l'immobilier. C'est ce qu'on appelle la richesse globale. Dans le même temps, on constate une faible augmentation des salaires ou de l'investissement productif, si l'on exclut l'immobilier.

Tout cela compose un cocktail explosif, car les actifs financiers sont en général détenus par les 10 % plus riches. **La richesse est donc de plus en plus concentrée dans peu de mains. L'inégalité est reine, au point que le système ne pourra pas éternellement tenir ainsi : cela entraînera des bouleversements politiques et la montée des populismes.**

Les politiques monétaires, à coups de création monétaire, ont donné un coup fatal à l'investissement productif et à la croissance économique

Qui est responsable de cette situation ?

Oui, cette **financiarisation de l'économie mondiale** est largement **due à la politique monétaire et à la baisse des taux d'intérêt. Les politiques monétaires très accommodantes menées depuis vingt ans, à coups de création monétaire, ont donné un coup fatal à l'investissement productif qui est à la base de la croissance économique. Dans un pays comme le nôtre, cela entraîne l'augmentation du chômage.**

Pourtant, les banques centrales ont fait baisser les taux d'intérêt au nom de l'investissement ! Moins l'argent coûte cher, plus les agents économiques peuvent emprunter pour investir...

Dans le livre, je présente une courbe de l'investissement productif depuis 2000 issue du Fonds monétaire international (FMI). Elle est terrifiante. **Le stock d'investissement productif, hors immobilier – qui, pour l'essentiel, n'est pas productif, car le gros des transactions concerne l'ancien et ne fait que transférer une valeur existante d'un individu à un autre –, ne cesse de baisser. C'est une réalité que cachent soigneusement tous les thuriféraires des politiques monétaires accommodantes parce qu'elle prouve leur échec.** Pourquoi la baisse des taux n'a-t-elle pas débouché sur une augmentation de l'investissement ? **Keynes**, qui comprenait les choses mieux que tous les autres, **disait que les taux d'intérêt devaient être bas pour stimuler l'investissement, mais pas trop bas ! Quand c'est le cas, l'économie tombe dans une « trappe à liquidités ».**

Qu'est-ce que cette « trappe à liquidités » ?

Si un investissement rapporte zéro, voire moins, un individu ne va pas prendre le risque de faire un investissement risqué ! Il va préférer garder une épargne liquide disponible à tout moment. Les gens ordinaires ne bénéficient donc pas de la valorisation extraordinaire des actifs financiers, car c'est un métier.

Certains expliquent que le chômage est dû à la faiblesse de la consommation. C'est une analyse keynésienne mal digérée ! **Elle conduit à une stimulation artificielle de la consommation par la création monétaire. Dans un pays comme la France, où les capacités de production se sont**

affaiblies à cause de l'absence de réformes structurelles depuis quarante ans, cela favorise les importations et creuse le déficit commercial.

Nos concurrents peuvent nous remercier ! Vous dénoncez, en somme, l'illusion de la création monétaire, de l'argent magique...

C'est tout à fait cela : je suis pénétré de cette idée. Les conséquences économiques et sociales sont terribles. Dire que les taux d'intérêt maintenus très bas depuis vingt à trente ans ont abouti à moins d'investissements et moins de production est une vérité que les banquiers centraux n'ont pas envie d'entendre. Cela me fait penser à **Galilée** qui avait déduit, par ses observations méthodiques, que la Terre tournait autour du Soleil. Mais il a été obligé d'abjurer pour ne pas avoir de problème avec l'Église catholique. **Les banques centrales ont un côté dogmatique.**

Faut-il taxer davantage les plus riches pour corriger les inégalités que vous dénoncez ?

Si on fait cela en gardant des taux réels négatifs, c'est-à-dire une fois le niveau de l'inflation pris en compte, on ne sortira pas de la faible croissance et du chômage. Le risque serait de perpétuer le système qui dysfonctionne. Ce serait un emplâtre sur une jambe de bois.

Vous parlez d'une trappe à liquidités, mais vous expliquez aussi dans votre livre que les ménages investissent de plus en plus dans des actions... N'y a-t-il pas là une contradiction ?

C'est surtout le cas aux États-Unis. Lorsque les taux baissent sur les obligations, les investisseurs se tournent vers les actions pour augmenter leur rendement. **En Europe, les actions restent mal vues. Les gens préfèrent l'épargne liquide ou la dette publique via leur assurance-vie.** Cela dit, l'augmentation du marché actions est en grande partie spéculative, car **les entreprises rachètent leurs propres actions – c'est une manière de rémunérer leurs actionnaires.** Cela ne participe en rien au financement de l'économie.

La baisse des taux d'intérêt observée jusqu'au retour de l'inflation n'était-elle pas liée à des facteurs structurels – comme l'abondance de l'épargne au niveau mondial – ainsi qu'au vieillissement de la population plus qu'aux politiques monétaires ?

C'est vrai. Une partie de la baisse des taux d'intérêt est structurelle. **Mais une partie importante est liée à la politique des banques centrales.** Depuis vingt ans, elles ont fixé des taux d'intérêt réels constamment négatifs une fois l'inflation déduite. C'est tellement vrai que, chaque fois que le marché semblait vouloir faire remonter les taux, elles ont appuyé sur l'accélérateur de la création monétaire via leur politique d'assouplissement quantitatif.

Selon vous, les banques centrales sont sous la domination de la politique budgétaire. Elles ne peuvent pas remonter leur taux comme il le faudrait, de peur de mettre en faillite leurs États...

Les taux négatifs agissent comme une drogue. Lorsqu'on retire cette drogue de manière brutale à une personne dépendante, celle-ci fait une crise. L'argent qui ne coûte rien, ça n'existe pas ! **Très vite, l'inflation apparaît et vous rappelle à l'ordre. C'est ce qui est en train de se passer.**

Avait-elles le choix, notamment après l'éclatement de la grande crise financière de 2008 ?

Rappelons que la crise de 2008 est liée à un excès de crédit avec des emprunteurs particulièrement fragiles dans une partie du secteur immobilier aux États-Unis. Dans une telle situation, les valeurs s'effondrent, les opérateurs de marché vendent à tout-va et les banques centrales n'ont pas d'autres choix que d'intervenir pour calmer la baisse. Mais, ce faisant, elles ont limité les pertes de ceux qui avaient pris des risques excessifs. Elles ont sauvé le système mais l'ont aussi perdu en confirmant qu'elles viendraient toujours à la rescousse de ceux qui ont fauté.

Le retour actuel de l'inflation a-t-il vraiment été causé par la politique monétaire ? N'est-il pas davantage dû aux perturbations sur les chaînes de valeur mondiales liées à la politique « zéro Covid » en Chine, ou à la réouverture globale des économies après la pandémie, par exemple ? Votre vision monétariste de la politique monétaire est très contestée...

J'assume : l'inflation est avant tout un phénomène monétaire. **Quand vous créez de plus en plus de monnaie alors que la production est stable, cela conduit nécessairement à augmenter les prix. Cela s'est toujours vérifié dans l'Histoire.** En 1558, Jean Bodin, un économiste français, a montré mathématiquement que l'hyperinflation espagnole était liée à l'excès de création monétaire à cause de l'abondance de l'or découvert en Amérique latine. **C'est ce qu'on appelle la théorie quantitative de la monnaie. Le président de la Fed, la Banque centrale des États-Unis, Jerome Powell, a récemment expliqué qu'il n'y croyait pas. Pour lui, la rupture du lien entre création de monnaie et augmentation des prix remonte à une douzaine d'années. C'est comme décréter que la loi de la pesanteur n'existe plus : c'est d'une absurdité totale.** Certains facteurs, comme la mondialisation, ont pu desserrer la relation entre création monétaire et augmentation des prix ; **reste qu'actuellement l'inflation est de l'ordre de 9 % sur un an. On nous affirme que c'est transitoire, mais on n'en sait rien.** Oui, l'inflation est exacerbée par les perturbations du côté de l'offre, mais il y a aussi eu une augmentation considérable de la demande dans l'après-Covid. **Des économistes américains de l'université Johns-Hopkins ont regardé les différents indicateurs d'évolution de la masse monétaire aux États-Unis par rapport aux prix. Grâce à leur modèle très robuste, ils ont parfaitement anticipé la hausse des prix actuelle, au dixième près.**

Les banquiers centraux font face à un dilemme. S'attaquer à l'inflation au risque de déclencher une récession, ou risquer de laisser filer la hausse des prix...

Je ne pense pas qu'on puisse laisser l'inflation galoper. Nous ne sommes pas en récession, la demande augmente. Et la hausse des prix ne vient pas uniquement des tarifs du pétrole. Aux États-Unis, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire excluant les produits frais et ceux de l'énergie, est aussi très élevée. La hausse des prix est généralisée, et elle est en train de s'étendre aux salaires. **Quand les salaires augmentent fortement, combattre l'inflation devient très difficile car les rémunérations suivent de plus en plus l'inflation passée.** Certains pourraient croire que la hausse des taux engagée par la Fed est de nature à calmer le recours excessif au crédit. Mais cela semble loin d'être suffisant. **En réalité, les taux réels sont encore plus négatifs qu'auparavant malgré la remontée des taux nominaux.** Avant l'explosion de 2021, l'inflation tournait autour de 1 % et les taux autour de zéro. Les taux réels étaient donc de -1 %. Aujourd'hui, les taux directeurs américains sont de 2,5 % alors que l'inflation annuelle est supérieure à 8 %. **La politique monétaire n'a donc jamais été aussi accommodante !**

La situation n'est-elle pas différente en Europe, où l'inflation vient davantage des prix des énergies importées ?

Oui, c'est vrai, mais c'est une raison de plus pour être raisonnable et ne pas rajouter une cause monétaire à l'inflation ! Je rappelle que l'endettement des ménages au titre de l'habitat a continué à progresser au premier trimestre alors que la normalisation de la politique monétaire était, soi-disant, engagée. Le marché immobilier est aussi resté très dynamique. Les épargnants ont également continué à préférer la liquidité au détriment de l'investissement : l'Observatoire de l'épargne européenne a relevé récemment que la détention de monnaie et les dépôts sur les comptes à vue avaient continué à progresser dans tous les pays. Les rachats d'actions n'ont en rien ralenti. La financiarisation de l'économie que je dénonce a continué de plus belle.

La Banque centrale européenne a-t-elle vraiment les mains libres, elle qui veut empêcher une fragmentation de la zone euro par l'envolée des taux de certains États comme l'Italie ou la Grèce ?

La différence de taux entre la Grèce et l'Allemagne s'explique par la divergence entre les politiques menées dans ces deux pays depuis des décennies ! La Grèce est protégée par le bouclier de l'euro : malgré les erreurs économiques commises, sa monnaie ne tombe pas puisque la drachme n'existe plus. Les marchés voient bien ces erreurs et continuent de penser que cela justifie des taux d'intérêt plus élevés pour la financer.

Cela veut dire que vous êtes contre l'outil mis en place par la Banque centrale européenne pour éviter de trop grands écarts de taux d'intérêt et garantir la bonne transmission de sa politique monétaire ?

Les États de la zone euro doivent mieux collaborer dans la mise en place de leur politique économique. La Grèce et les autres pays fragiles doivent faire des réformes structurelles nécessaires.

La Grèce en a déjà fait de très douloureuses depuis 2011 !

Elles ne sont pas suffisantes ! Abolir la réaction des marchés demande une création monétaire débridée. C'est dangereux.

Vous parlez de la Grèce, mais le problème se pose aussi pour l'Italie, où l'extrême droite semble aux portes du pouvoir. Et l'Italie, c'est un autre morceau...

Est-ce que la Banque centrale peut compenser indéfiniment les écarts de taux d'intérêt ? Certains pensent qu'on peut demander éternellement aux pays du Nord de financer le déficit structurel des pays du Sud.

L'Italie est en excédent primaire, c'est-à-dire avant paiement des intérêts de sa dette...

Oui, encore faut-il qu'elle arrive à le conserver.

La dette française est-elle soutenable ? Que doit faire Emmanuel Macron au niveau budgétaire ?

Si la France veut éviter une inflation galopante, il faut qu'elle redresse ses comptes publics rapidement. Il faut augmenter le temps de travail des Français tout au long de la vie en retardant, notamment, l'âge de départ à la retraite. Il faut réduire les doublons qui se sont accumulés pendant des années dans les dépenses publiques.

En somme, vous êtes le plus allemand de tous les Français...

On ne peut reprocher à personne de se référer à des pays qui ont réussi à vaincre le chômage des jeunes.

Que répondez-vous à ceux qui vous accuseront de vouloir mettre l'économie par terre en remontant trop vite les taux d'intérêt ?

Quand on ne veut pas évoluer, on trouve toujours des raisons de ne pas le faire. Encore une fois, **pour l'instant, les taux réels restent très négatifs**. Quand il est arrivé à la tête de la Fed, en 1979, **Paul Volcker a fait remonter les taux réels !**

C'est donc une cure à la Volcker, très douloureuse, qu'il nous faut ?

Si l'inflation est considérée comme un moindre mal, non. Mais cela revient à accepter de l'inflation pendant très longtemps. **L'inflation est une taxe sur les petites gens**. On peut en atténuer les effets par l'indexation des salaires, mais ça reste une politique désastreuse. Je ne veux pas croire que c'est la voie sur laquelle on va s'engager.

8 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/postillon/le-degenrage-fait-rage-dans-les-cours-de-recre-07-09-2022-2489011_3961.php

Le « dégenrage » fait rage dans les cours de récré !

CHRONIQUE. Retrait du ballon, suppression de la corde à sauter... De plus en plus de communes cherchent à déconstruire les stéréotypes. Jusqu'où iront-elles ?



Les garçons et les filles seront-ils plus soudés sans les ballons de foot ni les cordes à sauter dans les cours de récréation ? © CHARLY TRIBALLEAU / AFP

Par Lisa Kamen-Hirsig

Publié le 07/09/2022 à 14h00 - Modifié le 08/09/2022 à 09h58

« **M**adaaaaaame ! Les garçons ils font exprès de courir sur nos élastiques ! » « Maîtresse, on n'a pas de place pour jouer : les filles discutent en plein milieu de la cour. » Oui, c'est vrai ça : quelle idée de discuter en plein milieu de la cour ? Alors qu'elles pourraient aussi bien discuter... collées aux murs ! Bon, il faut le dire : surveiller les récréations n'est pas exactement l'exercice le plus enthousiasmant dans la journée d'un enseignant. S'il est toujours intéressant, parfois attendrissant, d'observer ses élèves dans des activités ludiques et d'inventorier les modes et les succès du merchandising, il est pénible d'avoir à sévir pour obtenir, parfois de haute lutte, que les garçons laissent un peu de place aux filles.

Car, oui, il faut le dire : malgré tout le temps consacré à déconstruire les stéréotypes de genres et à développer « l'empathie » pour l'autre sexe (entendre l'empathie des garçons envers les filles, celles-ci n'étant jamais suspectées d'abus de position dominante malgré leur manifeste hégémonie scolaire), les petits garçons continuent de jouer éhontément au ballon et d'occuper la surface la plus importante de la cour de récréation. 90 % même.

Comment le sait-on ? Eh bien, figurez-vous que des sociologues et des « géographes du genre » se sont penchés sur le problème. Avant, les maîtres et les maîtresses y allaient de leurs remèdes empiriques avant de replonger dans leurs bols de café et leurs conversations : « Thomas, au coin pendant 10 minutes, ça t'apprendra à ne pas faire attention ! Et Marco, demande pardon à Lucie s'il te plaît ! » Mais ça, c'était avant. Heureusement, grâce à ces scientifiques, les enseignants disposent maintenant de solutions rationnelles. Scientifiques. Égalitaires. Et qui leur évitent d'avoir à prendre la moindre décision.

« **Surtout, on enlève le ballon** »

Parmi ces chercheurs sur le genre, Yves Raibaud, géographe et membre du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, a été consulté cet été par plusieurs directeurs de collège dans les Pyrénées-Atlantiques et en Gironde dans le but de réaménager leurs espaces extérieurs afin de ne plus léser les filles. Il avance que l'observation des cours de récréation montre qu'elles sont uniquement le lieu de socialisation des garçons dominants. Il prône la création de zones calmes et d'espaces verts pour permettre aux élèves de se reposer, de s'hydrater, de lire...

On ne peut que le rejoindre sur ce point précis : les cours de récréation françaises sont souvent limitées à une zone de goudron qui se transforme en fournaise durant les mois d'été. Mais il affirme aussi, sur un ton péremptoire : « Surtout, on enlève le ballon de la cour de récréation », sans autre forme de procès. Car, selon lui « le foot et le basket sont des opérateurs de genre qui séparent filles et garçons. » Il range aussi la corde à sauter et les skateparks dans cette catégorie. Il suffirait d'obliger les enfants à changer de jouets pour qu'ils se mettent à partager leurs activités. Pour les contraindre, on supprime. C'est tout simple !

Cela pourrait faire sourire mais, s'il y a une chose dont on peut être certain, c'est que lorsque des sociologues montent un sujet en épingle, l'État - ou l'un de ses nombreux avatars ! - s'en saisit immédiatement. Ainsi, la municipalité de Lyon a décidé l'année dernière de supprimer les cages de foot jugées sexistes (Cours de récré dégenrées : le maire de Lyon sans voix face à un élève déçu - Le Point). Les municipalités de Grenoble, Trappes, Bordeaux et Rennes ont entrepris des réaménagements similaires pour permettre de rééquilibrer la répartition de l'espace entre les garçons et les filles.

Enseigner demande un ajustement permanent entre le maintien d'un cap et un nombre incalculable de micro décisions, prises à chaque instant. C'est parfois épuisant mais c'est aussi ce qui fait le sel de ce métier. Dans ma carrière de professeur des écoles, j'ai surveillé environ 5000 récréations, dans des cours d'écoles parisiennes, exigües, bruyantes, et surpeuplées.

"Couper" la cour en deux

Et, s'il m'est arrivé de prendre la décision de confisquer un ballon ou d'encourager les enfants à jouer tous ensemble, si j'ai pris du plaisir à organiser des jeux collectifs, des concours de danse ou de jeux de briques, j'aurais détesté que la commune, le département ou la région agissent à ma place et interdisent les ballons ou déboulonnent les cages de foot à l'instar de certaines statues. Il m'est arrivé de « couper » la cour en deux afin que les filles aient autant de place que les garçons, par souci d'égalité et pour observer la nouvelle répartition des élèves.

La surface réservée aux filles restait presque vide car elles préféraient définitivement bavarder ou lire, assises le long des murs. En dépit de la mixité qui est la règle dans la plupart des écoles aujourd'hui, les élèves continuent généralement de se comparer et de jouer à l'intérieur de leur groupe de sexe. La suppression par voie réglementaire des équipements perçus par certains adultes comme trop genrés n'y changera rien. Édith Maruéjols, autre géographe du genre, se félicite d'avoir vu des garçons jouer à la corde à sauter aux Lilas, en Seine-Saint-Denis, commune qu'elle a aidée à dégenrer ses cours de récréation. Tout ça pour ça...

Chaque jour d'école est différent des autres, chaque classe a sa dynamique, il faut laisser les enseignants libres d'organiser les récréations comme ils l'entendent. Ils sont nombreux à quitter le métier et les nouveaux candidats ne se bousculent pas au portillon. Grignoter ainsi, une nouvelle fois, les miettes de liberté qui leur restent ne contribuera certainement pas à redorer le blason d'une profession dont les jeunes diplômés se détournent. Le choc d'attractivité souhaité

par M. Pap Ndiaye est incompatible avec la déresponsabilisation généralisée. Les établissements doivent rester libres de concevoir leurs espaces collectifs et d'autoriser tel ou tel type d'activités.

Le problème réside bien plus dans le manque d'autorité des enseignants qui peinent à se faire obéir de leurs élèves, en particulier des garçons qui ne trouvent plus leur compte à l'école (deux tiers des élèves quittant l'école sans aucune qualification sont des garçons) et dans la qualité des équipements scolaires. Plutôt que de rémunérer des consultants-sociologues toujours prêts à régler davantage, il vaudrait mieux rénover les cours d'écoles.

8 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/macron-hat-im-parlament-keine-mehrheit-frankreich-steht-im-fegefeuer-18295965.html?premium>

EIN LAND IM TAUMEL:

Frankreich im Fegefeuer

VON [JÜRGEN ALTWEGG](#)

-AKTUALISIERT AM 07.09.2022-22:08



Bei den apokalyptischen Waldbränden wie hier in Saint-Magne südlich von Bordeaux ließ sich der Präsident nicht blicken, Macron fuhr lieber nach Algerien, denn sein Land braucht Gas. Bild: dpa

Mit dem Verlust der Parlamentsmehrheit hat Macrons Endspiel begonnen. Nach einem mörderischen Sommer hofft er auf ein WM-Wintermärchen. Doch selbst die Umbenennung seiner Partei in „Renaissance“ kann ihm nicht mehr helfen.

Der Schock saß tief. Am 19. Juni erreichte Frankreich Temperaturen, die Meteorologen erst für das Jahr 2050 vorhergesagt hatten. In Frankreich begann eine mörderische Hitzewelle, die Wälder brannten, die Flüsse trockneten aus. Der 19. Juni war auch der Tag, an dem Jupiter vom Olymp stürzte: [Emmanuel Macron](#) verlor die absolute Mehrheit im Parlament.

„Im Zentrum der französischen Politik steht ein leerer Stuhl“, hatte Macron noch 2017 gepredigt: „der tote König“. Dem „großen Abwesenden“ sollte seine Berufung folgen. „Sowohl als auch“ wollte er regieren – links und rechts – und die unmögliche Koalition über die Mitte hinweg in Personalunion verkörpern. Als Erlöser von den ideologischen und historischen Altlasten präsentierte er sich. Wie einen Gott der Götter, Jupiter, feierten ihn die Franzosen. Was immer er anrührte, glückte. Trump führte er die Militärparade zum Nationalfeiertag vor. Mit Putin besuchte er Versailles. In Moskau wurde Frankreich im Jahr 2018 Fußball-Weltmeister: „France is back.“

Der Fluch des französischen Fußballs holte ihn erst auf der Rückreise ein. Sein Sicherheitschef lotste den Bus an den Fans vorbei zum Feiern mit Macron. Es kam zum Bruch mit dem Volk. Monate später brannte die Pariser Kathedrale Notre-Dame, Gelbwesten besetzten die Straßen. Die Pandemie wurde zur Parodie der deutschen Besetzung, als Macron ihr den „Krieg“ erklärte. Mit Pétain wurde er verglichen, als er „sowohl als auch“ mit Putin und Selenskyj verhandelte. Gegen [Marine Le Pen](#) verhinderte er ein zweites Mal die Machtübernahme der Neofaschisten. Als Napoleon auf dem Schaukelpferd zeichnete ihn unlängst ein Karikaturist nach dem Verlust der Mehrheit im Parlament.

Kompromisse gelten in Paris als kompromittierend

Voller Verwunderung hatte Paris nach der Bundestagswahl die hiesigen Koalitionsverhandlungen verfolgt. Kompromisse gelten in Frankreich als kompromittierend. Zur Vision einer französischen „Weimarer Republik“ wurde dort der Einzug der links- und rechtsradikalen Oppositionen ins Parlament dramatisiert. Dabei wird manch wegweisende Entscheidung von den unwahrscheinlichsten

Koalitionen getroffen. Gemeinsam verweigerten das „Rassemblement National“ (RN), die linksradikale Allianz „Nupes“ und die bürgerlichen „Republikaner“ die Wiedereinführung des Impfausweises bei Grenzübertritten. Gegen den NATO-Beitritt von Schweden und Finnland stimmte indes „Nupes“. Eine Mehrheit fand er dank der Enthaltung der RN-Abgeordneten, die Frankreichs Austritt aus der NATO fordern. Ein erster Befund seit der Wahl: Die revolutionäre Linke provoziert, die populistische Rechte gibt sich staatsmännisch, Macrons Abgeordnete lavieren, und die „Republikaner“ spielen das Zünglein an der Waage. Die beiden Parlamentssender haben ihre Einschaltquoten verdoppelt.

Nicht nur die politische Landschaft Frankreichs verändert sich. Auch die Waldbrände hinterlassen Narben. Am Mont Blanc will der Bürgermeister die Bergsteiger im Voraus zur Kasse bitten: 10 000 Euro soll für die Bergung, fünftausend für die Beerdigung. In den Städten, sagen die Franzosen, lebe man inzwischen „wie in Spanien“. Der Sommer der negativen Superlative hat den letzten Klimaskeptikern die Illusionen geraubt – und dem Tourismus neue Rekorde beschert. Dabei haben Macrons Ferien dieses Jahr länger denn je gedauert. Ende August reiste er nach [Algerien](#). Im März war der sechzigste Jahrestag der Unabhängigkeit vom Wahlkampf verdrängt worden, doch auch Frankreich braucht Gas. „Keine Sühne“, verspricht daher Macron, sondern: „die Wahrheit“. Frankreich und Algerien planen eine Historikerkommission, die nach dem deutsch-französischen Vorbild ihre gemeinsame Geschichte schreiben soll. Zu Putin hat er endlich „die Brücken abgebrochen“, konstatiert der Politologe François Heisbourg. In Paris verkündete Macron das Ende von „Überfluss“ und „Sorglosigkeit“.

„Die Synagogen brennen, und wir schauen weg“

Noch ist das Parlament nicht wieder zusammengetreten. Bislang hat es vor allem Geld verteilt. Der Treibstoff wird subventioniert, die Preise für Gas und Strom bleiben gedeckelt. Die Fernsehgebühren werden erlassen. Doch langsam werden die Konflikte und Affinitäten zwischen den alten und neuen Ideologien sichtbar. Das Parlament soll für die Opfer des Vichy-Gesetzes, das bis 1982 Homosexuelle diskriminierte, Entschädigungen einführen. Wegen Homophobie sehen sich vier Minister mit Rücktrittsforderungen konfrontiert. Die Ankläger sind mit Kritikern Israels liiert, die eine Verurteilung des „Apartheid-Staats“ anstreben.

Diese Debatten sind nach den Demonstrationen der Impffegner mit Judenstern und der Gelbwesten mit aufgespießten Macron-Köpfen allerdings ein zivilisatorischer Fortschritt. Doch außerhalb des Parlaments scheint sich nur noch Michel Onfray über die Stoßrichtung zu empören: „Die Synagogen brennen, und wir schauen weg.“ Der Philosoph spricht – nach dem kirchlichen und antikapitalistischen – von einem „dritten Antisemitismus“: dem antizionistischen, der ihm zufolge verleugnet wird. Am Werk sieht Onfray die Kommunisten und ihre neuen „Weggefährten“, die Woke- und Islamlinke. Als Motor macht er das letzte Tabu der Vichy-Vergangenheit aus: „In den schwarzen Jahren“, schreibt er, „haben zahlreiche Sozialisten und Kommunisten Pétain und die Kollaboration unterstützt.“



Präsident Macron verlässt spätestens 2027 den Élysée-Palast :Bild: AFP

Dass der französische Faschismus kein ausschließlich rechter war, hat der israelische Historiker Zeev Sternhell bereits vor vier Jahrzehnten beschrieben. Den Titel seines Standardwerks übernahm – vielleicht unbewusst – Macron: „Weder rechts noch links“. Im Fegefeuer seiner Vergangenheit und ideologischen Leidenschaften sehnt sich Frankreich nach einem Wintermärchen. Zu Weihnachten will es seinen WM-Titel verteidigen. Den ersten, 1998 zu Hause errungen, hatte es mit seiner politischen Instrumentalisierung verspielt. Er wurde zum Sieg über Vichy und [Jean-Marie Le Pen](#) verklärt. Vier Jahre später kam Le Pen in die Stichwahl. Premierminister Jospin, den Le Pen eliminierte, hatte seine Untauglichkeit im Stade de France offenbart: Wie ein Feigling floh er beim ersten Länderspiel gegen Algerien von der Ehrentribüne. Es war im Taumel der WM-Euphorie vier Wochen nach dem 11. September anberaumt worden. Jugendliche aus Saint-Denis, Fans von Bin Laden, stürmten das Feld und provozierten den Abbruch, um die algerische Niederlage zu verhindern. Die Franzosen hatten 2000 auch noch die EM gewonnen.

Nach dem Le Pen-Schock 2002 – die Stichwahl wurde zum Remake von Pétains demokratischer Machtergreifung stilisiert und diesmal verhindert – fehlte bei der Titelverteidigung der antifaschistische Antrieb. Es blieb die Überheblichkeit: Auf den Trikots für Werbeauftritte strahlte bereits der zweite Stern. Dem Fiasko folgten Zidanes Kopfstoß in Berlin und der Streik der Muslim-Fraktion in Südafrika. Erst in Moskau spielten sich „Les Bleus“ frei von ihrem Fluch. Im nahenden Winter wird Frankreich für die Titelverteidigung besser vorbereitet sein. Die EM ging verloren und ein gehässiges Spiel der Juniorennationalmannschaft im Juni in Algerien zu Ende. An der Bewältigung des Traumas Sevilla – Schumachers „Attentat“ gegen Battiston – wird weiter gearbeitet. Das Fernsehen dokumentierte gerade ein Remake des Spiels auf dem Theater, das Resultat wurde nicht gefälscht. Frankreich will die sportliche Premiere schaffen wie Macron seine Wiederwahl, die ihm als erstem Präsidenten seit 2002 gelang.

Auch der neue Name seiner Partei „Renaissance“ hilft Macron nicht

Aber auch ein Sieg kann ihn nicht mehr retten. 2027 ist Schluss. Im Herzen der französischen Politik verdrängt das Parlament den toten König. Hier spielt Marine Le Pen die entscheidende Rolle. Zweimal kam sie in die Stichwahl. Schafft sie es wie Mitterrand im dritten Anlauf? Mitterrand wickelte den Sozialismus und den Kommunismus ab. Zur Absicherung seiner Macht förderte der noch immer mit dem Polizeichef von Vichy befreundete Präsident den Front National. Im Oktober feiert die Partei ihren fünfzigsten Geburtstag. Sie ist stärker denn je und Marine Le Pen mit einigem Erfolg dabei, sich von der Ideologie ihrer Herkunft und dem Antisemitismus des Gründervaters zu verabschieden. „Sphinx“ war der erste Kosenamen, den die Franzosen Mitterrand gaben. Am Ende war er nur noch „Dieu“.

Es hat Macron auch nicht geholfen, dass er zwischen Präsidenten- und Parlamentswahl seine Partei in „Renaissance“ umtaufte. Weder bei den Waldbränden noch bei den apokalyptischen Gewittern war er je anzutreffen. Auf die sanfte Tour vollzieht Frankreich den Königsmord im Übergang von der monarchistischen Republik zur parlamentarischen Demokratie. Sein innenpolitischer Horizont sind Notre-Dame und die Olympischen Spiele. Als Hauptprobe übernahm Paris das in Russland vorgesehene Endspiel der Champions-League. Eine Katastrophe wurde nur dank der geduldigen Fans aus Liverpool vermieden. Nicht ihre fehlenden oder gefälschten Tickets waren für den verspäteten Anpfiff verantwortlich, sondern Banden aus Saint-Denis, die es auf die englischen Zuschauer abgesehen hatten. Im Parlament wurde der Innenminister der Lüge überführt. Die Aufnahmen der Überwachungskameras waren gelöscht, bevor man sie auswerten konnte. „Dass Macron schwieg, lässt für seine zweite Amtszeit nichts Gutes erwarten“, kommentierte der Historiker Marcel Gauchet. Elisabeth Borne, die Premierministerin ohne Charisma, ist längst populärer als der Präsident.

Mitterrand hatte die Fünfte Republik als „permanenten Staatsstreich“ beschrieben, nach seiner Wahl zog er das Buch aus dem Verkauf. Einen Sturm auf das Parlament plant Macron nicht. Ein Versuch, es zu umgehen, ist sein „Conseil National de Refondation“ (CNR) aber sehr wohl. Das Kürzel ist ein

Plagiat, den Namen hat Macron dem historischen CNR „Conseil National de la Résistance“ entlehnt, der den Gesellschaftsvertrag des Nachkriegs entwarf. Die Linke begründet ihren Boykott mit der Aneignung des antifaschistischen Widerstands, den sie noch immer gepachtet hat. Der bürgerliche Präsident des Senats, Gérard Larcher, verweigert seine Teilnahme mit der Umgehung des Parlaments: Macron soll die „bestehenden Institutionen respektieren“. Der neue CNR, den der „Renaissance“-Präsident morgen feierlich begründen will, ist eine Totgeburt.

In der Kathedrale von Saint-Denis, wo das olympische Dorf gebaut wird, befinden sich die Sarkophage der französischen Könige. Vor dem Stade de France hatte am 13. November 2015 beim Spiel Frankreich gegen Deutschland die Nacht der Attentate ihren Anfang genommen. Wie durch ein Wunder gab es dort nicht mehr als ein Todesopfer und mehrere Dutzend Verletzte. Monatlang standen der einzige überlebende Terrorist, der vor dem Stadion seinen Sprengstoffgurt nicht gezündet hatte, und Komplizen vor Gericht. Fünfzig Millionen bezahlte der Staat den Anwälten der Angeklagten und Opfer an Honorar.

Am letzten Prozesstag wurden 250 Hinterbliebene, Anwälte, drei Schuldige – die nicht in Gefängnis zurückmussten – und ein Schriftsteller Akteure einer bizarren Zeremonie ohne Regie. Sie ereignete sich in der Brasserie „Les Deux Palais“ neben dem Gericht. „Es war die außergewöhnlichste Nacht meines Lebens und sie wird es bleiben“, schreibt Emmanuel Carrère, der jede Woche vom Prozess berichtete: „Ich hatte seit vier Jahren keinen Alkohol mehr angerührt, ich war trunken.“ Von einem „wunderbaren Fest“ schwärmte Aurélie Sylvestre. Sie hat ihren Mann im Bataclan verloren: „Eine schönere Schlusszeremonie hätte es nicht geben können. Wir kamen nach Hause als jene, die wir vor dem 13. November waren.“

8 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/putins-krieg-gegen-ukraine-russischer-meinungsforscher-im-interview-18287173.html?premium>

UMFRAGEN ZU PUTINS KRIEG:

„Die Russen wollen nicht wahrhaben, was passiert“

VON [FRIEDRICH SCHMIDT](#)

-AKTUALISIERT AM 07.09.2022-15:44



Putin am Grab des unbekanntes Soldaten Bild: AP

Lew Gudkow ist der wissenschaftliche Leiter des einzigen unabhängigen Meinungsforschungsinstituts in Russland. Er sagt: Der Totalitarismus kommt zurück.

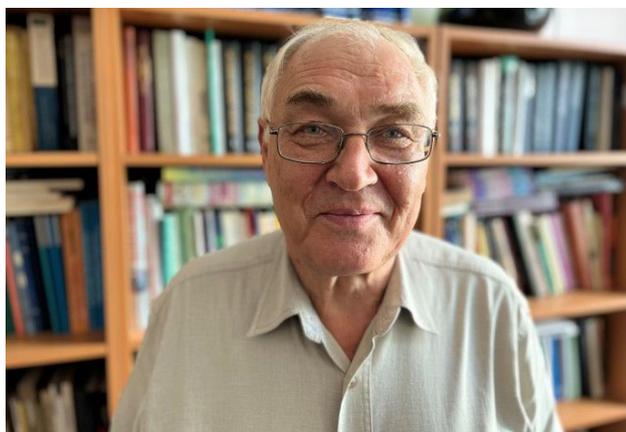
Seit April um die 75 Prozent. Noch mehr waren es im März, als die Propaganda imperiale Gefühle weckte. Es handelt sich aber weniger um echte Unterstützung als um fehlenden Widerstand. Detailfragen ergeben ein komplexeres Bild.

Welches?

Die Masse der Bevölkerung ist stolz auf die Aktionen der russischen Armee in der Ukraine. Zugleich ist sie nicht bereit, etwas dafür zu bezahlen oder dazu beizutragen, geschweige denn daran teilzunehmen. Sie sorgt sich, dass sich der Krieg zu einem großen Krieg auswachsen könnte, zu einer Konfrontation mit der NATO, der dann auch russisches Gebiet erreichen könnte. Rund 40 Prozent sind richtiggehend schockiert und empört.

Hat sich die Haltung der Russen im Laufe der gut sechs Kriegsmonate verändert?

Nur mit Blick auf die Gewöhnung: Der Krieg wird ausgeblendet, man will nichts davon hören. Das ist ein Schutzmechanismus. Dass die russischen Truppen in der Ukraine Verbrechen begangen haben und Zivilisten getötet werden, verstehen die Menschen irgendwie, schon allein aufgrund der wütenden Dementis im Staatsfernsehen. Der Zweifel wächst, aber bisher führt das nicht dazu, dass sich die Einstellung zum Krieg ändert. Diejenigen, die Putin unterstützen, billigen die Aktionen der russischen Truppen. Diejenigen, die gegen ihn sind, sind depressiv und verzweifelt.



Lew Gudkow in seinem Büro :Bild: Friedrich Schmidt

Was denken die Russen, gegen wen sich der Krieg richtet?

Anfangs dachten sie, es gehe gegen ukrainische „Nationalisten“. Aber davon, wer die „Nazis“ sind, hatte man keine genaue Vorstellung. Im März und April ging es dann vor allem um die Bevölkerung des Donbass, seit Mai ist immer mehr die Rede von einem Krieg mit dem Westen, der Russland zerstören und erniedrigen wolle. Wenn wir fragen, wer schuld ist an diesem Krieg, nennen mehr als 70 Prozent die USA und die NATO. Die Ukraine machen nur 17 Prozent verantwortlich, Russland ein bis sieben Prozent.

Warum ist das Narrativ von „Faschisten“ so effektiv?

Weil es an den Kampf gegen den Faschismus im Zweiten Weltkrieg erinnert. Daraus zieht das Regime das moralische Recht, anderen seinen Willen zu diktieren. Daher taucht die alte Faschismus-These jedes Mal wieder auf, wenn die Propaganda einen Gegner disqualifizieren will. Das Argument ist sehr nachhaltig und zerstört Mitgefühl mit der anderen Seite.

Warum nennen so viele Russen den Krieg oder auch die „Spezialoperation“ nicht beim Namen, sondern sprechen nur von „den Ereignissen“?

Zum einen aus Angst vor Bestrafung. Das Wort Krieg ist mit einem Tabu belegt. Die andere Erklärung ist komplizierter. Viele haben Angst vor einem großen Krieg, einem dritten Weltkrieg. „Spezialoperation“ klingt nach einer räumlich und zeitlich begrenzten Operation. Es wirkt beruhigend und bietet eine willkommene Möglichkeit, sich von dem Geschehen abzuwenden.

Zu verdrängen.

Genau. In unseren Umfragen fallen ständig Sätze wie „Das interessiert mich nicht.“ – „Ich will darauf nicht antworten.“ – „Ich habe die Entscheidung nicht getroffen.“ Die Leute klammern sich an die Vorstellung, es sei gar kein Krieg.

Sieht Putin deshalb davon ab, eine Generalmobilmachung zu verkünden?

Natürlich. Das würde große Unzufriedenheit hervorrufen. Die will das Regime unbedingt vermeiden. Bisher machen sich auch die wirtschaftlichen Auswirkungen des Kriegs nicht sehr bemerkbar. Nur 15 Prozent der Bevölkerung spüren den Abschwung, hauptsächlich die Mittelklasse in Moskau, Sankt Petersburg und anderen großen Städten. Die Masse der Bevölkerung nicht. Auch weil die Regierung Almosen verteilt, Mindestlohn und Renten erhöht.

Gibt es etwas, was die Russen gerade besonders beunruhigt?

Die steigenden Preise. Die Inflation erreichte zeitweise sogar offiziell 20 Prozent. Wir sehen sie für Lebensmittel bei gut 25 Prozent. Eine Reihe von Waren ist verschwunden, westliche Unternehmen ziehen sich zurück. Aber daran haben sich die Leute gewöhnt. Sie sind befremdet, nicht empört. Und wenn doch, dann empören sie sich über den Westen.

Putins Rhetorik, dass der Westen auch ohne den Überfall auf die Ukraine Sanktionen verhängt hätte, wirkt also.

Sie wirkt. Jede Opposition wird unterdrückt, es gibt keine Autorität, die das Geschehen anders einordnen könnte. Es herrschen totale Zensur und Isolation. Rund 230 Medienhäuser sind geschlossen, etwa die Zeitung „Nowaja Gaseta“, der Fernsehsender „Dschd“ oder der Radiosender „Echo Moskwy“. Twitter, Facebook und Tausende Internetseiten sind blockiert, viele Journalisten und Blogger mussten ausreisen. Nur rund acht Prozent der Russen erhalten alternative Informationen – vor allem die Jugend in den großen Städten, die die Internetblockaden umgehen kann. Die große Mehrheit kennt nur die Deutung aus dem Fernsehen. Dem trauen 48 Prozent, 44 Prozent nicht.

Können Sie das überhaupt so genau sagen? Viele bezweifeln die Aussagekraft von Umfragen in Russland. Sie sagen, die Menschen hätten Angst, kritische Ansichten zu vertreten.

Das ist eine falsche Vorstellung. Wir haben es oft überprüft: Rund 13 bis 15 Prozent der Bevölkerung weigern sich aus Angst, auf unsere Fragen zu antworten. Am ängstlichsten sind Leute, die Putin gegenüber loyal sind; ältere, nicht sehr gebildete Frauen etwa. Auch indifferente junge Leute weigern sich, in ihrem Fall eher aus Bequemlichkeit. Und dann gibt es diejenigen, die gegen Putin sind. Sie sind in der Minderheit, haben auch Angst – und übertragen ihre eigene Stimmung auf die übrige Bevölkerung. Sie werfen uns falsche Methoden und Fragen vor. Aber ihr wichtigstes Argument ist: „Eure Umfragen nehmen uns die Hoffnung.“



„Ruhm den Helden Russlands“: Straßenszene Ende August in Moskau :Bild: AFP

Wen meinen Sie?

Politologen, Oppositionelle, Menschenrechtler, Leute, die nicht wahrhaben wollen, was geschieht: Totalitäre Praktiken kommen zurück, sowjetische Institutionen wie die allmächtige politische Polizei, das Medienmonopol, Gerichte, die nur die Machthaber und die staatlichen Strukturen schützen. Die Kinder wachsen wieder mit sowjetischen Mythen auf. Putin bedient das alte sozialistische Verständnis vom Staat, der den Lebensstandard, die medizinische Versorgung und Stabilität garantiert. Unter Putins Gegnern gibt es denselben Unwillen zuzuhören wie bei der übrigen Bevölkerung.

Erschwert es Ihre Arbeit, dass das Lewada-Zentrum 2016 als „ausländischer Agent“ gebrandmarkt worden ist?

Die Präsidialverwaltung hat staatlichen Einrichtungen verboten, mit uns zusammenzuarbeiten. Unser Budget ist geschrumpft. Jetzt nutzen wir alles Geld, das wir mit kommerziellen Aufträgen verdienen, für unsere eigenen Projekte. Als wir zu „Agenten“ erklärt wurden, fürchtete ich, dass wir keine Umfragen mehr würden durchführen können. Es stellte sich aber heraus, dass nur sehr wenige überhaupt von dem Status wissen.

Wie passt das zur Rückkehr des Totalitarismus, zur Hatz auf „Volksfeinde“ und „Agenten“?

Die Leute verstehen, das die Mächtigen sagen, was sie für ihre Politik brauchen. Wenn unsere Mitarbeiter zu ihnen kommen und sie nach ihrer Stimmung und ihren Lebensumständen fragen, sind das konkrete Menschen, nicht irgendwelche Spione.

Unterscheidet sich die Unterstützung für den Krieg zwischen den Generationen?

In allen Altersgruppen überwiegt die Zustimmung. Sie steigt mit dem Alter. Unter jungen Leuten von 18 bis 24 Jahren sind etwa 35 Prozent gegen den Krieg, unter Leuten im Rentenalter sind es nur neun Prozent.

Warum verliert das Staatsfernsehen an Reichweite, nach einer jüngsten Studie um ein Viertel seit Februar?

Weil die Propaganda langweilig und eintönig ist. Die Leute haben den Eindruck, dass nichts geschieht. Obwohl zu Anfang der Eindruck erweckt wurde, der Krieg werde nur einige Tage oder Wochen dauern. Das führt zu Vertrauensverlust.

Wie ist zu erklären, dass viele Kriegsunterstützer eher mit Verwandten in der Ukraine oder mit ihren eigenen Kindern brechen als mit dem Staat?

Der Bruch mit dem Staat würde bedeuten, dass das ganze eigene Leben darin den Sinn verlöre. Propaganda braucht keine Argumente. Wir erleben immer wieder, dass uns ältere Leute sagen: „Ich weiß seit dem Kindergarten, dass Amerika gegenüber Russland feindlich eingestellt ist.“ Das totalitäre Bewusstsein wird nur langsam zerstört.

Auch bei jungen Leuten?

Bei ihnen laufen diese Prozesse schneller. Aber man kann nicht sagen, dass die Jugend frei vom totalitären Bewusstsein sei. Die Jüngsten sind eher prowestlich eingestellt, prodemokratisch, auch wenn sie nicht genau wissen, was das heißt; ihnen sind Freiheiten wichtig, Technik und Konsum. Sie sehen Europa positiv. Dann fangen sie an zu arbeiten, heiraten, kriegen Kinder und geraten in einen Konflikt mit der Außenwelt. Vor allem, weil der Staat Wirtschaft, Kunst und Religion immer mehr kontrolliert. Die Stabilität des Regimes hängt davon ab, Demokratie und Menschenrechte zu diskreditieren. Daher wird der Bevölkerung vermittelt, dass der Westen sie nicht nur militärisch bedrohe, sondern auch Traditionen, Kultur und Moral untergrabe. Die meisten jungen Leute macht der Konformitätsdruck zynisch.

In Ihren Umfragen liegt die Zustimmung zu Putin bei über 80 Prozent. Nach der Annexion der Krim im Jahr 2014 war sie nur wenig höher. Damals sprach man vom „Krim-Konsens“, jetzt spricht niemand von einem „Ukraine-Konsens“. Was ist anders?

Es gibt, anders als damals, keine Euphorie. Stattdessen Zorn, Verzweiflung und Hilflosigkeit. Ich nenne das den „Effekt des unreinen Gewissens“: Ein Unbehagen bleibt, trotz Propaganda und Unterstützung. In den Worten eines Interviewten: „Krieg, das ist immer schlimm, es sterben Leute. Vielleicht ist es zu irgendetwas gut. Ich habe sowieso keinen Einfluss darauf.“

Unbehagen, aber keine Verantwortung.

Nur zehn Prozent sagen uns, das sie eine persönliche Schuld für Russlands Einmarsch und den Tod von Zivilisten spüren. Die Masse sagt: „Was habe ich damit zu tun, ich entscheide nichts, warum fragen Sie mich nach meiner Verantwortung?“

Berücksichtigt der Kreml eigentlich Ihre Umfragen?

Soweit ich weiß, vertraut er sogar seinen eigenen Instituten immer weniger. Die Regierung und besonders Putin stützen sich auf geheime Umfragen des FSB.

Der Geheimdienst macht auch Umfragen?

In großem Umfang. Nach meiner Erfahrung darf man solchen Daten nicht trauen: Sie sind ein Mittel, um die Meinung der Führung zu manipulieren.

Kann der wirtschaftliche Niedergang Putins Beliebtheitswerten schaden?

Das ist ein langsamer, gradueller Prozess, die Leute passen sich an. „Das Leben ist schwierig, aber auszuhalten“, sagen sie uns. Ein starker, jäher Einbruch könnte Unruhe hervorrufen. Schauen wir, was im kommenden Jahr passiert, wenn die Ressourcen des Regimes zur Neige gehen, mit denen es den Rückgang im Moment noch kompensiert.

Was könnte die Haltung der Russen zum Krieg ändern?

Eine militärische Niederlage. Die Stimmung könnte auch umschlagen, wenn sich der Krieg zu sehr in die Länge zieht. Nach unseren Daten gilt es als Putins wichtigste Errungenschaft, die Streitkräfte modernisiert und Russlands Autorität in der Welt wiederhergestellt zu haben. Würde sich die Armee nun als unfähig erweisen, würde das den Kreml in eine Legitimitätskrise stürzen. In der russischen Geschichte hat jede militärische Niederlage seit Mitte des 19. Jahrhunderts Reformen oder eine Revolution hervorgerufen. Durch den Einsatz in Afghanistan zum Beispiel verlor die politische Führung der Sowjetunion viel Vertrauen. Damals war es Michail Gorbatschows größte Leistung, die Truppen aus dem Land abzuziehen.

Gab es unter Gorbatschow eine echte Chance, sich vom Totalitarismus zu befreien?

Zweifellos. Viele hofften auf ihn, erkannten seine Verdienste an: die Annäherung an den Westen, das Ende des Afghanistan-Krieges, die Schwächung der Kommunistischen Partei. Aber wie schwierig der Prozess würde, haben viele in der Elite nicht verstanden. Zudem beschränkten sich Gorbatschows Ziele auf einen „Sozialismus mit menschlichem Antlitz“, er begann zu bremsen, verhielt sich zweideutig gegenüber den Absetzungsbewegungen in den Sowjetrepubliken, im Kaukasus, im Baltikum. Die Hoffnungen auf ihn wurden auf Boris Jelzin übertragen – und endeten, als in den Neunzigerjahren der Lebensstandard fiel.

Haben die Russen heute eine Vorstellung von der Zukunft?

Nein. Sie erschöpft sich in der Hoffnung auf Stabilität und ein „Weiter so“. Alle autoritären Regime rekurren auf die Vergangenheit und alte Mythen. Auch Putin beruft sich auf den „Schutz traditioneller Werte“ und das „tausendjährige Russland“.

Halten Sie einen Wandel für möglich?

Ich bin kein Anhänger des Determinismus. Vieles ist anders als in der Sowjetunion. Die individuelle Freiheit ist viel größer. Doch vor jedem Wandel müsste erst das Regime zusammenbrechen. Ich glaube nicht, dass man von den nächsten zwei Generationen radikale Änderungen erwarten sollte. Die sowjetische Vergangenheit ist nicht aufgearbeitet. Die Wurzeln dieses Systems sind intakt, und es gibt keine Mittel, sich ihm zu widersetzen.

Sie sind weiter in Moskau, arbeiten, äußern sich offen. Warum?

Erstens werde ich bald 76 Jahre alt. Da ist es zu spät, um Angst zu haben. Mit dreißig kann man weggehen, nicht in meinem Alter. Außerdem fühle ich mich verantwortlich für das, was hier passiert. Wenn niemand hierbleibt, wird es noch schlimmer.

8 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/russische-putin-gegner-werden-im-land-verfolgt-18299052.html?premium>

NÖTE RUSSISCHER PUTIN-GEGNER:

Selbst wer der Ukraine hilft, gilt als Imperialist

VON IRINA RASTORGUJEW A

-AKTUALISIERT AM 08.09.2022-05:55



Gute Europäer? Russische Staatsangehörige mit der russischen Friedensfahne vor ihrer Botschaft in London Bild: Getty

Die Misere russischer Putin-Gegner: Ihre Proteste gegen den Krieg sind inzwischen vor allem Opfergänge, aber auch im Ausland traut man ihnen nicht. Ein Gastbeitrag.

Meine Bekannte aus Kaliningrad, nennen wir sie Olja (obwohl sie anders heißt wie alle Personen in diesem Text), schreibt mir: „Schrecklich! Meine Tante aus der Ukraine rief an und sagte, sie will uns nicht mehr kennen. Wir seien alle Mörder.“ Olja nimmt seit 2012 an Protesten teil. Im März demonstrierte sie gegen den Krieg, wofür sie zu einer Strafzahlung von 30.000 Rubel (380 Euro) verurteilt wurde.

Olja kann **Russland** nicht verlassen, ihre Mutter ist schwer krank. Sie verstehe nicht, schreibt sie, „was wir falsch gemacht haben, wir haben doch die ganze Zeit gekämpft“. Ein Freund, ein Aktivist aus Sankt Petersburg namens Kolja, ebenfalls seit 2012 Protestteilnehmer, sagte schon vor zwei Jahren: „Diese Proteste, alles Schwachsinn, was bringt's, mit Plakaten auf die Straße zu gehen, zu schreien – es macht alles nur schlimmer.“

Es gibt in Russland Millionen wie Kolja und Olja. Niemand glaubt mehr an den Protest in seiner jetzigen Form, es ist nicht klar, wie es weitergehen soll. Nur wer nicht mehr die Kraft hat zu schweigen, geht auf die Straße. Doch das ist eher ein Akt der Selbstopferung. Es gibt nicht mehr viele, die das Land verlassen können, weil sie gegen das Regime sind; die Leute haben kein Geld, keine Optionen.

Der russische Staatsapparat zerkaut die Menschen

Die meisten, die nach dem 24. Februar emigriert sind, haben keine Illusionen – und keine Aussicht auf einen Job oder eine Mietwohnung. Gegen einige von ihnen wird in Russland ermittelt, bei einigen wurden aber auch am Ort ihres Exils im Baltikum, in Polen, in Georgien die Wohnung durchsucht. Es gibt in Russland Menschen, die noch nicht vom Staatsapparat zerkaut wurden, doch die Angst, auf einer Polizeiwache zu landen, geschlagen, gefoltert zu werden, ist groß. Alle Rechtsinstitutionen sind korrumpiert, unabhängige Menschenrechtsorganisationen wurden zerstört.

In den letzten zwanzig Jahren hat Russland ein System entwickelt, in dem das Volk niemanden mehr wählen kann. Der formale Wahlprozess soll nur die Legitimität der Behörden simulieren. Das

Wahlergebnis hängt nicht vom Wählerwillen ab. Die Bevölkerung ist vom politischen Prozess ausgeschlossen. Sie wird besteuert, mit Dekreten überzogen, in Kriegen getötet, in Gefängnissen gefoltert, aber ihre Meinung ist nicht gefragt.

Russische Wahlen werden zumeist von der Jagd auf Wahlbeobachter, Stimmenkauf und Fälschung der Ergebnisse begleitet. Der Sohn meines Bekannten aus Sankt Petersburg, Sascha, der einige Zeit als Wahlbeobachter arbeitete, berichtet, dass die allzu engagierte Beobachterin einer Kommunalwahl mit Handschellen an einen Stuhl gefesselt und von der Polizei abgeführt worden sei. Ein anderes Mal entkam ein Wahlkommissar mit der Wahlurne aus dem Wahllokal. Sascha holte ihn ein und wollte ihm die Urne abnehmen. Dabei fiel sie herunter, die Stimmzettel wehten über die Straße, und der Wahlkommissar rannte weg. Sascha wohnt heute in Leipzig, lehrt Linguistik und hat Verwandte aus der [Ukraine](#) nach Deutschland geholt; seine Eltern leben in Petersburg.

Wahlfälschung ist Programm und dient der Einschüchterung

De facto werden in Russland Wähler zu Wahlpflichtigen gemacht. Am 31. August begannen in Omsk die vorgezogenen Wahlen der Stadtratsabgeordneten. Die Wählerschaft wurde mit Bussen zu den Wahllokalen gebracht, es bildeten sich lange Schlangen. Dabei durften im Prinzip nur diejenigen, die am Wahltag, dem 11. September, verhindert sind, vorab abstimmen. Berichtet wurde aber, dass Angestellte staatlicher Betriebe, die nicht an der vorzeitigen Wahl teilnahmen, mit Strafen bedroht wurden.

Die offensichtliche Wahlfälschung ist Programm und dient der Einschüchterung. Das unabhängige Nachrichtenportal Medusa kam bei seinen Recherchen zu dem Ergebnis, dass bei den Wahlen zur Staatsduma im vorigen Jahr bis zu siebzehn Millionen Stimmen gefälscht wurden. Zudem kann die Stimmabgabe für den falschen Kandidaten jeden Staatsangestellten den Arbeitsplatz kosten. Kontrolliert wird das etwa durch die Vorlage von Wahlzetteln, die Staatsangestellte zu fotografieren haben. Die russische Gesellschaft ist erschöpft vom permanenten Kampf mit dem Staat, um politische, aber mehr noch um soziale Rechte, auf Wohnraum, auf Schul- und Kindergartenplätze, Arbeitsplätze, Umweltschutz und vieles mehr.

Die nette Bekanntschaft endet, als sie sagt, dass sie Russin ist

Die meisten russischen Emigranten, aber auch Millionen Menschen in Russland leugnen ihre Verantwortung für den Krieg nicht. Sie helfen Flüchtlingen, spenden für die ukrainische Armee, demonstrieren, schicken Hilfsgüter in die Ukraine. Zugleich werden sie oft von beiden Seiten verurteilt – von russischen Propagandisten, von Ukrainern, aber auch von einigen Europäern. Meine Bekannte, die Theaterkritikerin Dascha in [Sankt Petersburg](#), kann Russland nicht verlassen; sie hilft ukrainischen Flüchtlingen in Russland. Ihre Freunde in der Ukraine beschuldigten sie, dadurch legitimiere sie die Aktionen der russischen Faschisten (denn es gibt auch propagandistisch ausgeschlachtete Hilfsaktionen des russischen Staates).

Eine Freundin, die in Toulouse unterrichtet, erzählt von ihrer Bekannten Mascha, die, frisch aus Russland emigriert, sich mit einem netten polnischen Touristenpaar auf Englisch unterhielt. Alles war gut, bis Mascha sagte, sie komme aus Russland. Die Frau spuckte ihr ins Gesicht. Mascha sagte der Polin, sie verstehe ihre Gefühle, zweifle aber, dass ihre Geste dazu beitragen könnte, den Krieg zu beenden oder die Situation irgendwie zu verbessern.

Ein Russischlehrer an einer deutschen Volkshochschule namens Pascha erzählt, seine Freundin habe ihn nach drei glücklichen Jahren verlassen. Als der Krieg begann, war er schockiert, versuchte, zu helfen – überwies Geld an die ukrainischen Streitkräfte, ging abends nach dem Unterricht zum Hauptbahnhof, um ankommenden Flüchtlingen beizustehen. Doch seine Freundin verließ ihn, weil er Russe ist. Sie ist Ukrainerin.

Die russische Opposition im Exil konnte sich schon früher nicht einigen, trotz der Konferenzen des russischen Antikriegskomitees in Vilnius. Solche Konferenzen werden von Oppositionellen seit vielen Jahren veranstaltet, um das Land aus Putins Fängen zu befreien und das „schöne Russland der Zukunft“ aufzubauen, doch bisher brachten sie keine nennenswerten Ergebnisse. Trotz des Krieges streiten die Oppositionsführer im Exil weiter darum, wer sich in Putins Politik am wenigsten schmutzig gemacht hat, statt sich zusammenzuschließen. Das tut allein das Antikriegskomitee von [Michail Chodorkowski](#), Garri Kasparow, Jewgeni Tschitschwarin, Dmitri Gudkow und anderen russischen Demokraten mit dem Hilfsprojekt für emigrierte russische Kriegsgegner „Arche“ (Kowtscheg).

Freilich, der Vorschlag des Antikriegskomitees, einen „Pass des guten Russen“ oder einen „alternativen digitalen russischen Staat“ zu schaffen, wurde Anlass für Spott. In den ukrainischen Medien, manchmal auch unter russischen Aktivisten hört man immer häufiger die Ansicht, ein guter Russe könne nur ein toter Russe sein. Abgesehen davon ist der Aufbau eines alternativen Russlands fragwürdig – was soll mit dem alten passieren? In den Müll? Und was wird mit den Menschen, die noch im Land sind, sich dem Regime widersetzen oder es jedenfalls ablehnen?

Sinnvoll wäre die Vereinigung der russischen mit der belarussischen Oppositionsbewegung, weil die Regimes von Lukaschenko und Putin voneinander abhängig sind, weil beide Länder gemeinsame Probleme und Ziele haben und Putins Appetit auf die Einverleibung des Nachbarlandes nicht abnimmt. Die Protestbewegungen beider Länder unterscheiden sich nur durch ihre Dauer. In Russland erstreckt sich der Prozess über fast zwanzig Jahre, während er in Belarusland auf ein Jahr komprimiert wurde und so strahlender und dramatischer wirkt.

Die kannibalischen Methoden der Regimes sind jedoch gleich: Morde an politischen Gegnern, Folter in Gefängnissen, das Zusammenschlagen friedlicher Demonstranten, verstärkte Repression. Doch die belarussischen und russischen Oppositionskräfte finden keine gemeinsame Basis. Und die belarussische Opposition selbst ist gespalten. Der Anführerin des unabhängigen Belarus, [Swetlana Tichanowskaja](#), wird Strategielosigkeit und Untätigkeit vorgeworfen. Kritisiert wird sie von Sjanon Pasnjak, dem Vorsitzenden der Konservativen Christlichen Partei der Belarussischen Volksfront, Pawel Latuschko, dem oppositionellen belarussischen Ex-Diplomaten, Valeri Zepkalo und seiner Frau Valeria, die an Tichanowskajas Kampagne teilnahmen. Das „Forum der Demokratischen Kräfte von Belarus“ fand im Juni in Berlin ohne Tichanowskaja statt.

Auch die belarussische Emigration ist uneinig

Zugleich hat sich die Lage in Belarus seit Kriegsausbruch weiter verschlechtert, die Repressionen wurden härter; trotzdem gehen die Menschen zu Antikriegsprotesten auf die Straße. Bis Anfang August wurden mehr als tausend Menschen wegen solcher Aktionen festgenommen. Truppeneinheiten aus belarussischen Freiwilligen kämpfen aufseiten der Ukraine. Trotzdem werden Belarussen von den Ukrainern oft kritisiert. Belarussen wiederum werfen den Ukrainern vor, dass diese sie bei den Protesten 2020 nicht unterstützten. Im „Brief der Belarussen an die Ukrainer“, der kurz nach Kriegsbeginn in der Ukrainskaja Prawda erschien, heißt es, Präsident Selenskyj habe nie Zeit gefunden, sich mit Tichanowskaja zu treffen, dafür aber Erdölprodukte von Lukaschenkos Regime gekauft, obwohl ganz Europa dies aufgrund von Sanktionen eingestellt habe.

Der Brief versichert zugleich, die Belarussen würden alles in ihrer Macht Stehende tun, um der Ukraine zu helfen. Die emigrierte belarussische Menschenrechtsaktivistin Alexandra Swerewa, Gründerin des Onlinemediums „Voices from Belarus“, schrieb: „Nicht alle Belarussen haben sich den Protesten angeschlossen. Nicht alle Ukrainer dienen ihrem Land als Freiwillige, etliche hätten das Land verlassen. Sollen wir deswegen einander beschuldigen?“ Sie fände es besser, zu tun, was man tun könne, so Swerewa, zu helfen, wie man helfen könne. Sie werde nicht nach Belarus gehen, sich nicht unter einen Panzer legen. Wofür sie sich bei allen entschuldige, die gerade unter einem lägen.

Ein russisches Freiwilligenkorps eröffnet in Kiew eine zweite Front

Unterdes entstehen in der Anti-Putin-Bewegung in und außerhalb Russlands revolutionäre Kräfte. Ende August kündigte der nach Kiew emigrierte ehemalige russische Dumaabgeordnete Ilja Ponomarjow die Gründung eines gemeinsamen politischen Zentrums und die Kooperation der „Legion Russische Freiheit“, einem russischen Freiwilligenkorps, und der russischen Republikanischen Armee an. Ponomarjow sprach vom „Beginn des ‚Putin-Herbstes‘, der den ‚russischen Frühling‘ ablöse“. Selenskyjs Militärberater Olexi Arestowitsch sagte, damit werde in Kiew eine zweite Front eröffnet, die die Ukraine dringend brauche.

Die Legion setzt sich aus Russen zusammen, die in der Ukraine, in Russland und anderen Ländern lebten, und aus russischen Soldaten, die sich freiwillig ergeben haben. Im März publizierte der ukrainische TV-Sender 2+2 die Geschichte einer Russin, die sich der Legion anschloss, nachdem ihr Mann, ein Feldwebel der 76. Division des russischen Militärs, von Kadyrows tschetschenischen Kämpfern bei Hostomel erschossen worden war, weil er sich weigerte, seine Soldaten aufs Schlachtfeld zu schicken. Sie wurde demnach die erste Frau in der Legion der „Russischen Freiheit“. Die Zahl der Kämpfer in der Legion und anderen russischen Exileinheiten geht in die Hunderte.

Das Russische Freiwilligenkorps wurde im diesem August aus Russen gebildet, die seit 2014 im Asow-Regiment und anderen Einheiten kämpfen. Rechte, Linke, sogar Anarchisten haben sich mit der Waffe in der Hand auf die Seite der Ukraine gestellt. Die Nationale Republikanische Armee hat die Verantwortung für die Ermordung von Daria Dugina, das Niederbrennen von Einberufungsbüros sowie Sabotageeinsätze an Eisenbahnstrecken übernommen. Das von Ponomarjow geführte politische Zentrum will eine Revolution in Russland organisieren. Er gibt sich zuversichtlich, dass die Massen in Bewegung gesetzt werden können, weil die Regierung alles dafür tue, dass möglichst viele Menschen in Russland nichts zu verlieren hätten.

Wie man das Ende der Diktatur dennoch näher rückt

Laut Jekaterina Kotrikadse vom Informationsdienst des exilierten TV-Senders Doschd beträgt Putins „Kernwählerschaft“ ganze fünfzehn Prozent; unter den übrigen Russen gebe es viele Zweifler. Der 81 Jahre alte Menschenrechtsaktivist Lew Ponomarjow, der ebenfalls emigrieren musste, wandte sich über den Sender Voice of America an alle Vertreter demokratischer Organisationen in Russland als Verbündete im Kampf für die Beendigung des Krieges und eine freie, demokratische Zukunft Russlands. Ponomarjow, der am 24. Februar eine Antikriegspetition verfasste und die „Sacharow-Antikriegsbewegung“ gründete, sagte, man gehe davon aus, zig Millionen Russen unterstützen den Krieg nicht; und ihre Zahl wachse. Die Oppositionsorganisationen könnten es sich nicht leisten, aufs Ende des Krieges und den Sturz Putins zu warten.

„Wir müssen diesen Moment mit unserer politischen Arbeit näher rücken“, so Ponomarjow, „indem wir uns auf Millionen unserer Landsleute stützen, ihnen helfen, ihre Interessen sowohl in Russland als auch im Ausland verteidigen.“ Widerstand gegen die Diktatur innerhalb des Landes sei möglich und notwendig, das könne die Menschen vereinen. Außerdem ist es wohl die einzige langfristige Perspektive für die Entwicklung der innerrussischen Anti-Putin-Bewegung.

Irina Rastorgujewa wurde in Juschno-Sachalinsk in Russlands fernem Osten geboren und lebt als freie Autorin in Berlin.

7 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/debats/la-decroissance-est-un-mythe-04-09-2022-2488430_2.php

La décroissance est un mythe

TRIBUNE. Certains écologistes rêvent de « décroissance soutenable ». Pour l'essayiste Antoine Bueno, pareille politique n'est que pure chimère. Démonstration.



Une ZAD à Kolbsheim (Bas-Rhin) en 2019. © Abdesslam Mirdass/Hans Lucas via AFP

*Antoine Bueno**

Publié le 04/09/2022 à 11h13

En visite lundi devant le Medef et en pleine crise écologico-énergétique, Élisabeth Borne l'a dit : « La décroissance n'est pas la solution. » Et pour cause, puisque la décroissance n'est même pas une option. Elle est pourtant devenue incontournable dans le débat écologique. Des experts comme Jean-Marc Jancovici s'en font l'avocat, des personnalités politiques telles que Delphine Batho en font un programme, des penseurs tels que Gaspard Koenig, un objet de rêverie philosophique.

Mais nulle part on ne trouve de réponse concrète à la seule question posée par le concept : comment mettre en œuvre une politique de décroissance et quel impact pourrait-elle avoir sur la société ? Pas même chez les théoriciens de la décroissance, de Nicholas Georgescu-Roegen à Serge Latouche en passant par Ivan Illich ou André Gorz. Sous leur plume, la décroissance est un truc nébuleux, un mantra dicté par la physique et l'éthique sans mode d'emploi pratique.

« Décroissance soutenable »

Dans ce flou savamment entretenu, tâchons d'y voir plus clair. La décroissance peut être définie comme une action volontaire de réduction de la taille physique de l'économie (Joachim Spangenberg), un processus organisé visant à réduire la quantité de matière et d'énergie exploitée par le métabolisme de la société humaine (Susan Paulson). Récemment, le concept de décroissance a été renommé « décroissance soutenable » pour faire le pendant au concept de « croissance durable ».

De fait, les deux concepts sont à front renversé. La décroissance soutenable est l'exacte antithèse de la croissance durable. Cette dernière postule que seule la croissance économique (mesurée par le PIB) peut améliorer le niveau de vie de l'humanité et que l'on peut produire et consommer toujours plus de biens et de services tout en restaurant les grands équilibres naturels perturbés ou

détruits par notre activité. La décroissance soutenable postule exactement l'inverse, à savoir que seule une réduction de notre activité peut alléger notre empreinte environnementale et qu'une telle réduction peut augmenter le niveau de vie de l'humanité plus que ne le fait la croissance actuellement.

Impossible découplage

Pour évaluer les deux concepts d'un point de vue théorique, il faut évaluer chacune des deux propositions : la proposition écologique et la proposition économique. La proposition écologique donne d'emblée un avantage certain à la décroissance. Quand l'activité humaine décroît, les ponctions et atteintes à l'environnement décroissent aussi. Au point que les récessions sont les seules « technologies » dont nous disposons aujourd'hui pour lutter contre le réchauffement climatique. A contrario, la possibilité d'augmenter le PIB sans mécaniquement augmenter les prélèvements naturels et la pollution demeure une expérience de pensée. Elle repose sur la notion de découplage. Il faut découpler l'activité des flux matériels et énergétiques. Cela ne s'est jusqu'ici jamais produit.

Les partisans de la décroissance prétendent pouvoir mettre en place un système de « prospérité sans croissance ».

La charge de la preuve s'inverse entre croissance durable et décroissance soutenable sur le plan économique. Depuis la révolution industrielle, la croissance économique semble avoir largement démontré sa capacité à augmenter le niveau de vie des populations. Et pourtant, les partisans de la décroissance prétendent pouvoir mettre en place un système de « prospérité sans croissance ». Est-il possible de maintenir, voire augmenter le niveau de vie tout en réduisant la taille de l'économie ? Ponctuellement, oui. Heureusement, les crises ne se traduisent pas automatiquement, par exemple, par une baisse de l'espérance de vie. L'organisation sociopolitique peut momentanément absorber les chocs et les revers économiques. Mais pas de manière pérenne. Une baisse continue des revenus d'une population finit inévitablement par réduire son niveau de vie.

D'un point de vue théorique, croissance durable et décroissance soutenable peuvent donc être renvoyées dos à dos. L'une et l'autre reposent sur le mythe d'un découplage : découplage du PIB et de l'empreinte environnementale pour l'une, découplage de l'activité économique et du niveau de vie pour l'autre. Ce qui est encore plus chimérique est l'idée que nous ayons le choix. En pratique, seul le développement durable s'impose à nous. Car une politique de décroissance est impossible à mettre en œuvre, contrairement à une politique de développement durable.

Réalisme froid

La première raison à cela relève du plus froid réalisme : aujourd'hui, personne n'en veut. Aucun pays n'est prêt à se lancer dans une réduction volontaire de la production et de la consommation. Peut-être sera-ce le cas dans un avenir plus ou moins lointain. Mais c'est aujourd'hui que le monde a besoin de décroissance. Pour qu'elle ait un impact écologique, elle devrait être mise en œuvre au plus vite. La planète n'a pas le temps d'attendre la maturation d'une idée.

Ensuite, pour qu'une politique de décroissance porte ses fruits, elle devrait être mise en œuvre par le monde entier en même temps. Dans un monde ouvert et interconnecté, un ou plusieurs pays ne peuvent pas décroître isolément, indépendamment des autres, même de très grands pays. On ne peut pas décroître seul, contre le reste du monde. Le faire se traduirait par une politique

d'autarcie. En décroissant seul, un pays aurait de moins en moins de moyens économiques pour financer les importations dont il a besoin. Il devrait donc devenir totalement autosuffisant. C'est impossible pour les petits pays qui dépendent, entre autres, de ressources énergétiques ou alimentaires extérieures. Et on sait que même les grands pays bien dotés en ressources naturelles ont du mal à assurer leur autosuffisance.

De plus, un tel pays n'attirerait plus d'investissements étrangers puisque ceux-ci ne sont réalisés que dans l'attente d'un retour, c'est-à-dire d'une rentabilité condamnée par l'absence programmée de croissance. Au contraire, les intérêts étrangers en activité sur son territoire s'en retireraient. Sur le plan intérieur, ce pays verrait donc rapidement son tissu économique se rétrécir et se déliter. La décroissance dans un pays isolé ne peut mener qu'à une catastrophe économique à l'image de celle observable en Corée du Nord.

Taille du gâteau

Enfin, même si par un coup de baguette magique le monde s'entendait pour mettre en œuvre un programme global de décroissance, ce dernier ne pourrait aboutir qu'à une réduction considérable du niveau de vie moyen sur la planète. En effet, pour éviter cet effet, pour maintenir voire augmenter le niveau de vie des peuples tout en décroissant, les partisans de la décroissance en appellent à la redistribution. L'idée est que l'on peut rendre socialement indolore une réduction de l'économie en redistribuant bien mieux qu'aujourd'hui ses fruits. Une telle redistribution serait cependant illusoire.

L'un des grands postulats de la décroissance est que le monde est riche. Or il ne l'est pas tant que cela.

Premièrement, pour redistribuer, il faut avoir quelque chose à redistribuer... L'un des grands postulats de la décroissance est que le monde est riche. Or contre toute attente, il ne l'est pas tant que cela. En 2018, si toutes les richesses privées du monde avaient équitablement été redistribuées à chacun des 7,5 milliards d'humains peuplant la planète, chacun d'entre eux aurait reçu... 42 266 dollars ! Une fortune effectivement pour la moitié de l'humanité. Mais on est loin des standards occidentaux d'aisance. Et plus il y aura de monde sur Terre, plus ce chiffre sera appelé à diminuer. À richesse identique, il restera moins de 32 000 dollars par personne quand nous serons 10 milliards. Deuxièmement, et c'est encore plus problématique, par définition, la décroissance réduit la taille du gâteau économique. Son objectif est donc de produire moins tout en redistribuant plus. C'est évidemment impossible.

Autant on voit comment le découplage attendu par la croissance durable entre PIB et émissions de CO₂ peut avoir lieu – il est déjà observable depuis quelques années dans les pays les plus avancés –, autant le découplage attendu par la décroissance entre PIB et niveau de vie semble définitivement une chimère. La décroissance est d'autant moins envisageable socialement que la croissance durable est possible.

****Antoine Bueno**, essayiste et conseiller au Sénat en charge du développement durable, est notamment l'auteur de « Futur, notre avenir de A à Z » (éditions Flammarion). Son prochain ouvrage « L'effondrement (du monde) n'aura (probablement) pas lieu » (Flammarion) sortira le 19 octobre prochain.*

7 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/07/438385-une-presse-francaise-lache-et-paresseuse>

ÉDITO

7 septembre 2022

Une presse française lâche et paresseuse

Les subventions à la presse l'ont complètement anesthésiée, la rendant lâche, paresseuse voire néfaste dans le contexte actuel.

Publié le 7 septembre 2022

Ah, finalement, qu'il est doux d'être journaliste en France dans un journal de révérence !

Jadis, c'était un travail fatigant, voire stressant et parfois même risqué : il fallait aller chercher l'information directement sur le terrain et la corroborer le carnet de notes à la main. Certains événements pouvaient impliquer de mettre sa vie en danger ; et certaines informations, une fois obtenues, pouvaient signifier une exposition directe aux rétorsions des puissants...

Heureusement, en France, ce temps est révolu : de nos jours, les nouvelles, rédigées de façon presque automatique par l'Agence Fausse Presse, sont religieusement reprises, fautes d'orthographe incluses, par toutes les officines médiatiques estampillées « Source fiable ». Parfois, le journaliste en rédaction exécutera un petit travail d'illustration et quelques remaniements de phrases pour donner un petit caractère original à la notule fraîchement démoulée. La plupart du temps, le copier-coller sera l'opération la plus complexe menée pour transmettre l'information, menaçant le pigiste d'une foulure de pouce lors de ces répétitions frénétiques.

Les contenus seront méticuleusement choisis pour ne surtout froisser personne aux étages influents : la presse française a depuis longtemps abandonné toute velléité d'informer, d'analyser et de décortiquer une information, aussi épineuse soit-elle, pour ne plus se concentrer que sur les histoires qu'il faudra enrober avec plus ou moins de talent pour la diffuser habilement.

Comme le disent les Anglo-saxons, **elle a troqué l'information pour le *narratif***.

Et en période de tensions, au moment où les sujets d'actualités se font de plus en plus clivants, la presse française se dresse comme un seul homme pour nous entretenir de sujets palpitants comme **la virilité des barbecues et l'inhérent besoin d'écoféminisme** pour abandonner la viande, ce qui aura cramé en buzz médiatique l'équivalent énergétique d'au moins une journée d'éolien par grand vent, **les frasques carbonées de Mélenchon** repartant avec panache dans un gros 4x4 thermique après un discours écolo-lacrymogène, ce qui ne manque pas d'occuper les navrantes chroniques de trop de journaux, ou encore plus caricatural, les **blagounettes à base de char à voile** d'un entraîneur d'équipe de foot qui semblent faire sortir de leurs gonds tous les petits censeurs écosensibles de la classe jacassante.

Pourtant, les sujets d'importance ne manquent pas : l'inflation galopante, l'impéritie patente du gouvernement, les choix calamiteux du locataire de l'Élysée, la situation internationale ou l'insécurité en France... Mais voilà : tout cela est quelque peu risqué pour le modèle économique actuel de la presse française.

Eh oui : fermement tenue par le portefeuille, noyée dans des subventions anesthésiantes, elle n'a aucune incitation économique à chercher la vraie information, l'analyse solide et un lectorat attentif. Dès lors, **la petite éditocratie germanopratin**e se concentre sur les chiens écrasés et les plus croustillantes de ces anecdotes produites sur Twitter, magnifique chambre d'écho de la classe jacassante. Tout bien considéré, cette méthode reste moins chère, nettement moins risquée et tout

aussi gratifiante que de mener des enquêtes et des articles de fond que beaucoup de Français ne peuvent trouver qu'ailleurs, loin de ces canaux officiellement sanctionnés et irrigués.

Et lorsque la presse française fait des efforts, cela donne des articles consternants comme, par exemple, [ce pamphlet lamentable](#) du journal *Le Monde* sur le rejet pourtant clair de la proposition par référendum de nouvelle Constitution chilienne : pour le journaliste, pas de doute, en rejetant ainsi une nouvelle Constitution « *pourtant progressiste* » et s'éloignant enfin de l'actuelle, pondue par l'infâme Pinochet, le peuple chilien se trompe.

L'écart avec ce qui existe encore dans la presse internationale (britannique ou allemande, par exemple) est cruel et la plupart du temps, la presse française ne semble plus être qu'un dernier wagon dans le train de l'information et de l'analyse qu'on peut trouver maintenant partout sur internet...

Malheureusement et logiquement, comme les politiciens s'alignent naturellement sur ce qui est médiatiquement porteur et seulement ça, ils deviennent – notamment en France – de plus en plus insignifiants d'autant qu'ils concentrent leur intellectuel de moins en moins affûté sur les niaiseries portées à bout de bras par ces organes de cancanement.

Cela donne l'effet d'une marche quasi-synchrone avec les phénoménales âneries qu'on voit par exemple apparaître outre-Atlantique ou lorsque la pandémie de covid avait déclenché les mêmes réactions mécaniques de la part des dirigeants européens. Cela produit aussi les prises de décisions débiles comme orienter toutes les politiques en fonction d'agendas écologiques de plus en plus radicaux mais si terriblement sexy électoralement, jusqu'à se prendre violemment le mur indépassable de la réalité.

Le résultat est sans appel. Le système politico-médiatique actuel est tellement bureaucratisé, subventionné, arqué sur ses petites habitudes, ses gros travers et son entre-soi bien cadré que les effets de monopole se font maintenant sentir sans plus la moindre retenue : le prix de l'entretien et de la maintenance de ce pitoyable barnum médiatique s'accroît alors même que la qualité du produit final s'effondre. **Le contribuable français coule un pognon de dingue dans des médias (radios, télévisions, presse écrite) pour obtenir en retour une propagande oscillant systématiquement entre l'infantilisation et l'insulte pure et simple**, et où – si l'on s'en tient aux fines analyses de notre presse d'exception – personne ne semble s'offusquer que le président de la République passe son temps sur les ondes pour nous expliquer la bonne température des chambres, le nombre de douches idoines pour rester propre.

Reconnaissons la cohérence des gratte-papiers subventionnés : la même presse n'avait pas bronché de voir le même pignouf pompeux expliquer comment aérer son logis en temps de pandémie. Alors, tout compte fait, que le président de la République fasse thermostat à 20 heures n'ébourriffe plus aucun journaliste.

Le constat mérite d'être répété : ce pays est foutu, et c'est notamment parce que le quatrième pouvoir s'est vautré dans la paresse et la lâcheté.

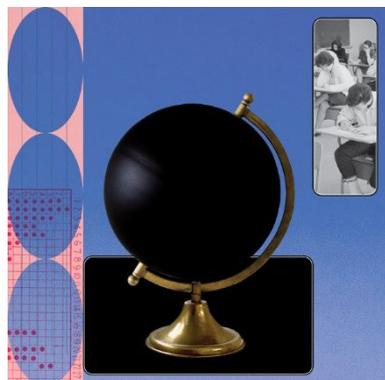
6 septembre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/09/01/opinion/us-school-knowledge.html>

GUEST ESSAY

School Is for Wasting Time and Money

Sept. 1, 2022



Credit...Illustration by Chloe Scheffe; photographs by Internet Archive; Warren K. Leffler, via Library of Congress; photos-public-domain.com; and Charles Deluvio and Subhash Nusetti, via Unsplash

By Bryan Caplan

Dr. Caplan is a professor of economics at George Mason University and the author of “The Case Against Education.”

Sign Up for the Education Briefing From preschool to grad school, get the latest U.S. education news. [Get it sent to your inbox.](#)

I have deep doubts about the intellectual and social value of schooling. My argument in a nutshell: First, everyone leaves school eventually. Second, most of what you learn in school doesn’t matter after graduation. Third, human beings soon forget knowledge they rarely use.

Strangely, these very doubts imply that the educational costs of the coronavirus pandemic are already behind us. Forced optimism notwithstanding, the remote schooling that millions of students endured during the pandemic looks like a pedagogical disaster. Some researchers found that being in Zoom school was about equivalent to [not being in school at all](#). Others simply found that test scores [rose much less](#) than they normally would.

But given my doubts about the value of school, I figure that most of the learning students lost in Zoom school is learning they would have lost by early adulthood even if schools had remained open. My claim is not that in the long run remote learning is almost as good as in-person learning. My claim is that in the long run in-person learning is almost as bad as remote learning.

How do we know all this? My work focuses on tests of adult knowledge — what adults retain after graduation. The general pattern is that grown-ups have [shockingly little academic knowledge](#). College graduates know about what you’d expect high school graduates to know; high school graduates know about what you’d expect dropouts to know; dropouts know next to nothing. This doesn’t mean that these students never knew more; it just means that only a tiny fraction of what they learn durably stays in their heads.

This is especially clear for subjects beyond the three R’s — reading, writing and arithmetic. Fewer than 1 percent of American adults even claim to have learned to speak a foreign language very well in school, even when two years of coursework is standard. Adults’ knowledge of history and civics

is negligible. If you test the most elementary facts, like naming the three branches of government, they get about half right. The same goes for questions of basic science, like “Are electrons smaller than atoms?” and “Do antibiotics kill viruses as well as bacteria?”

How bad are these scores? Very bad. If you know half the letters in the alphabet, we don't call you “half literate.” We correctly call you illiterate. I say the same goes for lack of elementary knowledge of history, civics and science. If you don't know half the basics of history, civics and science, you really don't understand history, civics or science at all.

The payoff for teaching basic literacy and numeracy is admittedly much larger. Since adults regularly use reading, writing and math, they retain much of what they learn. Even here, though, schools' performance is mediocre and unlikely to meaningfully improve. Schools have been trying to overcome reading, writing and math deficits among underperforming students for decades. Boosting their performance in the short run is quite doable. The recurring problem is fade-out; the effects of interventions diminish or disappear over time.

I freely admit that my dim assessment of American education is a minority view among my fellow economists, who offer piles of evidence that education has a big effect on what adults earn. They're basically right about that, but that's no excuse for ignoring the piles of evidence that education has little effect on what adults know

This blind spot is especially odd because there's a clean explanation for both piles of evidence. Namely: School is lucrative primarily because it certifies, or signals, employability. Most education isn't job training; it's a passport to the real training, which happens on the job. That's why graduation pays individuals so well. You don't learn much in your last few weeks of school, but completion persuades employers to trust you. And that's why credential proliferation pays countries so poorly. Handing out ever more high school, college and grad school diplomas can't enrich society as a whole unless students durably learn long-run skills along the way.

If school closures are unlikely to make our kids any more ignorant than they would have been without Covid, in what sense were school closures even a temporary disaster? Simple: When schools shuttered, they stopped performing their sole undeniably valuable function: providing day care. In-person schooling allows parents to work full-time without distraction. In-person schooling allows parents to take care of infants and elders. In-person schooling allows parents to finish their household chores. And in-person schooling allows parents to relax.

School closures were a disaster for convenience. And while you'll never hear a “convenience above all” political speech, actions speak louder than words. By February 2021, about 90 percent of private schools serving elementary or middle schoolers offered in-person instruction. Why? Presumably because they knew that parents cherished the convenience of in-person education. Fewer than half of corresponding public schools, funded by taxes rather than paying customers, were fully open by that time. Many large districts stayed closed or in hybrid mode for over a year. While the pedagogical costs of closure remain speculative, the convenience costs are beyond all doubt.

If we set aside wishful thinking and calmly reflect on what happened to education during Covid, we learn two valuable lessons. First, schools before Covid gave taxpayers a bad deal, taking lavish funding while imparting little long-term knowledge. Second, schools during Covid gave taxpayers an even worse deal, enjoying [massive emergency funding](#) while refusing to provide at least day care in exchange.

Even before Covid, American schools were spending [over \\$15,000 a year per student](#). Is there any way to get better value for our money? The most straightforward way is to spend a lot less of it. American schools will never make American students bilingual, so why waste precious resources pretending otherwise? The same goes for most of the curriculum.

The opposite goes for private schools. Do they actually boost test scores? The evidence is mixed. But when parents wanted day care in a pandemic, private schools delivered. School vouchers — funding students instead of systems — are therefore another credible way to give us better value for our money. Arizona has already created a roughly \$7,000 per student per year school voucher program, which gives private schools incentives to both cut costs and please parents. School choice doesn't just protect families against future closures; it protects families against whatever goes wrong with education next. Though school choice is no panacea, sticking with our status quo is for suckers.

Bryan Caplan ([@bryan_caplan](#)) is a professor of economics at George Mason University and the author of "[Open Borders](#)" and "[The Case Against Education](#)."